

h e t s

**Haute école de travail social
Genève**

Centre de recherche
sociale (ceres)

Hes·SO  **GENÈVE**
Haute Ecole Spécialisée
de Suisse occidentale



Qualité de vie des personnes âgées issues de l'immigration africaine
et latino-américaine en Suisse (cantons de Genève et Vaud)

PERAIMAL

Claudio Bolzman, Théogène Gakuba et Siboney Minko

Avec la collaboration de Sofía Guaraguara, Luz Marina Jaramillo et Joaquín
Salazar

Projet de recherche soutenu par la Fondation Leenaards, Lausanne

Rapport final de recherche

Genève, Août 2014

Table des matières

1. Introduction : explorer la qualité de vie des personnes âgées issues de l’immigration africaine et latino-américaine en Suisse	3
1.1 Revue de la littérature sur les conditions de vie des personnes âgées issues de l’immigration....	5
1.2 Qualité de vie et santé.....	7
1.3 Qualité de vie des personnes âgées	9
1.4 Contexte migratoire des latino-américains et des africains en Suisse	10
1.5 Problématique : le vieillissement des populations latino-américaines et africaines en Suisse.....	12
1.6 Méthodologie.....	18
1.6.1 Terrain d’enquête et population	18
1.6.2 Démarche de recherche	19
1.6.3 Techniques de collecte des données	19
1.6.4. Modes d’accès au terrain	23
1.6.5 Déroulement des entretiens	24
1.6.6 Analyse des entretiens et des autres données.....	27
1.7 Caractéristiques sociodémographiques des personnes interviewées.....	28
2. Analyse des données et interprétation des résultats de l’enquête	36
2.1 Trajectoires migratoires	37
2.2 Trajectoires professionnelles	48
2.3 Conditions matérielles de vie.....	54
2.3.1 Situation socio-économique	54
2.3.2 Situation en matière de logement	60
2.4 Les relations familiales et sociales plus larges.....	64
2.4.1 Situation familiale et relations avec les proches.....	64
2.4.2 Les relations sociales extrafamiliales.....	68
2.5 Participation associative et citoyenne	71
2.5.1 Acquisition de la nationalité suisse.....	77
2.6 Situation des personnes interviewées en termes de santé et qualité de vie.....	80
2.6.1 Réponses au questionnaire sur la qualité de vie.....	80
2.6.2 Maladies évoquées par les personnes interviewées	82
2.6.3 Utilisation des services de santé	84
2.7 Représentations de la retraite et de la vieillesse.....	88
2.7.1 Représentations de la retraite et de la vieillesse dans le pays d’origine et en Suisse.....	92
2.8 Bilan migratoire des personnes interviewées et rapport au pays d’origine	96
2.9 La question du retour	99
3. Conclusion.....	102
4. Références bibliographiques	107
4.1 Index des tableaux.....	115
5. Annexes.....	116
5.1 Grille d’entretien destinée aux personnes âgées.....	116
5.2 Grille d’entretien destinée aux représentants d’institutions.....	119
5.3 Questionnaire Whoqol-Bref.....	121

Remerciements

Nous tenons à exprimer notre reconnaissance à toutes les personnes et les institutions qui ont contribué à la réalisation de cette recherche. Nos remerciements s'adressent :

- À la fondation Leenaards pour le financement accordé à l'étude ;
- A la Direction de la Haute Ecole de Travail Social de Genève qui a mis à notre disposition les moyens matériels nécessaires pour effectuer la recherche dans de bonnes conditions ;
- Aux responsables de Pro Senectute Genève et Vaud, de Caritas Genève et de la Croix rouge Genevoise, de la Consultation Ambulatoire Mobile de Soins Communautaires (CAMSCO), d'Appartenances Vaud pour leur collaboration ;
- A toutes les personnes qui ont accepté d'être interviewées ainsi qu'aux différentes associations (Pluriels Genève, Centre Social Protestant la Fraternité Vaud, Club des aînés Genève) qui accompagnent les personnes âgées.

1. Introduction : explorer la qualité de vie des personnes âgées issues de l'immigration africaine et latino-américaine en Suisse

Cette recherche s'intéresse à la qualité de vie des personnes âgées issues de l'immigration africaine et latino-américaine en Suisse (Genève, Vaud) dans une perspective interdisciplinaire (sociologie, psychologie, santé). Elle se propose de répondre aux questions de recherche suivantes :

- Quelles ont été les trajectoires migratoires et socioéconomiques des personnes âgées immigrées d'origine africaine et latino-américaine en Suisse avant leur situation actuelle ?
- Quelles sont les conditions de vie (situation socioéconomique, conditions de logement, rapport aux administrations et aux institutions) de ces personnes en Suisse ? Existe-t-il des différences ou des ressemblances entre les situations des personnes d'origine africaine et celles d'origine latino-américaine ?
- Quelles sont leurs relations interpersonnelles avec leurs proches (famille, enfants), avec les membres de leur communauté d'origine et ceux de la société d'accueil (réseau social) ?
- Quelles sont les stratégies adoptées par les immigrés âgés d'origine africaine et latino-américaine pour créer du lien social ? Comment s'impliquent-ils dans les activités quotidiennes, associatives et citoyennes ?
- Comment ces personnes perçoivent-elles leur état de santé physique et mental ? De quelles ressources personnelles et sociales disposent-elles pour faire face aux problèmes de santé liés au vieillissement ?
- Dans quelle mesure utilisent-elles les services de santé et sociaux à disposition ?
- Comment perçoivent-elles leur retraite et leur vieillesse aussi bien en Suisse que dans leur pays d'origine ?
- Quels sont les liens qu'elles entretiennent avec leur pays d'origine et comment perçoivent-elles la question du retour ?

Cette recherche est de type exploratoire et a pour objectifs principaux de :

- Fournir des informations significatives sur les personnes migrantes âgées d'origine africaine et latino-américaine en Suisse (Cantons de Genève et Vaud) ;
- Recueillir leurs besoins à travers un état des lieux de leurs conditions de vie, leur état de santé et leur accès aux droits ;

- Mieux connaître les organismes (associations, structures privées ou publiques) qui les prennent en charge ;
- Etudier le réseau social (participation à la vie sociale, relations avec la famille, les proches et les amis) de ces personnes âgées et leurs projets de vie (retraite, retour au pays d'origine, fin de vie) ;
- Analyser l'influence des trajectoires de vie de ces personnes sur leurs conditions de vie actuelles.

La démarche de recherche adoptée s'inscrit dans le paradigme compréhensif et explicatif. Il s'agit de comprendre et d'expliquer la qualité de vie des personnes immigrantes âgées d'Afrique et d'Amérique Latine dans les cantons de Vaud et Genève au travers, principalement, des méthodes qualitatives (entretiens semi-directifs). Nous avons également souhaité intégrer, de manière complémentaire, les méthodes quantitatives en utilisant un questionnaire de qualité de vie.

Ce travail se structure en trois parties. D'abord, le contexte de la recherche et les choix méthodologiques la soutenant sont expliqués. Ensuite, les différentes dimensions de la qualité de vie explorées au travers des entretiens et d'un questionnaire quantitatif sont présentées et analysées. Finalement, ce rapport se termine conclut par des recommandations pour des recherches futures et l'implication des données recueillies pour le travail social et les politiques publiques.

Cette introduction souhaite contextualiser cette recherche et exposer les choix méthodologiques qui la sous-tendent. Afin d'approcher le contexte migratoire des Latino-Américains et des Africains aujourd'hui vieillissants en Suisse un retour synthétique sur la littérature existante est présenté. Il aborde les conditions de vie des personnes âgées ayant fait l'expérience de la migration et le concept de qualité de vie. La littérature révèle que les deux populations étudiées présentent des spécificités qui vont influencer leur manière de concevoir et de vivre leur vieillesse. Ensuite, l'intérêt s'oriente vers la méthodologie employée pour réaliser cette recherche. Ainsi, sont décrites les particularités du terrain d'enquête, les approches employées pour entrer en contact avec les personnes âgées, de même que le déroulement des entretiens. Cette partie introductive se termine par une présentation des principales caractéristiques sociodémographiques des personnes âgées africaines et latino-américaines interviewées.

Dans la seconde partie de cette recherche, les différentes dimensions de la qualité de vie qui ont été retenues précédemment permettent de proposer une analyse de la situation des âgés. Il s'agit des trajectoires migratoires, des trajectoires professionnelles, des conditions matérielles de vie, de leurs relations familiales et sociales, de leur participation associative et citoyenne ainsi que de leur représentation de la Suisse, du bilan de leur trajectoire migratoire ainsi que de la question du retour.

1.1 Revue de la littérature sur les conditions de vie des personnes âgées issues de l'immigration¹

Les personnes âgées ayant fait l'expérience de la migration ont fait l'objet d'études en Europe. La plupart s'intéresse, sauf des rares exceptions (Hungerbühler et Bisegger, 2012) à la situation des anciens travailleurs immigrés atteignant l'âge de la retraite ou confrontés au vieillissement dans l'Etat où ils résident. Ces recherches montrent que, contrairement à l'image largement répandue, la migration n'est pas un phénomène provisoire qui s'achève par le retour au pays d'origine, mais qu'au contraire la plupart des migrants restent vivre, après la retraite, dans la société où ils ont passé leur vie adulte (Sayad, 1991 ; Dietzel-Papakiriakou, 1993 ; Toullier et Baudet, 1998 ; Bolzman, Fibbi, Vial, 1993 ; 2001 ; Bolzman, C., Poncioni-Derigo, R., et Vial, M., 2004) ou font des allers retours entre les deux pays (Attias-Donfut, 2006 ; Serra-Santana, 2000 ; Schaeffer, 2001).

Les conditions de vie plus précaires de ces personnes âgées immigrées ont été mises en évidence par plusieurs études et se situent tant sur le plan économique (Bolzman, Fibbi, Vial, 1999 ; Dietzel-Papakyriakou, 1997 ; Pitaud, 1999 ; Patel, 2003) que sur celui de la santé (Scheib, 1995 ; Bollini, Siem, 1995). Les problèmes de santé des immigrés âgés sont aussi évoqués dans l'étude de Kabba et Lul (2007) sur les immigrés africains âgés vivant dans huit villes de l'Etat de Minnesota aux Etats Unis. Ces auteurs soulignent les problèmes de pression artérielle, de diabète, de fatigue, de cholestérol élevé, de douleurs de dos et de maux de tête dont souffrent ces immigrés africains. En Suisse, une étude de Bolzman et al. (2004) sur les conditions de vie et l'accès aux soins et à l'aide socio-gériatrique des personnes âgées immigrées (Italiens, Espagnols, ex-Yougoslaves), montre l'état de santé précaire de ces

¹ Cette partie se réfère à l'article de Bolzman et al. (2008). Le regroupement familial des ascendants. Le traitement national d'une problématique transnationale. L'exemple de la Suisse. *Retraite et Société*, n° 55, pp.40-65

immigrés, en particulier des ex-Yougoslaves. La majorité de ces derniers font relativement peu appel aux services d'aide socio-gériatrique alors que ceux-ci pourraient leur être nécessaires. Le manque d'information apparaît comme un facteur explicatif important de cette sous-utilisation. Les difficultés de communication entre professionnels des services et usagers, le manque de sensibilité aux questions interculturelles dans les services sont également des problèmes constatés par les chercheurs. Une étude récente de Christen-Gueissaz et al., (2011), abonde dans le même sens en traitant des enjeux relationnels entre immigrés âgés résidants dans des EMS des cantons de Vaud et Genève et les professionnels chargés de leur accompagnement. Les auteurs constatent que le modèle d'accompagnement en EMS, caractérisé par l'individualisation des soins, reste paradoxalement attaché à une vision ethnocentrée, même s'il est nécessairement questionné par la diversité culturelle des soignants. La politique institutionnelle de prise en charge ne s'adapterait guère aux spécificités des résidents migrants et mobilise encore peu, de manière formelle et reconnue, le potentiel des professionnels migrants.

Un autre axe de recherche sur les personnes immigrantes âgées se penche sur les relations qu'ils entretiennent avec leurs familles, notamment la fonction de soutien que ces dernières seraient à même de remplir. Diverses études soulignent l'intensité des échanges et des formes concrètes de solidarité au sein des familles immigrées, en particulier chez celles originaires des pays du sud. Ainsi, dans les relations intergénérationnelles, les attentes réciproques entre les parents âgés et les enfants constituent un facteur clé (Brubaker, 1990). Cependant, quelques études mettent également en évidence la situation d'abandon dans laquelle se retrouvent de nombreuses personnes âgées dont les enfants ont émigré vers d'autres pays. King et Vullnerati (2006) utilisent le concept de « *orphan pensioners* », pour montrer à quel point ces personnes âgées restent dépourvues du soutien social que leur apportaient leurs enfants lorsque ceux-ci émigrent.

Enfin, un pan de la recherche sur les âgés et la migration aborde les possibilités de regroupement familial des ascendants des immigrés établis en Europe, et en Suisse en particulier. Ces études font état des barrières auxquelles se heurtent la procédure de regroupement familial des ascendants d'immigrés lors de la venue de ces derniers dans le pays où vit leur descendance (Bolzman et al., 2008). En Suisse, par exemple, en comparant les taux de regroupement familial dans les cantons de Vaud et de Genève, une étude menée par Bolzman et al. (2002) a mis en évidence que l'utilisation du concept de « *prévention d'assistance* » pour refuser ou retarder le regroupement familial des conjoints ou des

ascendants était plus répandue chez les autorités du canton de Vaud que celles du canton de Genève. La thématique de ces migrations de retraite pose, selon Greengross (1992) et Paillat (1992), des questions d'harmonisation des législations des divers États en matière de protection sociale et d'accès aux services de la santé. Mais si les débats autour de ces législations peuvent facilement s'amorcer entre les États européens, il faut se poser la question de savoir dans quelle mesure des débats analogues peuvent être engagés entre la Suisse et les États du Sud dont proviennent une partie des migrants.

1.2 Qualité de vie et santé

Depuis son apparition et son développement dans les années 60-70 (Corten, 1998), le concept de qualité de vie n'a cessé d'être l'objet aussi bien des recherches scientifiques que d'écrits et de discours relevant du domaine socio-économique, politique et culturel. La croissance exponentielle des recherches dédiées à la qualité de vie est illustrée par exemple par le nombre de références évalué à 120'200, en 2008, dans la base de données Medline, alors que ce nombre était de 72'980, en 2005 (Hiltbrand, 2008). Le concept de qualité de vie est lié à la santé mais reste complexe puisque celle-ci n'a pas de définition universelle. La plupart des auteurs (Dazord et al. 1993 ; Compagnone et al., 2007 ; Bell et al, 1993 ; Corten, 1998 ; Candel et Dubois, 2005) qui se sont intéressés à la qualité de vie, plus particulièrement dans les domaines de la santé et du social, s'accordent pour préciser que ce concept est multidimensionnel. Il intègre les dimensions psychologiques, médicales, sociales et culturelles. En effet, la qualité de vie ne se limite pas seulement à la santé, mais implique aussi le jugement qu'un individu porte sur son bien-être et sur son statut social. Cette évaluation subjective se fait en fonction des valeurs culturelles de la société dans laquelle la personne vit et celle dans laquelle elle a grandi. D'où la nécessité de faire une distinction entre la qualité de vie d'un point de vue collectif ou individuel (Spitz, 2006).

Parmi les nombreuses définitions données à la qualité de vie, nous pouvons retenir celle de l'Organisation Mondiale de la Santé (1994) qui tente une approche globale. La qualité de vie est définie comme « *la perception qu'a un individu de sa place dans l'existence, dans le contexte de la culture et du système de valeurs dans lesquels il vit, en relation avec ses*

objectifs, ses attentes, ses normes et ses inquiétudes. Il s'agit d'un large champ conceptuel, englobant de manière complexe la santé physique de la personne, son état psychologique, son niveau d'indépendance, ses relations sociales, ses croyances personnelles et sa relation avec les spécificités de son environnement ». Dans cette définition, la dimension subjective de la qualité de vie est mise en évidence. C'est également la démarche d'un certain nombre d'auteurs (Dazord et al., 1993) qui insistent sur la subjectivité des sujets et sur la façon dont ils l'expriment. Selon ces auteurs, qui reprennent la conception de Joyce (1987), il s'agit de travailler sur la définition que le patient donne de sa qualité de vie ; ce qui exige une méthodologie basée sur des auto-évaluations plutôt que sur des évaluations extérieures (Dazord et al., 1993). Une autre approche sociologique de la qualité de vie développée par Joyce (1987) introduit la notion de but. Pour cet auteur, « *les seules évaluations valables de la qualité de vie sont celles obtenues auprès des sujets qui mesurent leurs progrès par rapport aux buts (de vie) qu'ils se sont fixés eux-mêmes* » (p.161).

Pour mesurer la qualité de vie, plusieurs instruments issus des recherches scientifiques sont proposés. Ces instruments peuvent être regroupés en deux grandes familles à savoir ceux qui sont considérés comme génériques et ceux considérés comme spécifiques. Les instruments de mesure de qualité de vie génériques fournissent des données sur l'état de santé et la qualité de vie, quelle que soit la pathologie ou même l'absence de pathologie. Les instruments de mesure de qualité de vie spécifiques d'une pathologie fournissent des données propres à une maladie (Hiltbrand, 2008). L'article de Bell, Beauséjour et Haddad (1993) analyse plusieurs échelles permettant d'évaluer la qualité de vie. Ces échelles proviennent de recherches anglo-saxonnes et sont les suivantes : Domain of Life Scale, Quality of Life Scale, Sickness Impact Profile, Oreagaon Quality of Life interview, Quality of Life Questionnaire.

Dans le monde francophone, d'autres échelles sont plus connues. Parmi les indicateurs génériques de qualité de vie, se retrouvent, par exemple, le profil de Duke, EuroQol, le PQVS (questionnaire profil de la qualité de vie subjective) le ShortForm 36, les instruments de qualité de vie de l'OMS (the WHOQOL-100 et le WHOQOL-Bref). Comme on peut le constater, ces instruments de mesure de la qualité de vie sont nombreux. Il appartient donc au chercheur de choisir l'échelle en fonction de ce qu'il souhaite observer et de la faisabilité de passation de l'instrument. Nous reviendrons sur ce point dans la partie méthodologique de notre travail.

1.3 Qualité de vie des personnes âgées

La qualité de vie des personnes âgées a intéressé un certain nombre d'auteurs (Compagnone et al., 2007 ; Bell et al., 1993 ; Gravelle et Denis-Ménard, 1996). Ainsi, l'étude de Compagnone et al. (1993) porte sur 19 personnes retraitées (âgées de 65 à 96 ans) en France dont la majorité (17) vivait dans des résidences pour personnes âgées et deux en appartement. L'objectif de la recherche était de dégager différentes dimensions, générées par les acteurs, permettant d'appréhender différents profils de qualité de vie chez ces personnes. L'analyse de contenu d'entretiens a permis d'identifier dix dimensions de qualité de vie qui ont été regroupés en quatre profils : serein, religieux-anxieux, repli sur soi et actif. Quant à Gravelle et Denis-Ménard (1996), ils ont mesuré le niveau de qualité de vie subjective de personnes âgées fréquentant un centre de jour francophone de la région d'Ottawa. Ces personnes étaient impliquées dans des activités récréatives à caractère principalement informel et ne nécessitant pas d'encadrement spécialisé. Les données ont été recueillies par le biais d'une adaptation du Perceived Well-Being scale (Reker et Wong, 1984) qui comprend 12 items permettant de mesurer la perception de la santé tant physique que psychologique. Les résultats montrent qu'une meilleure accessibilité des personnes âgées à divers programmes éducatifs (université du troisième âge ou autres formules) peut avoir un effet bénéfique sur leur qualité de vie. Par ailleurs, permettre à la personne âgée de vivre dans sa famille ou proche d'elle est très important pour conserver un bon niveau de qualité de vie. Cette étude interroge directement l'organisation des réseaux d'hébergement pour personnes âgées, le choix du site des résidences, l'importance de la participation familiale aux prises de décisions au sujet des conditions de vie dans ces résidences et les programmes récréatifs qui y sont offerts.

1.4 Contexte migratoire des latino-américains et des africains en Suisse

L'immigration africaine et latino-américaine² en Suisse est relativement récente lorsqu'on la compare aux immigrations européennes traditionnelles caractérisées par l'arrivée des travailleurs issus des régions frontalières d'Allemagne, de France, d'Autriche, d'Italie avant et après la seconde guerre mondiale (Piguet, 2004). Les mouvements migratoires des latino-américains vers la Confédération deviennent plus importants à partir des années 1970 avec l'arrivée des premiers exilés des dictatures du Cône du Sud (Bolzman et al., 2007). Quant aux personnes provenant d'Afrique, les dictatures (Zaire devenu République Démocratique du Congo), les guerres civiles en Angola et en Somalie ainsi que les famines en Erythrée et en Ethiopie ont favorisé l'arrivée en Suisse des réfugiés de ces pays entre les années 1975 et 1990. Selon les données de l'Office Fédéral de la Statistique (OFS, 2013), le nombre d'étrangers au 31 décembre 2013 était estimé à 1'886'630 sur une population totale de 8'136.700 habitants. Les Italiens (301'254) suivis des Allemands (293'156) et des Portugais (253'769) constituent les nationalités les plus représentées. Le nombre d'Européens établis résidant en Suisse est très élevé, comparé à celui des ressortissants d'autres continents. On relève parmi ces derniers, entre autres, la présence de 117'155 Asiatiques, de 78'156 Africains et de 42'223 Latino-américains (OFS, 2012).

Les migrations latino-américaines et africaines en Suisse sont dues à une diversité de causes de départ et à des motivations complexes telles que : des projets économiques et familiaux, des projets de promotion professionnelle, mais aussi l'instabilité politique dans le pays d'origine, les guerres ou les situations de violence politique (Bolzman et al., 2007). Le nombre de Latino-américains et d'Africains, en Suisse, augmente chaque année et sa progression varie selon la nationalité (voir tableau page suivante).

²L'Amérique Latine est ici définie selon un critère linguistique et désigne l'ensemble des pays du continent américain où l'on parle l'espagnol ou le portugais. Cette région comprend la majeure partie des pays d'Amérique centrale et ceux de l'Amérique du sud.

Tableau 1 : Effectif de la population étrangère d'Amérique Latine et d'Afrique résidante en Suisse, de 2009 à 2013³

Origine	2009	2010	2011	2012	2013
Etrangers	1'714'004 (100%)	1'766'277 (100%)	1' 815'994 (100%)	1'869'969 (100%)	1' 937'447 (100%)
Amérique Latine	38'795 (2.26%)	40'394 (2.29%)	41'528 (2.29%)	42'223 (2.26%)	42'911 (2.21%)
Afrique	57'704 (3.37%)	71'527 (4.05%)	74'838 (4.12%)	78'156 (4.18%)	83'873 (4.33%)

Source : OFS, Population résidante en Suisse selon la nationalité (le continent) d'origine (2009-2013)

Les pays d'Amérique Latine les plus représentés au niveau de la population résidante en Suisse en 2013 étaient le Brésil (19'243), la Colombie (4'422), le Chili (3'485) et le Pérou (3'036). En Afrique, il s'agit du Maroc (7'534), de l'Érythrée (16'584), de la Tunisie (7'113), de la Somalie (6'425), de la République Démocratique du Congo (5'670), du Cameroun (4'380) et de l'Angola (3'945). Ces statistiques montrent qu'une partie significative des immigrés proviennent de pays ayant connu des guerres civiles ou des violences politiques comme la Colombie, l'Erythrée et la Somalie. Cette situation a des conséquences sur le vécu psychologique et socio-économique de ces immigrés. Il est important de souligner que l'effectif de la population africaine et latino-américaine en Suisse est supérieur au nombre mentionné dans les tableaux 1 et 2, si l'on inclut les personnes qui ont acquis la nationalité suisse. Le tableau suivant montre le nombre de ressortissants d'Afrique et d'Amérique Latine et Caraïbes qui ont demandé la nationalité helvétique en 2011 et 2012. Le nombre annuel de naturalisations est relativement stable. Ainsi, on peut estimer qu'environ 20'000 Africains et 15'000 Latino-américains ont acquis la nationalité suisse depuis 2003.

³ Ces statistiques ne tiennent pas compte des personnes étrangères naturalisées suisses ni de celles qui n'ont pas de statut juridique reconnu en Suisse.

Tableau 2 : **Acquisition de la nationalité suisse en 2011-2012**

Origine	2011	2012
Amérique Latine et Caraïbes	1'613	1'407
Afrique	2'337	2'417

Source : OFS, Acquisition de la nationalité suisse selon l'origine antérieure

1.5 Problématique : le vieillissement des populations latino-américaines et africaines en Suisse

La progression de la population migrante latino-américaine et africaine en Suisse s'accompagne, comme ce fut le cas des premiers immigrants européens du Sud de l'Europe en Suisse (Italiens et Espagnols), du phénomène du vieillissement dont toute politique sociale devrait tenir compte. Le vieillissement de la population suisse touche aussi un nombre considérable d'immigrés africains et latino-américains qui commencent à entrer dans la tranche de vie qui les situe comme des « *personnes âgées* ». Nous entendons par personne âgée : « *toute personne plus âgée que la moyenne des autres personnes de la population dans laquelle elle vit* » (Lelievre, 2004, p. 89). Dans le contexte des pays de l'OCDE, « *la population âgée est définie comme le nombre d'habitants de 65 ans ou plus d'une région donnée* » (OCDE, 2010, p. 20). Il convient de préciser que la notion de personne âgée ne correspond pas nécessairement à un âge précis qui serait le même partout. Il s'agit, en effet, d'une construction sociale qui peut être interprétée différemment selon les représentations collectives et les valeurs culturelles dominantes dans un contexte déterminé. Dans les sociétés où l'on se marie très jeune, comme dans certaines sociétés d'Afrique et d'Amérique Latine, les personnes peuvent être considérées très tôt comme personnes âgées en raison de leur statut de grands-parents. Pour cette raison, dans cette recherche exploratoire, nous nous intéresserons aux personnes âgées de 60 ans et plus. Le tableau ci-dessous donne quelques informations sur le vieillissement des personnes immigrantes d'origine africaine et latino-américaines en Suisse.

Tableau 3 : Effectif de la population étrangère d'Amérique Latine et d'Afrique résidente en Suisse âgée de 40 ans et plus (décembre 2013)

Origine	Tranches d'âge		
	40-64 ans	65-79 ans	80 ans et plus
Afrique	20'491	999	124
Amérique Latine et Caraïbes	15'749	691	149

Source : Office Fédéral de la Statistique : Population résidente étrangère par origine et tranches d'âge au 31.12.2013⁴

Les données du tableau 3 montrent qu'un grand nombre d'immigrés africains (20'491) et latino-américains (15'749) se trouvent dans la catégorie d'âge 40-64 ans. Dans l'avenir, il pourrait ainsi y avoir un nombre considérable de personnes âgées (65-79 ans) issus de cette immigration. Par ailleurs, au regard du total d'africains et latino-américains qui se retrouvent dans les tranches d'âge (65-79, 80 ans et plus), on peut constater que leur nombre reste encore modeste, puisque l'immigration africaine et latino-américaine est récente en Suisse. La même constatation peut être faite dans les statistiques des deux cantons (Genève et Vaud) qui constituent le terrain de notre étude.

⁴ Cfr. <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index.html>

Tableau 4 : Effectif de la population étrangère d'Amérique Latine et d'Afrique âgée de 60 ans et plus résidante dans les cantons de Vaud et Genève (décembre 2013)

Cantons	Origine	Tranches d'âge				
		60-64 ans	65-69 ans	70-74 ans	74-79 ans	80 ans et plus
Genève	Afrique	385	205	114	79	75
	Amérique Latine	272	111	70	56	61
Vaud	Afrique	170	147	60	43	33
	Amérique Latine	186	80	39	36	23

Source : Office Fédéral des Migrations : Population résidante étrangère par canton de résidence et âge au 31.12.2013

Les données du tableau 4 montrent que le nombre de personnes âgées de 60 ans et plus d'origine africaine dans les cantons de Genève et de Vaud est supérieur à celui des personnes d'origine latino-américaine. Dans les deux groupes, le nombre de personnes de 70 ans est inférieur à celui de personnes de moins de 70 ans. Comme nous l'avons souligné, ces statistiques ne tiennent pas compte des personnes naturalisées suisses. En incluant ceux qui ont obtenu la nationalité suisse, le nombre d'africains et de latino-américains issus de l'immigration dans les cantons de Genève et de Vaud serait bien supérieur à celui présenté dans le tableau 4. Chaque année un certain nombre d'africains et de latino-américains obtiennent la nationalité suisse. Ainsi, d'après les statistiques de l'Office fédérale des migrations, en 2010, 37 africains et 22 latino-américains âgés de 60 ans et plus et résidant dans les cantons de Genève et Vaud ont acquis la nationalité suisse. Si l'on ajoute à ces chiffres le nombre de naturalisés de ces dix dernières années qui ont actuellement 60 ans et plus, nous pouvons estimer aisément que les effectifs des personnes âgées issues de l'immigration africaine et latino-américaine en Suisse et dans les deux cantons de notre étude est bien plus élevé que ceux du tableau 4. Et il faudrait encore inclure les personnes ne disposant pas d'un statut juridique reconnu en Suisse dont le nombre est considéré comme

important, notamment pour les latino-américains résidants dans les cantons de Genève et Vaud (Cf. Valli, 2007).

Dans les années à venir la population des âgés d'Afrique et d'Amérique Latine devrait même augmenter, puisqu'un grand nombre d'immigrés a aujourd'hui entre 40 et 59 ans. Cette population présente des spécificités qu'il est nécessaire de connaître. Certaines de ces personnes, une proportion significative des cas, ont vécu des événements traumatiques liés aux guerres ou à la violence dans leurs pays d'origine et mènent une vie précaire dans la société d'accueil. En effet, n'ayant pas travaillé longtemps en Suisse pour diverses raisons (non équivalence de diplômes, discrimination face à l'emploi, âge...), ils n'ont pas cotisé suffisamment d'années pour prétendre à une retraite qui leur permette d'être autonome financièrement ou d'être pris en charge par les structures médico-sociales destinées aux personnes âgées. D'autres éprouvent des difficultés à retourner dans leur pays d'origine parce qu'ils n'y ont plus de famille.

Les personnes âgées issues de l'immigration africaine et latino-américaine en Suisse font partie des catégories minoritaires peu connues. De là tout l'intérêt d'une recherche exploratoire qui se propose d'étudier les besoins socio-sanitaires de ces personnes, leurs aspirations et attentes, leurs conditions de vie (qualité de vie, perception de leur santé, relations avec les proches) et leur prise en charge (soins formels et informels). En effet, la problématique des immigrés âgés d'Afrique et d'Amérique Latine en Suisse n'a pas encore fait l'objet d'études scientifiques. Les spécificités de ces personnes âgées, en tant que minorités venant de sociétés plutôt collectivistes où le groupe peut avoir une emprise sur la vie de l'individu, méritent d'être approfondies.

Comme le précise Moukouta (2010) qui s'est intéressé aux patients immigrés africains âgés en France souffrant des problèmes psychopathologiques, il faut comprendre l'âge immigré dans ses spécificités identitaire et culturelle. Pour cet auteur « *le sujet âgé africain, à l'inverse de l'Occident, ne saurait être considéré comme une monade : il est fondamentalement, un individu lié, un individu en relation. Et quand on connaît la force des liens familiaux et communautaires, et son attachement à la tradition, on peut mieux comprendre les mécanismes psychologiques qui sont mobilisés en situation de migration et partant de là, mieux adapter la thérapeutique* » (Moukouta, 2010 : p. 184).

Cette recherche vise à combler le manque de connaissances sur la qualité de vie des personnes âgées issues de l'immigration africaine et latino-américaine en Suisse (Genève, Vaud). En

effet, jusqu'à présent on s'est intéressé à ces populations surtout en tant que populations exerçant une activité professionnelle en Suisse, en particulier aux femmes dans le domaine de la prise en charge privée des malades, des enfants ou des personnes âgées (Carbajal, 2004) ou dans le domaine des soins aux personnes âgées en institution (Christen-Gueissaz et al., 2011), c'est-à-dire en tant que « *care givers* » s'occupant des personnes dépendantes. Notre projet s'intéresse à ces personnes en tant que « *care receivers* » potentiels du fait de leur vieillissement. Comme nous l'avons indiqué au début de cette introduction, nous souhaitons étudier cette problématique dans une perspective interdisciplinaire (sociologie, psychologie, santé), et nous nous proposons d'aborder les thèmes suivants :

- Les trajectoires migratoires et socioprofessionnelles des personnes immigrées âgées d'origine africaine et latino-américaine en Suisse.
- Les conditions de vie (situation socioprofessionnelle, ressources, conditions de logement, rapport aux administrations et aux institutions) des personnes immigrées âgées d'origine africaine et latino-américaine en Suisse au moment de l'entretien, ainsi que les éventuelles différences ou des ressemblances entre ces deux catégories d'immigrés sur ce plan.
- La qualité de vie et l'état de santé de ces personnes.
- L'utilisation par ces personnes des services de santé et sociaux à disposition, ainsi que les autres ressources personnelles et sociales dont elles disposent pour faire face aux problèmes de santé liés au vieillissement.
- Le réseau des relations sociales dont ces personnes disposent tant dans la société suisse comme ailleurs.
- Les stratégies adoptées par les immigrés âgés d'origine africaine et latino-américaine pour créer du lien social, et notamment leur implication dans des activités quotidiennes, associatives et citoyennes.
- Leurs représentations de la retraite et de la vieillesse tant en Suisse que dans leur pays d'origine.
- Les liens qu'elles gardent avec leur pays d'origine et leur manière d'envisager la question du retour.

La recherche est de type exploratoire et pour objectifs principaux de :

- Fournir quelques informations quantitatives et qualitatives sur les personnes migrantes âgées d'origine africaine et latino-américaine résidant dans les cantons de Genève et Vaud.
- Recueillir des informations sur leurs besoins à travers un état des lieux de leurs conditions de vie, leur état de santé et leur accès aux droits ;
- Explorer les lieux (associations, structures privées) ou publiques qui les prennent en charge ou qui pourraient les prendre en charge ;
- Etudier le réseau social (participation à la vie sociale, relations avec la famille, les proches et les amis) de ces personnes âgées ainsi que leurs projets de vie (retraite, retour au pays d'origine, fin de vie).

1.6 Méthodologie

1.6.1 Terrain d'enquête et population

Le terrain de notre recherche se situe dans les cantons de Genève et Vaud. Ces deux cantons sont ceux qui comptent le plus grand nombre de migrants d'Afrique et d'Amérique Latine en Suisse romande. Nous avons prévu d'interviewer au minimum 30 migrant(e)s d'Afrique et d'Amérique Latine (15 immigrés africains et 15 immigrés latino-américains devaient être recrutés). Finalement nous avons interviewé un nombre supérieur à celui prévu au départ, soit un total de 38 personnes (14 immigrés africains et 24 immigrés latino-américains). L'échantillon inclut des personnes de 55 ans et plus⁵, 24 hommes et 14 femmes ayant accepté de participer à la recherche. La technique d'échantillonnage intentionnel ou de convenance a été utilisée. Elle consiste à choisir les sujets en fonction des objectifs de la recherche. Nous nous sommes appuyés sur des « *informateurs privilégiés* », actifs dans le réseau associatif africain et latino-américain⁶ pour accéder au terrain. Pour le choix des interviewés, nous nous sommes basés sur plusieurs critères tels que la nationalité des répondants, leur sexe, leur âge à leur arrivée en Suisse, leurs motifs d'immigration (guerre, travail, études, regroupement familial, asile) et leur niveau d'instruction. Ces critères devaient permettre d'obtenir un échantillon hétérogène qui varie le vécu et l'histoire personnelle de chaque migrant. L'intérêt de diversifier l'échantillon est aussi de saisir des « *cas négatifs* », c'est-à-dire des personnes ayant vécu des trajectoires et des situations différentes de celles des autres interviewés. Ces répondants peuvent ainsi mettre à l'épreuve le modèle et les hypothèses énoncées (Bertaux, 2013). Si le cas négatif s'intègre dans le modèle, il viendra renforcer l'interprétation de la problématique proposée (Savoie-Zajc, 2013). Dans le cas contraire, il pousse les chercheurs à l'inclure dans leur modèle et à développer une explication plus complexe de la problématique énoncée au départ.

La technique de la diversification contraste avec celle de la représentativité, utilisée davantage dans la recherche quantitative. Cette dernière revient à créer un échantillon de répondants qui calque ses proportions sur la population totale. Dans notre cas, il était impossible d'avoir

⁵ La grande majorité des interviewés ont 58 ans et plus, 1 seule personne a 55 ans. Plus de détails sur les caractéristiques des répondants sont donnés dans le chapitre consacré à la présentation de l'échantillon.

⁶ Nous revenons plus en détail sur les modes d'accès à la population plus loin dans ce chapitre.

recours à ce type de méthode, puisque la population âgée étudiée ne se retrouve pas clairement dans les statistiques nationales. Comme nous l'avons vu, certaines personnes âgées sont naturalisées et d'autres n'ont pas de permis de séjour valable.

La population de recherche comprend également des professionnels et/ou responsables des services sociaux et sanitaires travaillant avec les personnes âgées. Nous avons aussi rencontré des responsables d'associations et de divers services publics travaillant avec ces populations, tels que Pro Senectute Genève et Vaud, le Centre Social Protestant La Fraternité, Caritas et la Croix Rouge Genevoise, Appartenances Vaud, Club des aînés Genève, la Consultation Ambulatoire Mobile de Soins Communautaires (CAMSCO), Pluriels Genève.

1.6.2 Démarche de recherche

La démarche de recherche adoptée s'inscrit dans un paradigme compréhensif et explicatif. Il s'agit de comprendre et d'expliquer la qualité de vie des personnes immigrantes âgées d'Afrique et d'Amérique Latine dans les cantons de Vaud et Genève en utilisant des méthodes mixtes complémentaires : des méthodes qualitatives (entretiens semi-directifs) et des méthodes quantitatives (Echelle de la qualité de vie de l'OMS, WHOQOL-Bref). Cette démarche par triangulation, consistant à combiner plusieurs méthodes de collectes de données (Cohen et Manion cités par Pourtois et Desmet, 1988) devait nous permettre de multiplier nos sources d'information, de procéder à leurs recoupements et de valider nos données.

1.6.3 Techniques de collecte des données

Les entretiens compréhensifs individuels de type biographique

L'entretien compréhensif s'inscrit dans une dynamique où « *l'enquêteur s'engage activement dans les questions, pour provoquer l'engagement de l'enquêté ; lors de l'analyse de contenu l'interprétation du matériau n'est pas évitée mais constitue au contraire l'élément décisif* » (Kaufmann, 1996, p. 17).

Les entretiens compréhensifs que nous avons menés ont été de type biographique, le but étant de « *recueillir des données subjectives fournies par des sujets interrogés sur les événements*

de leur existence en tant qu'acteurs et par rapport aux autres acteurs, aussi bien de leur groupe social d'appartenance que par rapport aux acteurs sociaux des autres groupes avec lesquels ils ont été en contact au cours de leur vie » (Poirier et al., 1983, p.146).

Parmi les avantages que présente l'utilisation de ce type d'entretiens, on peut souligner le fait que le matériel obtenu aide à comprendre la subjectivité des acteurs, le sens qu'ils donnent à leurs expériences vécues et l'évaluation qu'ils font de leurs conditions de vie objectives (Bertaux, 1980). Autrement dit, les entretiens permettent de saisir comment les acteurs se situent face à des événements tels que la retraite, de comprendre quelles sont les logiques qu'ils mettent en œuvre pour interpréter le monde qui les entoure et se situer dans celui-ci (Holstein et Gubrium, 2004). Cette méthode envisage ainsi l'individu non seulement comme produit et producteur de l'histoire, mais également comme « *producteur d'histoires* » (De Gaulejac, 1987), c'est-à-dire comme producteur de sens. En effet, en racontant une partie de sa vie, le narrateur ne livre pas seulement à son interlocuteur une somme d'événements ; il organise son récit à partir d'une logique qui lui est propre, même si celle-ci peut être influencée par les questions et les relances de l'intervieweur.

Ainsi, les témoignages qui résultent des entretiens constituent un moyen de situer l'individu à la fois par rapport à l'histoire de sa vie et à l'histoire collective. Ils permettent de placer l'acteur en relation avec les événements personnels qui constituent sa biographie, singulière et unique, mais également de saisir les éléments communs à sa famille, son milieu socio-culturel, sa classe d'appartenance, sa génération, autrement dit, l'ensemble des médiations qui le relie à l'histoire d'une ou plusieurs sociétés (Ferraroti, 1983).

Les données sur lesquelles s'est construit ce rapport ont été obtenues en situation d'entretien, c'est-à-dire lors d'une situation d'interaction entre un narrateur et un interviewé. Il s'agit de témoignages relativement courts (entre une et trois heures) ne couvrant que certaines périodes de la vie de la personne. Les interviews portent sur un segment ou "tranche de vie" (Lalive d'Epinay et al., 1983) de l'individu. Nous nous sommes intéressés aux trajectoires migratoires et de vie, aux années précédant la retraite et à la période de vie au moment de l'entretien.

L'entretien est centré autour d'un certain nombre de thèmes, introduits par une question générale qui sert de "déclencheur du récit" (Lalive d'Epinay, 1983 : p. 301). Parfois, certains thèmes surgissent spontanément, habituellement, ils sont proposés par l'intervieweur et

développés par son interlocuteur. L'entretien comporte en ce sens une part de directivité et une part de non-directivité. La délimitation préalable des thèmes à explorer, en fonction des objectifs de l'étude, présente l'avantage d'éviter une dispersion trop grande de la parole des interviewés. Consignés dans un guide d'entretien, les thèmes sont abordés sans ordre préétabli, en fonction de l'évolution de l'interaction entre narrateur et interviewé. Dans notre cas, les divers thèmes ont été abordés par ce dernier, en fonction de sa propre logique et des inférences qu'il tire de la situation. Par ailleurs, la flexibilité du dispositif a permis au narrateur d'attirer l'attention de l'interviewé sur des thèmes importants qui ne faisaient pas à priori partie du cadre de la recherche mais qui sont apparus comme des éléments essentiels de leur qualité de vie.

Lors des *trente-huit entretiens individuels* réalisés avec les personnes âgées, les thèmes abordés ont permis d'explorer divers aspects de leur qualité de vie. Ainsi, la période de vie actuelle de l'interviewé, mais également diverses dimensions de leurs trajectoires migratoires et des expériences de la vie adulte qui ont conduit à leurs situations actuelles ont été traitées :

- Les raisons de l'immigration en Suisse ;
- Les conditions de vie socio-économiques (logement, ressources financières) ;
- L'état de santé et les incapacités ;
- Le recours aux services de santé et sociaux ;
- L'accès aux droits et la connaissance des services d'aide ;
- Le réseau social et le rapport au pays d'origine
- Les ressources personnelles et sociales de la personne âgée
- Les représentations de l'âge et de l'avenir

Les entretiens semi-directifs

Outre les entretiens auprès des personnes âgées latino-américaines et africaines, nous avons également procédé à des entretiens semi-directifs avec des professionnels pouvant potentiellement être en contact avec ces populations. Ils nous ont fourni des informations complémentaires sur la qualité de vie des personnes âgées en général et des personnes âgées immigrées en particulier. En effet, ces acteurs sont des *témoins privilégiés* de la réalité de ces personnes car ils sont en contact avec elles par le biais de leur activité professionnelle ou du milieu associatif dans lequel ils évoluent.

Nous avons mené *onze entretiens semi-directifs* avec des responsables de structures sociales et de santé en lien avec les personnes âgées ou avec des personnes immigrées. Nous avons interviewé les responsables de Pro Senectute Vaud et Genève, ainsi que du Club d'aînés de Genève, parmi les structures spécialisées dans l'intervention sociale auprès des personnes âgées. Auprès des structures spécialisées dans le travail social, nous avons rencontré des membres de la Croix Rouge Genevoise, de Caritas Genève, de La Fraternité du CSP Lausanne, de Pluriels et d'Appartenances Vaud. Nous nous sommes aussi entretenus avec des professionnels menant des interventions en matière de santé auprès des populations immigrées. Ces personnes travaillent à l'Unité mobile de soins communautaires (Umsco) et l'Association Pluriels, toutes deux basées à Genève. Nous avons également réalisé un entretien avec le responsable d'une association culturelle dont le but est de favoriser le contact entre populations de diverses origines à Genève ; ce responsable a également été chargé du projet Seniors d'ici et d'ailleurs soutenu par Pro Senectute Genève et la Croix Rouge, pendant plusieurs années. Finalement, un entretien s'est déroulé avec une responsable de la Fédération des étrangères et étrangers de Lausanne (FEEL), déléguée par son association pour s'occuper des questions relatives aux personnes âgées immigrées.

Les entretiens avec ces témoins privilégiés ont porté sur :

- Les besoins et attentes en lien avec la santé, la retraite, les administrations, le logement et les loisirs des personnes âgées ;
- L'accès des personnes âgées d'Afrique et d'Amérique Latine aux structures contactées et les éventuelles raisons du manque d'accès de ces personnes aux structures ;
- Les activités et les mesures proposées par les structures en faveur des personnes âgées d'Afrique et d'Amérique Latine ;
- Les difficultés rencontrées par les professionnels dans la prise en charge de ces personnes âgées. Les propositions pour l'efficacité de leur prise en charge.

L'échelle de qualité de vie

Comme nous l'avons indiqué dans la partie « Qualité de vie et santé », il existe plusieurs échelles pour mesurer la qualité de vie. Dans notre étude, nous avons utilisé l'échelle de l'OMS (WHOQOL-Bref) qui nous semblait réunir les caractéristiques nécessaires à une passation dans le cadre des entretiens avec les personnes âgées. En outre, elle est assez complète dans la mesure où elle aborde différentes dimensions du concept de qualité de vie : physique, psychologique, niveau d'indépendance, relations sociales, environnement et

croyances religieuses de l'individu. Cette échelle est relativement courte (26 questions) et nous est apparue comme accessible aux enquêtés.

1.6.4. Modes d'accès au terrain

L'accès aux personnes âgées d'origine africaine ou latino-américaine s'est fait par plusieurs canaux. Ainsi, la technique de la boule de neige (snowball sampling), l'exploitation de réseaux informels et de relais institutionnels ont largement été utilisés.

Pour avoir accès aux répondants de cette enquête, les membres de l'équipe de recherche se sont basés sur leurs réseaux informels, c'est-à-dire qu'ils ont fait appel aux personnes avec qui ils avaient des liens plus ou moins proches (Hily et al, 2004). Parfois, le contact s'est fait directement entre le chercheur et la personne âgée. Dans ces cas-là, soit le chercheur utilise des fichiers administratifs ou des listes nominatives (annuaires, etc.), soit il connaît la personne qu'il souhaite interviewer. Cette enquête n'a pas eu recours à des listes ou à des fichiers permettant de trouver des répondants. L'accès aux interviewés s'est donc fait de manière directe dans les cas où le chercheur connaissait déjà l'interviewé. Néanmoins, une grande partie des mises en relation ont eu lieu au travers d'une tierce personne. Cette technique est dite de la *boule de neige* et présente plusieurs avantages. Ainsi, l'intermédiaire va *recommander* le chercheur auprès du potentiel répondant, ce qui constitue un atout (Beaud et al., 2003). Cette technique est économique et permet d'accéder rapidement au terrain, puisque la personne tierce agit comme garant (Atkinson et al., 2001). Elle a l'avantage de capter des minorités qui ne sont pas visibles dans la société. Dans le cas présent, elle s'est révélée pertinente pour approcher des personnes âgées sans-papiers et celles ayant une vie sociale très peu développée. Néanmoins, en ayant recours à la technique de la boule de neige, l'enquêteur reste dans des réseaux définis. Il peut donc facilement passer à côté de potentiels répondants qui n'en font pas partie (Atkinson et al., 2001). L'équipe avait cependant à l'esprit la nécessité de diversifier au maximum les canaux de recrutement afin de tenter d'interviewer des *cas négatifs* qui viendrait apporter de nouveaux questionnements à la recherche.

Les relais institutionnels peuvent également *recommander* l'intervieweur auprès d'un potentiel interviewé. Néanmoins, il faut être conscient qu'ils vont également agir de manière contraignante sur le potentiel répondant. Ainsi, d'après la place et l'importance qu'occupe une

institution dans la vie d'un interviewé, celui-ci se sentira obligé d'accepter le rendez-vous (Blanchet et Gotman, 2007, p. 55). Pour cette raison l'équipe a utilisé cette modalité de recrutement de manière plutôt limitée, en particulier pour atteindre certaines personnes en situation de précarité, très difficilement atteignables par d'autres biais.

Appartenir au groupe étudié peut faciliter l'accès au terrain (Kaeser, 2013, p. 12). En effet, Bonnet (2008) rapporte que beaucoup d'études considèrent comme positif et avantageux que l'intervieweur provienne du groupe auquel s'intéresse la recherche. Ainsi, faire parti de la communauté étudiée permet de saisir mieux et plus rapidement les subtilités du langage, des représentations et des valeurs des interviewés potentiels et de gagner leur confiance. Cette compréhension, dite accrue, des *insiders* a été soutenue par de nombreux sociologues, comme Pierre Bourdieu ou Abdelmalek Sayad. Néanmoins, elle peut représenter certains désavantages. L'interviewé peut estimer que l'intervieweur est informé de toutes les subtilités et les détails de la situation (Bizeul, 1998). Il peut alors omettre d'expliquer certains pans du sujet abordé. De plus, l'appartenance du chercheur à la même communauté peut empêcher le répondant de la critiquer ouvertement et le pousser à adapter son discours à ce qu'il perçoit de la personne qui lui fait face.

Le fait d'avoir utilisé des modes indirects et directs d'accès au terrain a permis de diversifier largement l'échantillon de répondants et de limiter les biais propres à chaque modalité de recrutement.

1.6.5 Déroulement des entretiens

La prise de contact et les conditions de déroulement de l'entretien sont très importantes pour assurer la qualité des interactions et du matériel récolté. Dans cette étude, un membre de l'équipe de recherche est rentrée en contact avec les interviewés potentiels (après avoir été annoncé par une tierce personne) par téléphone ou par e-mail pour expliquer les objectifs de la recherche et obtenir un rendez-vous. Une brève présentation écrite de l'étude, en français ou en espagnol, était envoyée aux personnes avant la réalisation de l'entretien. Malgré toutes les précautions prises, obtenir un rendez-vous n'est pas toujours évident. En effet, les personnes âgées sont mobiles et certaines partagent leur vie entre plusieurs pays de résidence. Comme cette personne âgée brésilienne contactée en novembre 2013 et qui était au Brésil pour des

vacances jusqu'à fin décembre 2013. C'est pourquoi, dans certains cas, il peut être utile pour mener une étude sur les personnes âgées d'établir le moment le plus propice pour les interviewer. En effet, certaines populations de personnes âgées se déplacent de façon saisonnière (Gustafson, 2008).

Afin de faciliter la mise en œuvre de l'entretien, celui-ci s'est déroulé dans un endroit choisi par la personne. La seule contrainte a été de trouver un lieu peu bruyant pour faciliter un enregistrement de qualité de l'entretien. La majorité des interlocuteurs ont choisi un lieu public pour la rencontre : un café (à l'intérieur ou en plein air). Certains ont voulu se rendre dans nos bureaux et quelques-uns ont souhaité que la rencontre se passe à leur domicile. Très peu de personnes ont refusé de participer à l'enquête. Deux personnes (sans statut de séjour) ne sont pas venues aux rendez-vous fixés et une troisième personne a affirmé qu'elle n'avait pas le temps de nous rencontrer. Lors de la rencontre, l'intervieweur rappelait les objectifs de la recherche, le respect de la confidentialité et de l'anonymat et d'autres règles éthiques importantes (par exemple le droit de ne pas répondre à certaines questions). Il/elle demandait aussi l'autorisation d'enregistrer l'entretien en expliquant que de cette manière il nous serait plus facile d'être fidèle aux propos de l'interviewé. L'intervieweur rappelait, par ailleurs, que l'interaction serait plus fluide car cela lui éviterait de se concentrer sur la prise de notes. Dans tous les cas, la demande d'enregistrement était clairement formulée et la personne a pu décider librement si elle était d'accord d'être enregistrée ou pas. Bien entendu, enregistrer la personne à son insu était exclu.

Ce point rappelle que des négociations sont nécessaires tout au long de l'enquête. Il faut convaincre et trouver des compromis entre les paramètres souhaités par l'interviewé et ceux nécessaires aux chercheurs pour produire des données de qualité suffisante. C'est ainsi que lors de plusieurs entretiens, l'enregistrement a été remis en question par les interviewés. Lors de certains entretiens, heureusement un nombre restreint de six, la principale base de travail est les notes manuscrites prises pendant l'entretien et non un enregistrement des paroles exactes qui ont été prononcées. En effet, il faut garder à l'esprit que les thématiques abordées par l'enquête sont très personnelles. De plus, de mauvaises expériences lors d'autres enquêtes peuvent amener les interviewés à se méfier. Ainsi, une femme africaine, a demandé à ne pas être enregistrée et à avoir un droit de regard sur les notes prises pendant l'entretien. Elle craignait que ses propos ne soient déformés, comme cela avait été le cas lors de sa participation à une étude précédente. Dans le cas présent, ne pas enregistrer l'entretien n'a pas

constitué un frein à la récolte de données exploitables pour l'étude, même si les notes prises, souvent de très bonne qualité, ne remplaceront jamais complètement le matériel issu d'un enregistrement. Lors de l'enquête, tous les répondants ont été anonymisés, c'est-à-dire que pour le présent rapport nous avons fait en sorte d'éviter les indices permettant de reconnaître la personne interviewée. Le chercheur se doit en effet de protéger ses enquêtés (Beaud, 2003).

Les entretiens se sont déroulés en espagnol avec les interviewés latino-américains et en français avec les interviewés africains. Dans un cas il a fallu recourir à un interprète pour mener à bien l'entretien, car la personne ne parlait pas français et aucun intervieweur rattaché à la recherche ne parlait la langue de la personne.

Notre étude est exploratoire, c'est-à-dire qu'elle cherche à vérifier, à développer et à compléter les pistes fournies par la littérature sur le phénomène. C'est lors du terrain que va se mettre en place un « (...) *processus de vérification continu et de reformulation des hypothèses* » (Thompson in Blanchet et al., 2010, p. 39). Pour cette raison, le canevas d'entretien et les pistes de recherches ont été modifiés et ajustés tout au long du terrain. De plus, la technique d'entretien compréhensif utilisée apporte un avantage à l'étude. Elle a pour but de mobiliser les enquêteurs et de les pousser à s'adapter et à s'engager dans l'interaction qu'ils vivent avec les enquêtés. Il s'agit d'aller toujours en profondeur dans l'entretien et de trouver la bonne question à poser au bon moment (Kaufmann, 2013).

Les données biographiques ont été placées à la fin du canevas pour être abordées après avoir passé en revue diverses dimensions et que la confiance a pu être établie entre l'intervieweur et l'interviewé. Cette partie permet aussi au chercheur de prouver qu'il a écouté, qu'il a compris ce que son interlocuteur lui a dit et de récapituler ces éléments avec l'interviewé.

L'entretien se termine par la passation du questionnaire de qualité de vie. L'équipe a trouvé que c'était la solution la moins mauvaise. En effet, envoyer à l'avance le questionnaire entraînait un risque de refus de l'entretien, car l'expérience a montré que les interlocuteurs considéraient certaines questions comme très intimes, voire intrusives en dehors du cadre de l'entretien. Donner le questionnaire après l'entretien à la personne et demander à celle-ci de nous le renvoyer par la poste, ou de nous le remettre ultérieurement en mains propres, impliquaient aussi le risque d'avoir un taux de non réponses assez élevé. Dans quelques rares cas, des membres de l'équipe ont en effet oublié de faire passer le questionnaire à la fin de

l'entretien, ils ont envoyé le questionnaire à remplir par e-mail, mais n'ont jamais reçu le questionnaire en retour, malgré plusieurs tentatives de relance. Ainsi, même si le questionnaire introduit une autre logique dans l'interaction, l'option de le faire passer tout de suite après l'entretien a diminué le nombre de non-réponses. Les personnes ont pu choisir de le remplir elles-mêmes ou de répondre aux questions posées par l'enquêteur. Au total, 24 personnes ont répondu au questionnaire.

1.6.6 Analyse des entretiens et des autres données

Une des spécificités des méthodes qualitatives est que l'analyse de contenu ne constitue pas une étape distincte du processus de recherche, postérieure à la récolte des données ; le travail d'analyse « (...) *se poursuit tout au long de la recherche. Elle consiste à construire progressivement une représentation de l'objet sociologique* » (Bertaux, 1980, p. 213). Ainsi, il y a un constant va et vient entre le travail de terrain et le travail d'élaboration théorique, qui se nourrissent réciproquement. Cette confrontation permet d'atteindre, par des approximations successives, une construction adéquate de l'objet d'étude (Glaser et Strauss, 1967).

Les recherches qualitatives présentent généralement des corpus moins importants que celles qui utilisent les méthodes quantitatives. Ainsi, « (...) *les informations issues des entretiens sont validées par le contexte et n'ont pas besoin de l'être par leur probabilité d'occurrence.* » (Blanchet et al., 2007, p. 50). Le nombre d'interviewés va dépendre de la diversité des réponses attendues et des dimensions abordées par la recherche, le but étant d'obtenir une « *gamme complète des variantes d'un phénomène donné.* » (Becker et al., 2002, p. 123). Cependant, comme le rappellent Becker et al. (2002, p. 130), il est impossible de relever absolument tous les aspects d'un phénomène étudié et d'en proposer une description complète. D'après le concept de saturation théorique, le terrain et l'analyse s'arrêtent quand les nouvelles données recueillies n'apportent plus d'éléments nouveaux permettant d'approfondir la question de recherche (Bryman, 2012, p. 421). Rappelons-nous que cette enquête est exploratoire. Il s'agit, avant tout, de dessiner une esquisse de la qualité de vie de ces deux populations. Pour cette raison, le terrain et l'analyse se sont arrêtés quand l'équipe a constaté avoir une diversité suffisante de parcours de vie et non pas quand il a estimé la saturation théorique atteinte. En effet, il est évident qu'une question de recherche aussi large ne peut pas avoir été entièrement explorée au travers de 38 entretiens, aussi riches soient-ils. Il

y a donc de nouvelles dimensions, et questions, qui émergent au travers de ces entretiens et qui pourront servir de point de départ à des recherches futures.

Concrètement, pour analyser les entretiens, nous nous sommes inspirés de la méthode utilisée par Lalive d'Epinay et al., (1983) et par Bolzman (1996) dans leurs recherches respectives. Le but visé étant celui de la saturation de l'information. Comme l'écrivent Lalive d'Epinay et al. : « *Quand, après avoir établi le modèle A sur la base du dossier 1, nous constatons que les dossiers 2,3 et 4, présentés par des personnes du même groupe, contiennent les mêmes éléments et excluent des éléments divergents, le modèle est saturé* » (1983, p. 309). Bien entendu, les individus considérés comme faisant partie du modèle, le sont sur la base d'un certain nombre de critères, forcément simplificateurs, que le chercheur juge pertinents par rapport à sa problématique. Ce que nous proposons ici comme caractéristiques relevant d'un ensemble de personnes ne peut donc en aucun cas être appliqué mécaniquement à l'individu singulier.

Le matériel issu des entretiens semi-directifs a été surtout utilisé pour contextualiser les problématiques en lien avec la qualité de vie des personnes âgées en général, et des personnes âgées immigrées en particulier. Il a également permis de situer l'offre institutionnelle et associative existante dans les cantons de Vaud et de Genève concernant les populations de notre étude. Enfin, au vu du nombre restreint des répondants, le questionnaire de qualité de vie a été analysé en ayant recours à la statistique descriptive. Des triangulations entre les résultats quantitatifs et les analyses qualitatives ont été réalisées.

1.7 Caractéristiques sociodémographiques des personnes interviewées

Pour clore ce chapitre introductif, nous présentons ici les principales caractéristiques sociodémographiques des interviewés d'origine africaine et latino-américaine.

Provenance des personnes interviewées

Près de deux tiers des personnes interviewées sont originaires d'Amérique Latine, alors qu'un tiers vient d'Afrique. Cette différence s'explique par un nombre plus élevé de chercheurs

d'origine latino-américaine dans l'équipe et donc par un accès à un réseau plus large de potentielles personnes à interviewer parmi la communauté latino-américaine.

Tableau n°5 : **Origine des personnes interviewées**

<i>Origine</i>	<i>N</i>	<i>%</i>
Amérique Latine	24	63.2
Afrique	14	36.8
Total	38	100

Les personnes interviewées originaires d'Amérique latine proviennent de dix pays. Il s'agit principalement des pays d'Amérique du Sud. Un seul pays d'Amérique centrale est représenté. En fait, en Suisse, mais aussi dans les cantons de Genève et Vaud, la grande majorité des latino-américains sont originaires du sud du continent.

Tableau 6 : **Pays de provenance des personnes interviewées d'Amérique Latine**

<i>Amérique Latine</i>	<i>Nombre de personnes</i>
Argentine	2
Bolivie	4
Chili	4
Colombie	7
Equateur	1
Uruguay	1
Paraguay	1
République Dominicaine	1
Pérou	1
Venezuela	2
Total	24

Pour ce qui concerne l'Afrique, les interviewés proviennent de sept pays différents, principalement d'Afrique subsaharienne, avec une représentation plus importante pour la République Démocratique du Congo.

Tableau n° 7 : **Pays de provenance des personnes interviewées d’Afrique**

<i>Afrique</i>	<i>Nombre de personnes</i>
Burundi	2
Erythrée	1
Maroc	1
République Démocratique du Congo	6
Rwanda	1
Sénégal	1
Tchad	1
Total	14

Sexe, âge, état civil et provenance des personnes interviewées

Deux tiers des répondants sont des hommes et un tiers, des femmes. Cette différence entre les genres s’explique par le fait qu’il a été difficile de trouver des femmes africaines à interviewer, alors que la proportion hommes/femmes est plus équilibrée parmi les répondants originaires d’Amérique Latine.

Tableau n° 8 : **Sexe et origine des personnes interviewées**

<i>Sexe</i>	<i>Amérique Latine</i>	<i>Afrique</i>	<i>Total</i>
<i>Homme</i>	14	11	25 (65.8%)
<i>Femme</i>	10	3	13 (34.2%)
Total	24	14	38

Pour ce qui est des classes d’âge des interviewés, plus de deux tiers n’avaient pas encore atteint l’âge officiel de la retraite, et moins d’un tiers avaient plus de 65 ans. Cependant, comme nous le verrons, une partie des personnes âgées de moins de 65 ans, avaient cessé de facto toute activité professionnelle.

Tableau n° 9 : **Age et origine des personnes interviewées**

<i>Age</i>	<i>Amérique Latine</i>	<i>Afrique</i>	Total
<i>55 à 59 ans</i>	4	1	5 (13%)
<i>60 à 64 ans</i>	10	6	16 (42%)
<i>65 à 69 ans</i>	8	5	13 (34%)
<i>70 à 78 ans</i>	2	2	4 (11%)
Total	24	14	38

Presque la moitié (42%) des personnes interrogées sont dans la tranche d'âge entre 60 et 64 ans. Les Latino-américains interviewés sont un peu plus jeunes que les africains, puisqu'ils sont plus nombreux dans la tranche d'âge 55-59 ans.

Tableau n°10 : **Etat civil et origine des personnes interviewées**

<i>Etat civil</i>	<i>Amérique Latine</i>	<i>Afrique</i>	Total
<i>Marié</i>	11	8	19 (50%)
<i>Concubinage</i>	2	0	2 (5%)
<i>Divorcé</i>	5	0	5 (13%)
<i>Veuf/Veuve</i>	4	5	9 (23%)
<i>Séparé</i>	2	1	3 (8%)
Total	24	14	38

La moitié (50%) des personnes interviewées sont mariées, alors qu'un quart (23%) sont veuves, situation liée à l'âge, mais aussi à la violence politique dans leurs pays de provenance. Un nombre équivalent de personnes sont divorcées ou séparées. Il est à noter que nous n'avons pas trouvé des personnes se déclarant célibataires dans notre échantillon.

Durée du séjour et statut juridique en Suisse

Suite aux entretiens, nous avons défini trois types de durée de séjour en Suisse (10 ans ou moins, 11-20 ans, plus de 20 ans). Nous avons également tenu en compte le fait que pour les ressortissants extra-européens un séjour minimum de 10 ans est nécessaire pour pouvoir demander un permis d'établissement. Un séjour de plus de 20 ans est, par ailleurs, l'un des indicateurs d'un certain enracinement local.

Tableau n°11 : **Années passées en Suisse et origine des personnes interviewées**

<i>Durée du séjour</i>	<i>Amérique Latine</i>	<i>Afrique</i>
<i>10 ans ou moins</i>	8 (33%)	2 (14%)
<i>11 à 20 ans</i>	7 (29%)	4 (29%)
<i>> 20 ans</i>	9 (38%)	8 (57%)
Total	24	14

Les données du tableau montrent qu'environ la moitié des personnes interviewées sont installées en Suisse depuis plus de 20 ans. Dix personnes sont en Suisse depuis plus de 35 ans. Il y a aussi trois personnes qui vivent en Suisse depuis moins d'une année (entre 6 mois et 10 mois). De manière générale, les africains interviewés sont installés en Suisse depuis longtemps que les latino-américains.

Statut juridique et origine

Cette variable n'est pas toujours relevée dans les enquêtes sur les personnes âgées immigrées, mais elle est très importante, puisque le statut juridique permet de saisir l'étendue des droits formels de ces personnes. En effet, il est très différent, en termes d'accès à des ressources potentielles, d'être ressortissant suisse ou de n'avoir aucun statut de séjour reconnu.

Tableau n°12 : Statut juridique et origine des personnes interviewées

<i>Statut juridique</i>	<i>Amérique Latine</i>	<i>Afrique</i>	Total
<i>Naturalisé</i>	11	7	18 (47%)
<i>Suisse par mariage</i>	3	-	3 (8%)
<i>Permis C</i>	4	3	7 (18%)
<i>Permis B</i>	1	1	2 (5%)
<i>Permis F</i>	0	1	1 (3%)
<i>Sans statut de séjour</i>	5	2	7 (18%)
Total	24	14	38

Plus de la moitié des interviewés (55%) ont la nationalité suisse et presque un cinquième (18%) ont un permis d'établissement. A l'autre extrême, 7 personnes (18%) dont 5 provenant d'Amérique Latine n'ont pas de statut de séjour reconnu en Suisse. Nous constatons ainsi une situation assez hétérogène, avec cependant une grande majorité de citoyens et de personnes résidentes permanentes.

Niveau de formation et situation par rapport à la retraite

Dans nos sociétés de la *connaissance*, le niveau d'instruction est une ressource très importante pour avoir accès à l'information. Nous avons répartis les interviewés d'après 5 niveaux de formation différents.

Tableau n°13 : Niveau de formation et origine des personnes interviewées

<i>5 niveaux de formation</i>	<i>Amérique Latine</i>	<i>Afrique</i>	Total
<i>Sans formation</i>	0	3	3 (7%)
<i>Primaire</i>	1	0	1 (3%)
<i>Secondaire général</i>	3	1	4 (10%)
<i>Secondaire professionnel</i>	5	2	7 (18%)
<i>Universitaires</i>	15	8	23 (62%)
Total	24	14	38

Par rapport aux personnes âgées issues des migrations de travail dites *classiques*, les Africains et Latino-américains se distinguent par leur niveau de formation élevé. La majorité des personnes interviewées (62%) ont un diplôme universitaire, alors que 30% ont un diplôme de niveau secondaire général ou professionnel. Seules trois personnes n'ont aucune formation et une seule s'est arrêtée après l'école primaire. Il s'agit donc de migrations composées principalement de personnes qualifiées.

Situation professionnelle des personnes interviewées par rapport à la retraite

Tableau n°14 : **Situation professionnelle des personnes interviewées au moment de l'enquête**

<i>Situation professionnelle</i>	<i>Amérique Latine</i>	<i>Afrique</i>	Total
<i>En activité professionnelle</i>	9	2	11 (30%)
<i>Retraité</i>	10	7	17 (45%)
<i>Bénéficiaire de l'aide sociale</i>	3	3	6 (16%)
<i>Sans activité professionnelle</i>	2	2	4 (9%)
Total	24	14	38

Presque la moitié (45%) des interviewés sont retraités alors qu'un tiers (30%) sont toujours en activité professionnelle. Le reste de personnes n'a pas encore atteint l'âge officiel de la retraite, mais est de facto en dehors du monde du travail salarié.

La présentation de ces quelques caractéristiques démographiques des personnes interviewées met en évidence leur grande hétérogénéité. Outre le fait qu'elles proviennent d'un grand nombre de pays d'Afrique et d'Amérique Latine, ces hommes et ces femmes se situent dans des classes d'âge divers et ont des états civils variés. Certains résident en Suisse depuis très longtemps et y sont arrivés au début de leur vie adulte, d'autres sont arrivés plus tardivement et y ont vécu moins longtemps. Cette diversité de parcours se reflète dans leurs statuts juridiques en Suisse : bon nombre d'interviewés ont la nationalité suisse ou un permis d'établissement, alors que quelques-uns n'ont pas un statut de séjour reconnu. De même, alors que la majorité des répondants ont une formation universitaire, un tiers d'entre eux ont une

éducation de type secondaire général ou professionnel et une minorité n'a qu'un faible niveau d'instruction. Enfin, les interviewés se distinguent entre eux par le fait que la majorité a quitté de manière officielle ou officieuse le monde du travail, alors que certains poursuivent toujours une activité professionnelle. La pluralité de trajectoires et situations des interviewés est un élément central à prendre en considération dans les chapitres qui suivent, qui portent sur l'analyse du matériel empirique récolté.

2. Analyse des données et interprétation des résultats de l'enquête

La qualité de vie pendant la vieillesse n'est pas sans lien avec les parcours de vie précédents des personnes. Au contraire, la manière dont on a vécu la vie adulte a une influence considérable sur la vie après la retraite. Le type d'activité professionnelle qui a été exercé, la vie familiale et sociale qui ont été menés sont des déterminants importants de la qualité de vie des âgés. Dans le cas de notre population, il faut également prendre en compte les trajectoires migratoires qui ont conduit les interviewés à résider en Suisse et leurs modes d'insertion sociale. En effet, contrairement à d'autres populations âgées immigrées (Bolzman et al., 1996 ; 1999 ; 2001), le recrutement en tant que travailleurs n'a pas été le motif principal pour l'arrivée, en Suisse, des Africains et Latino-américains interviewés. Cela en raison de la distance qui rend moins habituel le recrutement de ces populations comme employés (saisonniers ou fixes), mais aussi de la politique d'immigration qui a privilégié le recrutement des salariés des pays européens (Mahnig, 2005). Le lien au travail a été donc plus complexe pour les interviewés que pour les migrants dits *classiques*.

Un autre élément important, en rapport avec les parcours de vie des interviewés, est à souligner. Il s'agit de la distinction entre les immigrés qui ont vieilli en Suisse et ceux qui ont migré tardivement. Les premiers sont arrivés, souvent, au début de leur vie adulte et ont donc construit la plupart de leur vie active dans ce pays. En revanche, les seconds ont migré à la fin de leur vie active ou après la retraite : les liens qu'ils entretiennent avec la Suisse sont donc moins forts que pour les premiers (Bolzman, 2014 ; Ciobanu et Bolzman, 2014). Le temps passé en Suisse et l'âge auquel s'est déroulé la migration vont donc avoir des effets directs sur les modes d'intégration dans la société suisse, les liens entretenus avec le pays d'origine ainsi que la vieillesse vécue en Suisse.

2.1 Trajectoires migratoires

Les trajectoires migratoires des personnes interviewées peuvent être regroupées en six types principaux :

- *Les anciens étudiants ou stagiaires restés en Suisse*
- *Les fonctionnaires internationaux ou cadres des entreprises multinationales*
- *Les réfugiés politiques*
- *Les demandeurs d'asile et réfugiés de la violence*
- *Les migrants dans le cadre d'un mariage ou pour des raisons familiales*
- *Les travailleurs migrants sans papiers en Suisse.*

Les interviewés des deux premières catégories (anciens étudiants, travailleurs internationaux) ont inscrit leur migration dans le cadre d'un projet de qualification ou de promotion professionnelle (Bolzman et al., 2007). Les migrants qui ont été reconnus comme des réfugiés statutaires ou des réfugiés de la violence n'avaient pas de projets très précis en Suisse ; ils cherchaient surtout une protection, temporaire ou à long terme, contre la violence politique. Les migrants des deux dernières catégories sont davantage concernés par un projet familial ou de couple (Bolzman et al., 2007), ou ont cherché à reconstruire une vie, en Suisse, après une rupture affective. Dans le cas d'un projet familial ou de couple, il s'agissait soit de construire une vie avec ses proches en Suisse, soit d'aider économiquement des proches restés au pays d'origine. C'est surtout dans ces deux dernières catégories que l'on rencontre une proportion plus élevée des personnes arrivées en Suisse après l'âge de 45 ans, voire même après 60 ans. Par ailleurs, il est aussi important de préciser que les trajectoires migratoires des personnes interviewées ne sont pas linéaires : certaines ont d'abord émigré vers d'autres pays européens ou extra-européens avant de venir en Suisse. Elles avaient donc des expériences migratoires préalables qui ont pu contribuer à faciliter leur installation dans notre pays.

Anciens étudiants ou stagiaires

Dans notre échantillon sept personnes, dont cinq originaires d'Afrique et deux d'Amérique Latine, sont venues en Suisse pour faire des études ou un stage. Après leur formation dans ce pays, elles y sont restées pour différentes raisons comme le mariage avec une personne suisse ou établie dans ce pays, le souhait d'y faire une carrière professionnelle ou la situation politique instable dans leur pays d'origine les a contraintes à prolonger leur séjour. Soulignons que beaucoup des anciens étudiants ou stagiaires qui sont arrivés dans les années 70, notamment les africains, étaient boursiers de la confédération Suisse. Ils venaient se former, dans le cadre d'accords de coopération entre la Suisse et des pays en voie de développement. L'objectif de ces bourses était que, une fois formés, les étudiants rentrent dans leur pays. C'est l'exemple d'Hubert : *« (...) quand je suis arrivé en Suisse... On n'y pensait pas du tout. D'ailleurs quand je suis venu, c'était pour faire les études et rentrer... Et les choses ont changé et puis mon épouse qui travaillait là-bas déjà, elle était obligée de venir me rejoindre. On vivait comme des étudiants, avec des budgets très serrés et ce n'était pas facile »* (Hubert, 64 ans).

Quant à Gérard, il s'est d'abord inscrit dans une université française avant de venir étudier à l'université de Fribourg : *« J'étais jeune, j'avais demandé un visa pour venir étudier en Suisse et puis j'avais aussi fait une inscription en France à l'université de Caen. L'ambassade française dans mon pays m'a donné le visa. J'ai fait quelques mois en France, mes amis qui étaient venus en Suisse m'ont dit qu'on accordait des bourses pour étudier à l'université de Fribourg. Je suis donc venu, j'ai fait mes études universitaires avant d'épouser une suisse »* (Gérard, 67 ans).

Ces étudiants d'origine africaine, contrairement à aujourd'hui, pouvaient bénéficier de quelques facilités qui ont favorisé leur processus d'intégration dans le pays d'accueil. Ainsi, il leur était possible d'obtenir un visa pour les études et des bourses pour se former dans de bonnes conditions. A côté des études, ils pouvaient également trouver une activité rémunérée complémentaire à temps partiel. Hubert qui venait de prendre sa retraite lors de notre entretien a, par exemple, précisé qu'il avait commencé son travail en tant qu'étudiant dans l'entreprise dans laquelle il est resté jusqu'à sa retraite : *« J'avais un statut pas de travailleur mais j'avais un permis d'études. Si c'était maintenant, ça aurait été difficile le changement mais à ce moment-là, heureusement, les choses étaient encore très flexibles. Les gens comprenaient... Et c'est une boîte que j'ai connu quand j'étais encore étudiant parce qu'ils engageaient les*

étudiants pendant les vacances. Là-bas, il y avait des immigrés, les saisonniers qui venaient 9 mois et après ils devaient rentrer chez eux et puis revenir avec un autre contrat. Pendant les vacances d'été, ils envoyaient des offres à l'université pour engager des étudiants et c'est comme ça que j'ai connu la boîte et j'y suis resté jusqu'à ma retraite » (Hubert, 64 ans).

Quant aux Latino-américains, ils sont arrivés par hasard, du fait de contacts interpersonnels. Ils voulaient passer des vacances en Suisse ou découvrir ce pays qui leur était inconnu. Au début, leur intention n'était pas nécessairement de poursuivre des études en Suisse, mais petit à petit ce projet a pris forme : *« J'avais des amis (européens) que j'ai connu dans la rue en Colombie (...) après, ils sont retournés dans leur pays, mais j'ai continué une correspondance avec le Suisse (...) et un jour il m'a invité passer des vacances ici. Je me suis dit pourquoi pas et je suis parti pour la Suisse. Je suis arrivé chez lui et il m'a reçu comme un roi, très bien... On est encore amis. Je lui ai dit j'aimerais rester quelque temps, alors il m'a dit reste et tu fais tes études ici. Mais il y avait le problème de la langue, mais il m'a dit tu l'apprends. Alors j'ai commencé à l'étudier et il m'a dit je vais t'aider à obtenir un travail et un logement » (Fernando, 60 ans).*

Le renouvellement du permis de séjour était déjà une étape difficile à l'époque. Il n'était pas facile de prolonger le permis lorsque les études s'allongeaient, comme en témoigne Silvia. Son statut d'étudiante était précaire, puisqu'il lui donnait le droit de rester en Suisse, ce qui ne serait plus le cas une fois son cursus terminé : *« J'ai eu un permis d'étudiant, d'abord, avant tout, j'ai eu un permis saisonnier, j'ai travaillé dans le canton de Vaud pour la récolte de fruits et légumes et j'ai renouvelé deux fois ce permis. J'étais aussi sommelière dans un bistrot dans ce canton. Après, j'ai demandé un permis étudiant pour suivre toute la formation en sciences de l'éducation, après j'ai renouvelé le permis étudiant pour faire la formation à l'école de langue et de civilisation française et à un moment donné le Contrôle de l'Habitant m'amène un courrier en disant : à combien estimez-vous la fin de vos formations ? Parce que je sentais qu'ils commençaient à s'énerver un petit peu. (Rires) » (Silvia, 61 ans).*

Le plus difficile pour ces personnes a été de faire la transition du statut d'étudiant à celui de travailleur. Alors même que l'étudiant avait fondé une famille en Suisse : *« J'ai eu une lettre comme quoi je devais quitter le territoire national avec le délai d'une semaine. Ça c'était... Alors, pour eux je pense que c'était un courrier comme ça mais pour moi c'était une situation très très pénible et j'arrive à mon boulot et le directeur est à la porte du boulot, il me donne la main et me dit, on vous apprécie énormément, d'ici une semaine vous quittez le boulot, on*

vient de recevoir le papier du Contrôle de l'Habitant. J'ai dit, non, non, attendez, attendez, je vais faire des démarches et voilà, ça m'est tombé... Je me disais, ce n'est pas possible... Parce que j'avais quand même eu un parcours, j'avais été étudiante, j'étais en train de finir ma License, j'avais un compagnon qui avait un permis, une autorisation de rester, j'avais un enfant né de ce couple là... Si j'étais obligée de partir ça voulait dire que mon fils quittait son papa et voilà... J'ai été au Contrôle de l'Habitant... pour négocier. J'ai été au Contrôle de l'Habitant râler fort, la voix, pour que tout le monde entende et puis j'ai reçu une réponse qui était absurde. On m'a dit : si vous étiez Alain Delon ou un chimiste renommé vous auriez votre permis tout de suite mais vous êtes éducatrice, on a beaucoup d'éducatrices » (Carmen, 61 ans).

Les parcours migratoires de ces personnes montrent que la question du retour dans le pays d'origine des étudiants formés à l'étranger ne date pas d'aujourd'hui. Les projets personnels et familiaux, l'inadéquation de la formation acquise en Europe par les étudiants du Sud au marché du travail des pays d'origine ainsi que les crises socio-politiques qui touchent leurs pays sont parmi les facteurs qui entravent leur retour (Guissé et Bolzman, 2014).

Anciens fonctionnaires internationaux ou cadres des multinationales

Seules trois personnes figurent dans la catégorie des anciens fonctionnaires internationaux ou cadres des multinationales de notre recherche. Une personne d'origine africaine et deux latino-américaines sont arrivées, en Suisse, pour travailler dans des organisations internationales. La personne d'origine africaine a migré très tôt et vit en suisse depuis plus de 40 ans. L'une des personnes latino-américaines est arrivée en Suisse avec ses parents. Son père était fonctionnaire international et notre interviewé a suivi la même carrière. L'autre a vécu un parcours plus « traditionnel » et est venu en Suisse après avoir signé un contrat de travail avec une organisation internationale.

Bien que ces trois personnes aient connu une belle carrière professionnelle, chacune a vécu un parcours migratoire qui leur est propre, parfois difficile. Robert a, par exemple, quitté son pays d'Afrique dans les années 60 pour des raisons politiques. Il militait dans un mouvement d'étudiants qui réclamaient la démocratie : *« De 1963, ou plutôt de 1962, jusqu'à mon départ du pays en 1972, j'avais été dirigeant du mouvement d'étudiants et dans le contexte de l'époque c'était un mouvement très important... nous l'avons beaucoup politisé compte tenu*

du rôle des intellectuels à l'époque dans les pays africains et surtout dans mon pays où le président avait fait son premier coup d'état en 1960. Nous sommes devenus vraiment un grand mouvement d'opposition au régime politique... jusqu'au bout et j'ai payé un peu le prix de cela » (Robert, 71 ans).

Robert été obligé de s'exiler. Il a trouvé refuge dans un pays européen grâce à l'aide de ses professeurs qui l'ont par la suite soutenu dans ses études universitaires. Durant cette période d'études, sa vie n'était pas facile. Il était marié et devait subvenir aux besoins de sa famille : « (...) il y avait la famille, j'ai fait des petits boulots comme tout le monde, travailler dans une usine comme manutentionnaire... ». C'est à partir de ce pays d'Europe que Robert a postulé pour travailler pour une organisation internationale, à Genève. Il a d'abord signé un contrat de 6 mois avant d'obtenir un contrat fixe. Robert raconte que son installation et son adaptation à la vie genevoise n'ont pas été facile, bien qu'il ait été fonctionnaire international. Certains membres de la société d'accueil avaient des préjugés sur les employés des organisations internationales : « *Moi, je souhaitais que mes enfants aillent à l'école, puisque j'ai vu que c'était de bonnes écoles mais la tendance générale c'était que les enfants des diplomates devaient aller à l'école internationale. Et il y a des suisses qui au moindre problème éventuel avec les enfants disaient mais pourquoi vous n'allez pas à l'école internationale. On a eu quelques disputes avec des enseignants par rapport à mes enfants quand ils étaient petits »* (Robert, 71 ans).

Réfugiés politiques

Les réfugiés politiques sont des personnes qui ont milité dans les partis politiques ou autres associations pour s'opposer aux régimes en place dans leur pays d'origine. Elles ont été obligées de fuir et de demander l'asile politique en Suisse parce que leurs vies étaient menacées. Nous avons identifié six personnes dont quatre viennent d'Amérique Latine (notamment Chili et Argentine) et deux d'Afrique. Ces réfugiés politiques ont dans la plupart des cas obtenu l'asile facilement.

En Suisse, les personnes âgées arrivées comme réfugiés politiques du Cône Sud présentent deux types de parcours. Les premières sont des personnes qui, avant d'arriver en Suisse, ont vécu l'exil dans un pays tiers. Les seconds ont immigré directement vers la Suisse depuis leur pays d'origine. Les personnes interrogées dans cette enquête correspondent principalement au

premier type, puisqu'elles ont eu l'expérience du voyage et du déracinement avant leur immigration vers la Suisse. Cela a facilité leur insertion dans la société d'accueil : *« Et moi, avant de vivre en Suisse, j'ai vécu aussi en Amérique du Nord, et j'ai parcouru avant l'Argentine et le Pérou, alors... j'ai surmonté disons l'étape de la nostalgie du pays de naissance. En réalité le monde est un seul et il est beau, et c'est intéressant partout. »* (Gabriel, 69 ans).

Cette rupture avec les racines peut avoir pris plusieurs formes : la fuite de la dictature vers un pays tiers ou le voyage interne dans le pays d'origine : *« Alors, cela m'a été très utile, même pour l'exil. C'est à dire que beaucoup de personnes sont arrivées sans avoir jamais quitté leur village, leur ville, leur région y moi j'avais déjà tout parcouru (dans mon pays). Alors je me suis adapté plus facilement que beaucoup d'autres, c'était beaucoup plus facile et c'est à cause de ça »* (Pedro, 64 ans).

En Suisse, les réfugiés ont continué leurs actions politiques à travers leur implication dans les associations de leur communauté d'origine, dans les activités de partis politiques ou dans des ONG engagées dans des actions de développement. Certains de ces réfugiés politiques sont restés des opposants au pouvoir en place dans leur pays. Ils se sont beaucoup investis pour que le régime politique qu'ils ont fui laisse place à une démocratie. Yvan est arrivé en Suisse il y a 25 ans comme réfugié politique. Il se définit lui même comme acteur politique et n'a jamais cessé son engagement socio-politique autant dans son pays qu'une fois en Suisse (conférences sur son pays d'origine, publication d'articles dans les journaux...). Sa lutte s'est poursuivie jusqu'à ce que la démocratie s'y rétablisse. L'interviewé estime qu'il a fait beaucoup de choses pour son pays mais que son rôle n'est pas valorisé. Il évoque cette non reconnaissance en ces termes : *« Il y a des gens qui ne me comprennent pas parce qu'on ne voit pas souvent mon statut, il n'y a pas de systèmes qui comprennent nos statuts, je suis furieux contre tout le monde. J'ai fait beaucoup de choses qui ne sont pas malheureusement reconnues. Notre travail n'est pas reconnu par nos sociétés, un profil comme le mien je le trouve atypique, il n'y pas beaucoup de monde pour le connaître. Je ne suis pas un acteur sur le plan économique, je le suis sur le plan diplomatique et politique mais des gens comme nous ne sont pas valorisés »* (Yvan, 59 ans).

Comme nous le constatons dans le témoignage d'Yvan, la situation de ces réfugiés politiques est complexe. Certains n'ont pas trouvé un travail stable dans le pays d'accueil qui aurait pu

leur assurer une retraite confortable. Ils ont souvent eu des ambitions politiques en relation avec leur pays d'origine qui les ont empêchés de se projeter dans le pays d'accueil et de s'insérer sur le plan professionnel de manière durable. Yvan fait, par exemple, des allers/retours réguliers entre la Suisse et son pays d'origine auquel il reste très attaché. Il a créé une ONG de développement social à Genève qui possède un bureau de liaison dans son pays d'origine. Ses contacts réguliers avec celui-ci s'inscrivent aussi dans ses projets personnels d'acteur politique et lui permettent d'avoir un réseau social important dans son pays. Yvan ne se définit pas comme un immigré mais comme une personne en transition. Ainsi, il est un résident étranger en Suisse et souhaite pouvoir retrouver son pays d'origine, un jour. Dans la majorité des cas, les réfugiés politiques, lorsqu'ils y sont autorisés, font des séjours alternés entre la Suisse et leur pays d'origine.

D'une manière générale, les réfugiés politiques (anciens ou actuels) sont des personnes qui cherchent à retrouver leurs racines, leurs liens privilégiés avec leur pays d'origine. L'exil forcé leur a offert de nouvelles perspectives de vie, mais les a également coupés du monde et de la réalité dans laquelle ils vivaient. Dans les entretiens, il est possible de sentir cette envie de récupérer le lien émotionnel avec le pays d'origine au travers des liens familiaux, un activisme accru dans les actions sociales ou politiques en lien avec ce pays : « *Je vois mon compagnon (qui est Suisse) qui a des racines tellement fortes dans son canton de naissance et d'un côté je me sens plus libre, mais en même temps cela me manque, le fait d'avoir des racines plus solides* » (Berta, 62 ans).

Demandeurs d'asile ou réfugiés de la violence

Les demandeurs d'asile ou réfugiés de la violence sont des personnes qui sont venues en Suisse en fuyant les guerres civiles ou les violences politiques dans leurs pays d'origine. Ces réfugiés ne sont pas reconnus au sens de la convention de 1951 relative au statut des réfugiés mais peuvent obtenir une protection provisoire. En Suisse, un permis F est accordé aux réfugiés de la violence qui font l'objet d'une décision de renvoi mais pour lesquelles l'exécution du renvoi se révélerait illicite (violation du droit international public), inexigible (mise en danger concrète de l'étranger) ou matériellement impossible (pour des motifs techniques d'exécution)⁷. C'est l'exemple des réfugiés congolais, érythréens, éthiopiens et

⁷ https://www.bfm.admin.ch/bfm/fr/home/themen/aufenthalt/nicht_eu_efta/ausweis_f_vorlaeufig.html, consulté le 24 juin 2014

somaliens qui dans la majorité des cas reçoivent le permis F en attendant que la situation socio-politique se normalise dans leur pays d'origine. Le canton de séjour peut en prolonger la durée, à chaque fois pour douze mois. Indépendamment de la situation sur le marché du travail et des conditions économiques, les autorités cantonales peuvent autoriser les personnes admises à titre provisoire d'exercer une activité lucrative. L'octroi ultérieur d'une autorisation de séjour est régi par les dispositions de la LEtr (art. 84, al. 5).

Parmi les personnes de notre échantillon, cinq personnes, venant principalement d'Afrique, sont passées par le processus d'asile avant d'avoir un statut de séjour permanent ou d'être naturalisées. Elles se trouvent en Suisse depuis plus de dix ans. Dans cette catégorie de demandeurs d'asile, nous avons rencontré deux femmes âgées respectivement de 68 ans et 73 ans qui vivent en Suisse depuis 12 ans. Elles sont veuves et vivent seules dans un immeuble de l'Hospice Général. Ce sont leurs enfants, installés respectivement en Suisse et en France, qui les ont aidées à gagner la Suisse. Cette migration motivée principalement par les violences perpétrées dans leur pays d'origine a aussi été décidée par les enfants en raison des possibilités de soins que propose la Suisse. Cette catégorie de personnes âgées, veuves et émigrant tardivement a retenu notre attention au vu de sa vulnérabilité socio-économique.

Le processus de demande d'asile est souvent long. Pendant ce temps, les personnes interviewées nous ont révélé avoir traversé une période difficile du fait de leur âge et de leur incapacité à s'insérer sur le marché du travail. Leur situation financière et sociale était donc directement impactée par leur place, en retrait de la société. Lors de notre enquête, l'une des femmes âgée de 73 ans avait encore un permis F. Elle se plaignait de ce permis provisoire et estimait qu'il était temps que l'Office fédéral des Migrations lui délivre le permis B. Pour cette personne, le permis B offre plus d'avantages en termes d'aide sociale.

Migrants dans le cadre d'un mariage ou pour des raisons familiales

Dans notre échantillon, cinq personnes, principalement d'Amérique Latine, sont arrivées en Suisse dans le cadre d'un mariage (3) ou pour des raisons familiales (2). La venue en Suisse pour ces personnes s'est fait de manière facilitée, puisqu'une fois sur place elles ont pu bénéficier de personnes de confiance pour s'insérer dans la société d'accueil. Plusieurs des personnes interviewées qui ont rencontré leur conjoint dans leur pays d'origine, nous ont expliqué être venus en Suisse pour suivre leur moitié qui y avait des projets d'étude ou de

travail. Dans un autre cas, l'immigration par mariage a été précédée d'un premier séjour en Suisse. Pendant ses études à l'Université, l'interviewé a rencontré celle qui deviendrait son épouse. Le lieu de résidence était ensuite plus « évident » que dans les autres cas. Il s'agissait de rester dans le lieu où le couple s'était connu.

Il est plus difficile de migrer dans le cadre d'un regroupement familial que lorsque l'on est l'époux/épouse d'un(e) suisse (sse). Ainsi, une grand-mère a rejoint sa fille pour l'aider à s'occuper de sa petite-fille. Il ne s'agissait pas d'une procédure de regroupement familial introduite par l'enfant en faveur de son parent. La personne âgée est entrée dans le pays en possession d'un visa pour une visite familiale et est finalement restée. Elle a demandé un permis de séjour de longue durée qui n'a pas abouti. Elle est aujourd'hui sans titre de séjour et ne bénéficie pas de l'aide sociale. Sa fille prend donc en charge les frais occasionés par sa mère. La seconde personne âgée venue en Suisse pour y retrouver sa famille n'a pas non plus de titre de séjour valable. Il en est de même pour les personnes qu'elle est venue rejoindre qui sont sans-papiers.

Ce phénomène de migration des personnes âgées sans papiers pour des raisons de regroupement familial pourrait dans l'avenir être un défi pour la Suisse. Certains professionnels interviewés ont souligné qu'ils reçoivent de plus en plus des personnes âgées migrantes sans papiers venant parfois de pays insoupçonnés, comme la Mongolie.

La problématique du regroupement familial des ascendants non ressortissants d'un Etat membre de l'UE/AELE en Suisse a été soulevée par Bolzman, Hirsch, Anderfuhren, Vuille et Jaggi (2008). Ils précisent que les personnes âgées des pays tiers souhaitant rejoindre leurs enfants adultes établis en Suisse doivent passer par d'autres voies juridiques, conçues pour d'autres types de situations de migration. Ces restrictions entraînent la clandestinité en Suisse de certaines personnes âgées qui y vivent de manière illégale pour rester auprès de leurs enfant et petits-enfants.

Travailleurs migrants sans papiers

Les travailleurs migrants sans papiers sont des personnes qui sont venues en Suisse dans le but de travailler et de gagner de quoi vivre. Ils n'ont pas de permis de séjour et se trouvent dans une situation illégale qui ne les autorise pas à travailler. Sept personnes sont dans cette catégorie dont 5 venant d'Amérique Latine et 2 originaires d'Afrique. Les personnes

d'Amérique Latine sont en majorité des femmes (3) veuves ou divorcées. Elles ont une formation de niveau secondaire et sont venues en Suisse en quête d'opportunités d'emploi.

Ces personnes expliquent que la nécessité économique a été l'un des principaux moteurs de la migration. Cette fragilité économique au pays d'origine a souvent été associée à un événement particulier de leur parcours de vie. Ainsi, suite à un divorce ou à un veuvage la migration a été perçue comme une option intéressante pour subvenir à leurs besoins de base, voire pour améliorer leur situation matérielle. C'est ainsi que trois femmes latino-américaines expliquent leur décision.

« A cause de la situation économique que je traversais là-bas. Je gagnais cent dollars qui me permettaient de vivre 15 jours par mois » (Maria, 65 ans).

« Parce que je me suis trouvé veuve et en étant veuve je n'avais pas de travail, je n'avais rien. Je devais veiller sur moi et je n'avais pas de travail » (Ana, 60 ans).

« Pour travailler et avoir mon propre toit, au sens propre. Parce que là-bas, en réalité, je n'aurais jamais pu avoir un toit » (Juana, 60 ans).

Au début de l'établissement du projet migratoire, la Suisse n'a pas été pensée comme un lieu de destination. En effet, les Etats-Unis étaient privilégiés : *« Je voulais aller aux Etats-Unis, mais je n'ai pas pu. Alors je suis venue en Suisse »* (Maria, 65 ans).

En conséquence, la représentation qu'elles se faisaient de la Suisse était assez floue dans l'imaginaire de ces personnes. Elles ne connaissaient pas grand chose du pays à part quelques informations vagues qu'elles ont pu avoir par le biais de membres de leur réseau social, pas forcément des personnes proches, qui se trouvaient déjà sur place : *« Tout le monde me demandait où est-ce que vous allez? Je ne sais pas, là où l'avion atterrit, je descends et j'y reste »* (Juana, 60 ans).

Ces trois migrantes ont 60 ans, résident sans permis de séjour en Suisse depuis plus de 8 ans et travaillent comme femmes de ménage. Parmi les travailleurs migrants sans papiers, il y a également un homme marié qui est en Suisse depuis 4 ans. Il n'avait pas d'activité professionnelle lors de notre enquête et affirmait être fatigué de sa situation. Il comptait retourner dans son pays d'origine.

Les personnes originaires d'Afrique sans permis de séjour sont deux hommes (61 ans et 64 ans). Ils sont venus en Suisse via d'autres pays européens où ils y étaient installés depuis

longtemps et y possédaient un permis de séjour d'une longue durée. Ils ont fait le voyage vers la Suisse à la recherche des meilleures conditions de vie. Lors de notre enquête, ils venaient de passer respectivement 8 et 6 mois de séjour en Suisse, mais n'avaient pas trouvé de travail. Cela principalement en raison de leur statut de sans-papiers. René est venu d'Italie, où il vivait depuis 18 ans avec sa famille. Titulaire d'une formation professionnelle de niveau secondaire, René était fonctionnaire dans son pays, en Afrique, avant de perdre son travail. Il a décidé de tenter sa chance en Italie où il a fait une carrière professionnelle d'ouvrier qualifié dans l'industrie automobile. Avec la crise économique en Italie, la société dans laquelle René travaillait a fermé, ce qui a motivé son choix de venir chercher du travail en Suisse. Sa femme et ses enfants ont été obligés de rentrer en Afrique, puisque les conditions de vie en Italie devenaient de plus en plus difficiles. Même si René a une carte de résident permanent en Italie, il ne peut pas obtenir un permis de séjour suisse qui lui permette de travailler. Pour se loger, il compte sur les centres d'hébergement pour des personnes sans-abri et espère trouver un travail « au noir » pour survivre. Il parle de sa situation en ces termes : *« Je loge dans un endroit réservé aux personnes sans-abri mais juste c'est pour dépanner la nuit. C'est un abri de fortune, quand tu n'as pas où aller. Bon, eux, ils peuvent te prendre deux jours. Peut-être pour ceux qui ont des contrats mais qui n'ont pas où loger, ils peuvent t'arranger pour 15 jours mais si tu n'as pas de contrat, généralement c'est deux jours et après tu quittes, tu laisses la place. C'est un peu difficile, il faut le reconnaître... tout ce que tu peux trouver c'est du travail au noir »* (René, 61 ans).

Ces travailleurs migrants âgés sans papiers sont dans une situation vulnérable liée non seulement à leur statut de séjour précaire mais aussi à leur âge et à leur état civil. C'est le cas plus particulièrement des personnes veuves ou divorcées qui n'ont pas de ressources suffisantes pour satisfaire leurs besoins de base.

2.2 Trajectoires professionnelles

Les trajectoires professionnelles des personnes de notre échantillon sont variées. Une grande partie des interviewés (91%) est porteur d'une formation, dont 61% des personnes interviewées ont un diplôme universitaire et 30% un diplôme de niveau secondaire. Nous remarquons que quinze personnes ont subi une déqualification et neuf personnes ont eu une insertion professionnelle davantage en lien avec leur niveau de formation. Quatre personnes en âge de travailler sont au chômage alors que six sont au bénéfice de l'aide sociale.

Le terme de *déqualification* désigne un phénomène qui dénote la non correspondance ou le décalage entre le niveau de scolarité d'une personne et la position qu'elle occupe sur le marché de l'emploi, entraînant son déclassement social et son maintien dans une situation de dépendance (Chicha et Daraedt, 2009). En d'autres termes, il s'agit pour le migrant, de la difficulté à valoriser sa formation sur le marché du travail et, pour la société d'accueil, de la sous-utilisation des compétences des personnes concernées. Ce phénomène, appelé aussi *gaspillage de cerveaux*, se traduit par des pertes de revenus et des conditions d'emplois précaires pour les migrants, ainsi que par une moindre efficacité productive pour les entreprises.

Dans le cadre de notre recherche, trois femmes latino-américaines, deux professeurs d'anglais et une de primaire dans leur pays d'origine, illustrent parfaitement la déqualification qui touche bon nombre de migrants. Suite à leur immigration, elles travaillent actuellement comme femmes de ménage, depuis en moyenne 10 ans. La déqualification des femmes migrantes latino-américaines à Genève a aussi été abordée par Marin-Avellan et Mollard (2012). A Genève, l'association Découvrir⁸ a été créée, en 2007, par les femmes migrantes latino-américaines qualifiées pour accompagner les femmes sous-employées ou sans emploi dans leurs démarches d'insertion socio-professionnelle.

Les exemples de déqualification ne manquent pas. Ainsi, un universitaire, en Suisse depuis trente cinq ans, est resté longtemps gardien d'un centre pour requérants d'asile. Nous avons aussi eu connaissance d'un ingénieur en métallurgie de 63 ans qui travaille depuis dix-sept ans dans la restauration.

⁸ <http://associationdecouvrir.ch>, consulté le 22 juin 2014

Les causes de la déqualification sont multiples, mais les personnes interviewées ont surtout évoqué la non-reconnaissance de leurs diplômes obtenus dans leur pays d'origine et de leurs expériences professionnelles comme facteurs principaux. En Suisse, le manque de réseaux professionnels des migrants vient contribuer à leur déqualification. Ainsi, Clara nous raconte que le début de sa carrière a été marquée par son manque de réseau : *« (...) parce que n'être personne, partir de rien. Tous tes amis du collègue, tous tes amis de l'université, du quartier, les pistons, comme nous pourrions les appeler, tu n'as rien de tout ça ici. À Genève, je n'étais personne, même pour les chiliens (de Genève), personne ne me connaissait. »* (Clara, 66 ans).

Souvent, pour trouver un emploi, les personnes migrantes doivent mettre en place une stratégie qui les conduit à accepter un emploi en dessous de leurs aptitudes ou à changer d'orientation professionnelle. Hubert est venu en Suisse il y a 36 ans pour faire un stage dans la gestion d'entreprise, puis il s'est inscrit à l'université et à suivi des études d'Histoire. Il a finalement prit sa retraite après avoir travaillé dans la vente, le stockage et la logistique toute sa vie : *« Le travail que j'ai fait n'avait rien en rapport avec les études. Après, j'ai fait un complément, de l'Histoire aussi à l'université, en France. Je m'étais inscrit comme étudiant libre mais je participais souvent aux travaux qui se faisaient souvent le weekend et je devais faire des aller et retour mais c'était fatigant parce qu'à ce moment-là je travaillais déjà comme étudiant dans une multinationale (...) qui est dans le monde entier. Ils fabriquent des produits isolants pour les maisons et puis des fibres optiques... Ils sont dans plusieurs domaines. Ici, ils avaient une filiale où je travaillais. C'était une filiale qui était très prisée pour le développement de produits. Moi, j'étais dans le secteur commercial donc vente et c'est là où on m'a accepté. Dans la vente et puis je faisais aussi le stockage, la logistique, parce qu'il y avait des immenses entrepôts là-bas mais où il n'y a personne qui travaille, ce sont des robots. Moi, je faisais ça et puis j'avais une équipe que je dirigeais de cinq personnes »* (Hubert, 64 ans).

Hubert s'est donc réorienté dans la vente, le stockage et la logistique et était responsable d'une équipe malgré ses études en Histoire. Il a pu s'insérer sur le plan professionnel et bénéficier d'un emploi stable jusqu'à sa retraite. Ce parcours n'est malheureusement pas inhabituel. Un certain nombre de migrants sont fortement déqualifiés tout au long de leur parcours professionnel et/ou se retrouvent au chômage pendant de longues périodes. A ce sujet, une étude récente de Bagalwa et Bolzman (2014) sur l'insertion professionnelle des diplômés africains qualifiés en Suisse montrent que ces derniers sont fortement touchés par le

chômage. Cela, en raison des nombreux obstacles qui leur rendent l'accès au marché du travail difficile. Ainsi, la non reconnaissance des diplômes étrangers, les limitations d'embauche liées à un statut juridique précaire, la méfiance des entreprises ainsi que la difficulté à se construire un réseau social et professionnel soutenant sont les principaux facteurs.

Parfois, les difficultés sont d'ordre institutionnel. Ainsi, cette latino-américaine porteuse d'une License en Sciences de l'Education de l'université de Genève a travaillé comme éducatrice spécialisée alors qu'elle aurait souhaité être maîtresse d'appui. Dans son cas, la nationalité requise pour occuper ce poste (Suisse) a été un obstacle au développement de carrière qu'elle souhaitait amorcer : « *On m'a refusé des emplois parce que je n'étais pas suisse. Actuellement, les conditions se sont assez assouplies, pour l'instruction publique on peut être français ou permis C mais à l'époque où j'aurais voulu changer de travail ce n'était pas possible. (...) Voilà, j'aurais voulu être maîtresse d'appui, me proposer comme maîtresse d'appui à l'école primaire. A l'instruction publique on n'acceptait pas des gens qui n'étaient pas suisses.* » (Silvia, 61 ans). Ici, la déqualification est moins importante que dans le cas des professeures latino-américaines. Néanmoins, elle a affecté de manière importante la trajectoire professionnelle de l'interviewée.

Les personnes qui sont bénéficiaires de l'aide sociale sont principalement celles qui ont migré tardivement vers la Suisse mais également celles qui ont connu des difficultés à trouver du travail. Les deux femmes âgées demandeuses d'asile que nous avons mentionnées dans les pages précédentes, n'ont pas réussi à s'insérer sur le marché du travail et n'ont eu pour seule option que de recourir à l'aide sociale. Durant leur processus d'asile, des emplois d'occupation leur ont été proposées par l'Hospice Général afin qu'elles complètent leurs revenus : « *Quand j'habitais au centre des Tattes, Je travaillais à la buanderie pour un salaire mensuel de 300 francs. Au « Contrat social » où j'habite actuellement, j'ai aussi travaillé, je m'occupais du nettoyage dans l'immeuble pour cent cinquante francs par mois mais j'ai arrêté ce travail parce que l'assistante m'a dit d'arrêter, parce que je suis malade aussi.* » (Suzanne, 68 ans).

Plusieurs personnes interviewées sont également à l'aide sociale bien qu'ayant achevé des études universitaires en Suisse. Néanmoins, pour des raisons personnelles elles ont quitté le marché du travail (chômage de longue durée, âge, difficultés à suivre une formation continue).

Sébastien, universitaire et professeur pendant de longues années en secondaire s'est heurté à la difficulté d'une formation rendue obligatoire pour garder son poste. Il nous a expliqué les obstacles qu'il a rencontrés, lorsqu'à la cinquantaine passée, il a dû reprendre des études universitaires : *« Ce qui m'a le plus agacé dans leur truc c'est que, bon je comprends, ils ont voulu apprendre aux gens à travailler en groupe, ce qu'on sait faire depuis longtemps. Chaque prof vous donnait des travaux de groupe. Alors il y avait des groupes de deux, des groupes de trois, des groupes de quatre, des groupes de cinq, ou vous étiez dépendant de la disponibilité des autres. Ce qui fait que, entre votre propre travail, plus trouver du temps pour se retrouver et le temps de prendre rendez-vous, le temps est passé et puis les autres aussi. Et puis, comme ce n'est pas les mêmes groupes... ça te fait une dispersion d'énergie énorme. Je dis mais : est-ce que vous vous mettez à la place des gens ? Et un jour j'ai pété les plombs quand un jour il a dit : « Bon alors je vous donne un travail de groupe... », J'ai dit : « Mais là, ça suffit ! ». Et je le leur ai dit en face, ça suffit. J'ai senti qu'il y avait une crispation de leur part. Au bout d'une année, j'ai dit non, je perds mon temps. J'ai laissé tomber. Je n'ai pas fait la deuxième année. J'aurais pu réussir mais ça m'a pris la tête, j'étais au bord du burnout parce que j'avais plusieurs activités en parallèle »* (Sébastien, 62 ans).

Le témoignage de Sébastien montre les difficultés que rencontrent les personnes d'un certain âge à reprendre des études et à suivre la cadence des formations continues nécessaires pour répondre aux exigences du monde professionnel d'aujourd'hui. Sébastien s'est donc retrouvé au chômage jusqu'en fin de ses droits. Lors de notre entretien, il était à l'aide sociale et avait, à deux ans de sa retraite, de la peine à trouver du travail.

Les personnes qui ont eu une bonne insertion professionnelle, c'est-à-dire qui ont pu trouver un emploi stable et de longue durée, ont généralement pu travailler dans les secteurs correspondant à leurs domaines de compétences. Plusieurs des personnes interviewées se trouvent dans ce cas-là. Elles ont évolué dans des secteurs comme l'enseignement, le social, la santé et les organisations internationales. Il faut préciser que parmi ces personnes, celles qui n'ont pas obtenu leur diplôme en Suisse ont complété leur formation acquise dans leur pays d'origine par des formations pluridisciplinaires en Suisse ou dans d'autres pays européens (Belgique, Italie, France, Espagne).

Nous avons identifié une catégorie de *personnes peu formées et qui exerçaient des activités indépendantes dans leur pays d'origine* (commerce, couture, art). Elles ont eu des difficultés à

continuer leurs activités en Suisse et à se réorienter professionnellement. L'un d'eux était grand commerçant dans son pays d'origine a occupé un poste d'homme de ménage pendant un certain temps avant de prendre sa retraite. Une autre personne qui était couturière dans son pays d'origine a aussi fait carrière dans le nettoyage jusqu'à sa retraite. Elle vit en Suisse depuis trente ans. Ainsi, il faut souligner qu'il semble difficile pour les personnes migrantes adultes exerçant une activité indépendante dans leur pays d'origine de trouver un emploi similaire à celui qu'elles occupaient avant la migration. On constatera aussi que travailler dans le nettoyage est souvent une option pour ces personnes-là.

Enfin, il y a des personnes migrantes âgées sans statut de séjour légal qui n'ont pas l'autorisation de travailler mais qui essaient de s'insérer dans le marché du travail informel. Elles vivent dans une situation incertaine, comme l'explique René venu d'Italie pour trouver des meilleures conditions de vie en Suisse : « *Je ne suis pas satisfait, ça il faut le reconnaître. Je ne sais pas ce que la vie me réserve mais je ne suis pas satisfait du tout parce que l'intégration est difficile. On est là pour trouver du travail ... Tu as vu, j'ai fait des cours de cuisine, à mon âge, quand je me reconvertis c'est toujours pour essayer peut-être de trouver du travail, donc ce n'est pas facile* » (René, 61 ans).

La *déqualification* professionnelle touche très fortement les personnes âgées sans statut de séjour. En effet, parmi les interviewés, les professions exercées au pays d'origine se situent dans les domaines de l'enseignement et du travail de bureau (secrétariat). Néanmoins, les conditions de travail ont été rapportées comme difficiles et on parfois été le moteur de leur immigration. Avant de migrer vers la Suisse, María cumulait une activité de secrétaire le jour et de professeur le soir.

La *déqualification* professionnelle, bien qu'envisagée au moment de la migration, est difficile à affronter une fois sur place. María nous a fait part de sa réaction au moment de la découverte de ce qu'allait être son quotidien en Suisse : « *Je voulais retourner. Quand je suis arrivée, j'étais habituée à travailler dans un bureau, mais je savais qu'ici je ne pouvais pas, que je venais comme employée de maison.* » (Maria, 65 ans). Pour cette interviewée, à la *déqualification* professionnelle à laquelle elle doit faire face s'ajoutent les conditions de l'emploi domestique avec logement chez l'employeur. Ainsi, les heures de travail sont largement dépassées et demandent à l'employée d'être toujours disponible. Elle travaillait douze heures par jour, en moyenne, du lundi au samedi midi, dans son premier emploi. Pour

beaucoup de personnes migrantes sans-papiers, ne pas maîtriser le français représente une barrière qui les empêche de sortir de l'économie informelle. C'est pourquoi, elles sont cantonnées à des emplois de femmes de ménage et de gardiennes d'enfants.

Ces témoignages montrent que les trajectoires professionnelles sont en lien avec les trajectoires migratoires des interviewés. Selon les modalités de leur titre de séjour en Suisse, les possibilités d'insertion professionnelle et de valorisation sur le marché du travail des qualifications acquises ont été fort variées. Les parcours professionnels prennent donc de multiples formes. On constate l'existence de :

- *trajectoires continues* caractérisées par l'accès à une situation stable sur le marché du travail jusqu'à l'âge « officiel » de la retraite ;
- *trajectoires discontinues* qui se distinguent par l'exercice de différents types de métiers et l'alternance entre périodes de travail et périodes de chômage, avec souvent une sortie précoce du marché du travail ;
- *trajectoires d'une faible insertion* sur le marché du travail, avec une prédominance d'une dépendance de l'aide sociale pendant une longue période de la vie adulte ;
- *trajectoires d'insertion très précaire* sur le marché de l'emploi informel, avec de grandes difficultés pour arrêter de travailler et prendre sa retraite.

Les trajectoires continues ont concerné plus souvent les travailleurs internationaux, les anciens étudiants, les personnes arrivées jeunes dans le cadre du regroupement familial et une partie des réfugiés politiques. Les trajectoires discontinues ont touché une partie des réfugiés politiques et des anciens requérants d'asile, ainsi que certains anciens étudiants. Les trajectoires de dépendance ont affecté, principalement, les anciens requérants d'asile et les personnes arrivées dans le cadre d'un regroupement familial tardif. Enfin, les trajectoires d'insertion précaires concernent principalement les personnes sans statut reconnu de séjour en Suisse. Les formes prises par les trajectoires professionnelles ont donc une incidence sur les modalités de passage à la retraite et surtout sur les conditions matérielles de vie actuelles.

2.3 Conditions matérielles de vie

Les conditions de vie matérielles des personnes sont principalement liées aux opportunités ou aux contraintes qu'ils ont vécues pendant leur vie adulte, notamment dans le domaine professionnel. Ici nous examinerons plus spécifiquement la situation économique et les conditions de logement des interviewés.

2.3.1 Situation socio-économique

La situation économique est souvent une thématique délicate qu'il est difficile d'aborder de manière précise dans les recherches, car pour beaucoup de personnes elle relève de la sphère strictement privée. Ce fut également le cas dans notre étude. Cependant, la grande majorité des interviewés nous ont livré des indications précieuses qui permettent de comprendre à la fois leur situation *objective* et leur perception plus subjective par rapport à la satisfaction de leurs besoins.

Tout comme leurs trajectoires précédentes, la situation économique des personnes âgées africaines et latino-américaines interviewées est très hétérogène. Remarquons d'abord qu'il y a un tiers des interviewés qui sont encore actifs sur le marché du travail et qui disposent donc d'un revenu lié à leur activité professionnelle. Celui-ci est souvent supérieur, mais pas toujours, au revenu des personnes qui reçoivent une pension de retraite, de l'AVS ou qui sont au bénéfice de l'aide sociale. Ensuite, parmi les personnes actives, il y a aussi des différences entre celles qui ont un emploi formel et celles, sans-papiers, qui exercent une activité informelle, avec des revenus extrêmement bas. Finalement, la moitié des personnes interviewées est mariée ou cohabite avec quelqu'un, disposant ainsi d'un double revenu dans le couple. L'autre moitié est divorcée, séparée ou veuve et ne peuvent compter que sur leur propre revenu. On peut ajouter aussi que certaines personnes ont des obligations familiales plus importantes que d'autres : elles doivent en effet contribuer à l'entretien de leurs enfants ou à d'autres membres de leur parenté.

La situation devient encore plus complexe si l'on tient compte de l'appréciation subjective que les personnes font de leur revenu en lien avec leurs besoins. Ainsi on peut être satisfait de ses revenus même si le montant de celui-ci est loin d'être le même.

Certaines personnes comparent ainsi leurs conditions de vie avec celles qu'elles pourraient avoir dans leur pays d'origine. C'est le cas de Mario : *« J'ai de quoi vivre. Je ne manque de rien. Bon, jamais je n'ai manqué de rien, habitué à ne pas avoir de tout, parce que vivre en Bolivie... C'est-à-dire que mes exigences ne sont pas élevées (...) En Bolivie, on devait compter chaque sou, je suis arrivé en Suisse et le minimum indispensable, comme je l'avais en Bolivie, je l'ai toujours eu en Suisse. »* (Mario, 61 ans).

Juan, dont le revenu provient de l'aide sociale, se dit aussi satisfait de la situation : *« Je n'ai pas beaucoup de ressources, mais c'est suffisant, c'est-à-dire qu'il y a des gens qui n'arrivent pas à vivre avec ce que leur donne l'Hospice, mais moi j'arrive. Ils me paient le loyer, ils me paient l'assurance (maladie) et aussi l'argent pour manger. Ils me paient le 10% des factures de santé et pour moi c'est assez. »* (Juan, 62).

Silvia, qui dispose d'un revenu plus élevé que Mario ou Juan, évalue celui-ci en fonction de ce qu'il lui permet de faire par rapport à ses besoins : *« Et puis on peut voyager quand on veut en Espagne. On a eu deux salaires qui nous permettent... On n'est pas très portés loisirs. On n'est pas très dépensiers. Je me suis toujours habillée avec des choses de deuxième main, voilà. Mais si sur un coup de tête on veut partir, on peut partir, c'est très bien. (...) dans le sens que c'est très adapté à nos besoins. Je ne sais pas, peut-être qu'une personne plus exigeante avec des besoins plus... Ça ne lui suffirait pas. Mais par rapport à nos besoins c'est suffisant. »* (Silvia, 61).

Gabriela qui a évalué également sa situation économique comme bonne, explique en revanche que le passage à la retraite des deux membres du couple pourrait menacer ce relatif confort. Elle compare donc les revenus de son couple pendant la vie active à ses revenus durant la retraite : *« (Mon mari) continue de travailler. Il a peur de la situation économique dans laquelle nous allons nous trouver quand nous serons les deux à la retraite. Nous avons vécu les deux de salaires, nous ne sommes pas des indépendants. Lui a eu un salaire, classe moyenne totale. Nous ne sommes pas devenus riches en étant les deux salariés. Lui il se fait des soucis par rapport à la situation économique de ne pas pouvoir vivre normalement comme nous vivons maintenant. »* (Gabriela, 66 ans).

Même si nombre de personnes interviewées se contentent de peu, la situation socio-économique de la majorité est précaire dans la mesure où 18% sont au bénéfice de l'aide sociale, 10% n'ont pas d'activité professionnelle, tout en n'ayant pas encore l'âge officiel de la retraite, et près de 20% travaillent pour des salaires très bas en tant que sans-papiers. Beaucoup de personnes à la retraite qui ont eu des parcours professionnels continus ne perçoivent pas des rentes élevées, puisqu'elles n'ont pas un nombre suffisant d'années de cotisation suite à leur insertion professionnelle tardive sur le marché du travail helvétique. Peu de personnes interviewées, notamment celles qui ont fait carrière dans les organisations internationales, ont une situation économique confortable. C'est le cas de Robert : « *Au niveau des ressources financières par exemple nous nous sommes acheté cet appartement donc ça nous donne un certain confort même si on continue à le payer et puis les années de cotisation qu'on a eues permettent quand même d'avoir une pension tout à fait convenable donc du point de vue matériel en principe il n'y a pas de problème.* » (Robert, 71 ans).

Les personnes à la retraite qui ont des conjoints plus jeunes qui travaillent ont également une bonne situation économique. C'est l'exemple d'Hubert qui a pris une retraite anticipée : « *Bon, on sait que quand on va à la retraite, le revenu diminue drastiquement. Moi, heureusement, mon épouse travaille encore à plein temps. Si c'était seulement avec la petite retraite que je reçois j'aurai soit dû recourir aux services sociaux ou décidé d'aller vivre en Afrique.* » (Hubert, 64 ans).

La précarité sociale touche plus particulièrement les personnes seules parmi lesquelles on retrouve les demandeurs d'asile et les sans-papiers. Ces derniers ont plus de difficultés, puisqu'ils ne bénéficient d'aucune aide sociale et se débrouillent pour se loger dans des sous-locations. Certains comme Mohamed, 61 ans, venu d'Italie, se retrouvent sans domicile fixe. Lors de notre entretien, Mohamed nous a rencontrés avec un sac de course dans lequel se trouvaient toutes ses affaires, une situation qui témoignait de sa précarité extrême. Un professionnel interviewé de Caritas a souligné la précarité et la détresse des personnes migrantes retraitées vivant seules en ces termes : « *C'est sûr que les personnes les plus précaires ce sont les familles monoparentales et juste derrière c'est le veuf ou la veuve. C'est comme ça qu'il faut bien le voir et puis le phénomène des personnes âgées c'est aussi toutes les maladies comme la solitude, le Diogène, l'Alzheimer qui rendent encore plus difficile la solitude. La dame qui devient veuve ici et qui est venue il y a 10 ou 15 ans avec son mari qui était peut être deux fois plus âgé et qui d'un coup se retrouve veuve... Alors, là, c'est l'inverse.*

C'est les enfants qui sont loin et elle, elle est ici et ne part pas parce qu'elle est malade et qu'il faut faire des soins... ça donne des solitudes importantes, même s'il y a des communautés. Oh mais vous savez ce que c'est les communautés, quand vous êtes dans un pays étranger vous fréquentez des gens que jamais vous n'auriez fréquentés si vous étiez resté dans le pays d'origine. Voilà, vous êtes presque obligé et si vous ne les fréquentez pas ils vous font la gueule et vous n'avez plus personne à qui parler. Alors, dès fois il y a cette solitude qui est là et c'est un peu difficile de leur dire faites-ci, faites-ça. Les gens en ont marre, ils sont fatigués, ils ne sortent plus, il y a le froid et puis ils s'enterrent, on ne les voit plus jamais et ils meurent dedans ».

La situation des personnes retraitées demandeuses d'asile ou au bénéfice d'une admission provisoire est aussi préoccupante. En effet, l'aide sociale dont elles bénéficient ne leur permet pas de vivre de manière convenable. C'est l'exemple de Christine, veuve de 73 ans avec un permis F et qui vit à Genève depuis 12 ans dans un logement de l'Hospice Général : *« Je gagne 426 francs par mois, mais l'Hospice coupe 78 francs. Quand je fais toutes mes dépenses, ça fait environ 400 francs, il me reste donc 26 francs. Mais parfois, il ne reste rien. Avant je recevais de la nourriture du colis du cœur, mais avec ma copine on a arrêté de prendre, parce que c'est de la nourriture périmée, la date est souvent dépassée, on peut encore manger mais ce n'est pas bon du tout. Parfois quand mon fils qui est en France vient, il m'achète de la viande et du riz. »* (Christine, 73 ans).

Quant aux personnes âgées sans-papiers, leur situation financière est souvent très limitée. Les personnes interviewées ne perçoivent pas de retraite, ni dans leur pays d'origine, ni en Suisse, même si certaines d'entre elles cotisent à l'AVS. Elles doivent donc assurer seules leurs besoins, sans aucune aide régulière extérieure. Néanmoins, leurs revenus leur permettent de couvrir leurs besoins de base. Il faut garder à l'esprit que ces personnes ont pour beaucoup recours à des systèmes alternatifs pour faire baisser leurs coûts : *« (...) la nourriture limitée et avec les habits d'Emmaüs, de seconde main, et parfois les soldes de Manor, même si ça ne m'intéresse pas trop d'être très bien habillée. Habillée oui, mais pas avec des habits de marque. Je n'ai pas besoin des habits de marque. Il suffit de bien présenter, c'est ça. Ce qui m'intéresse est de pouvoir épargner pour avoir un lieu où vivre dans mon pays. »* (Ana, 60 ans). Avec ce train de vie modeste, Ana espère réaliser son projet migratoire : économiser et construire sa maison dans son pays d'origine. Cependant, la situation de ces personnes est très

dépendante de leur capacité à travailler. Elles sont donc à la merci de tout incident qui peut affecter leur état de santé.

Pour faire face aux problèmes économiques, les personnes sans-papiers racontent avoir recours à l'aide fournie par des associations caritatives, telles qu'Emmaüs, les Colis du Cœur, la pharmacie du Cœur. Pour plusieurs interviewées, en Suisse, la difficulté principale rencontrée est le logement, pour les autres aspects de la vie, des aides existent : « *Le logement c'est le plus difficile. Après, pour les habits, les personnes qui les donnent ne manquent pas, et il y a aussi les lieux sociaux (...) pour ça je dis que pour manger et s'habiller on ne souffre pas.* » (Mario, 63 ans).

La retraite que perçoivent les personnes âgées a souvent été dénoncée comme ne leur permettant pas de vivre décemment leur vieillesse. Ce constat se retrouve chez les personnes âgées immigrés. Ainsi, il en ressort des entretiens que l'AVS de base ne leur permet pas de couvrir leurs besoins quotidiens. C'est pourquoi, ils saluent la présence des prestations complémentaires qui viennent combler les déficits de l'AVS : « *Disons qu'avec la pension de retraite que nous recevons, nous n'arrivons pas. Mais, si nous faisons partie des systèmes d'aide fournis par l'Etat, le système nous permet d'y arriver. C'est difficile, mais comme nous payons très peu, par exemple, pour le transport public pendant toute l'année, avec un abonnement qui est très bon marché. Mis à part ça, ils nous payent ce qu'il faut payer, l'assurance maladie, ils le paient aussi. Et comme le loyer est bas, avec ça nous arrivons à tourner.* » (Gerardo, 69 ans).

Il est en effet important de préciser qu'en Suisse, les personnes à la retraite qu'elles soient de nationalité suisse ou étrangère ont droit aux prestations complémentaires (PC) qui sont versées par les cantons. Ces prestations relèvent de deux catégories, à savoir : la prestation complémentaire annuelle, versée mensuellement et le remboursement des frais de maladie et d'invalidité. Les personnes de nationalité étrangère ont aussi droit aux PC si elles ont habité en Suisse de manière ininterrompue durant dix ans. Pour les réfugiés et les apatrides, ce délai est de cinq ans. Les personnes qui n'ont pas droit à une rente parce qu'elles n'ont pas cotisé à l'AVS ou à l'AI, ou n'y ont cotisé que trop peu de temps, peuvent néanmoins prétendre à l'octroi de PC dans certaines circonstances.

Certaines personnes interviewées qui reçoivent des prestations complémentaires ont cependant affirmé que leurs ressources financières ne sont pas suffisantes pour bien vivre. Ainsi, elles sont obligées de se serrer la ceinture pour atteindre la fin du mois ou se privent de certaines activités comme les vacances ou les loisirs (piscine, cinéma, théâtre) : « *C'est très difficile et puis, comme je suis passé d'un salaire de 8'000 frs il y a quelques temps et j'ai dégringolé, dégringolé, je me suis adapté. J'ai dû renoncer à un certain nombre de commodités, de confort. Je n'ai plus de voiture, je ne vais pas au cinéma tous les jours, je ne vais pas au restaurant régulièrement, mais bon, je me suis adapté pour avoir une qualité de vie en fonction de mes moyens.* » (Sébastien, 62 ans).

« *Mon AVS et 2ème pilier ne suffisent pas pour payer le loyer de 1'300 CHF heureusement, qu'il y a les prestations complémentaires qui me permettent de payer les factures, mais je n'ai pas de loisirs ni de vacances.* » (Rose, 64 ans).

Il faut également tenir compte d'un élément particulier qui peut toucher les personnes âgées issues de l'immigration africaine et latino-américaine. Certaines, bien qu'à la retraite, continuent d'aider financièrement leurs proches restés dans le pays d'origine : « *Nous les Africains, nous voyons autrement parce que la manière dont les Européens pensent, ce n'est pas comme nous. Un Suisse, quand il prend sa retraite, il pense à lui-même et à sa femme, les enfants sont adultes, ils se débrouillent. Donc, il ne voit que lui et sa femme, c'est tout. Tandis que nous, on voit la famille élargie. Même si tu es à la retraite, tu auras toujours des demandes d'aide. Si tu leur dis, voilà, je suis à la retraite, je ne touche pas grand-chose. Les gens vont difficilement te croire.* » (Hubert, 64 ans).

Lors des entretiens, nous avons interviewé une seule personne en situation de précarité sociale qui nous a fait part de sa honte à avoir recours à l'aide sociale ou aux prestations complémentaires alors qu'elle y aurait été éligible. La situation d'Edouard, veuf de 65 ans, en Suisse depuis 35 ans, est parlante. L'intéressé, qui a travaillé en Suisse mais qui n'a pas beaucoup cotisé, a de la peine à atteindre les fins de mois. Il travaille parfois au noir malgré ses problèmes de santé et n'ose pas demander les prestations complémentaires : « (...) *mais moi je n'aime pas ça. Je ne suis pas allé demander... On m'a déjà dit, on m'a déjà parlé de ça. Mais vous voyez... Toute ma vie, ce sont les gens qui ont dépendu de moi. Je n'aime pas dépendre de quelqu'un.* » (Edouard, 65 ans). Nous pouvons nous demander si parmi nos répondants, d'autres personnes n'ont pas le même point de vue et ne sont pas parvenues à

nous en faire part. De plus, ici se pose la question de l'accès à l'information. Ces personnes ont-elles connaissance de toutes les prestations sociales auxquelles elles ont droit ? Au-delà de l'accès à ces informations, il y a aussi le problème de leur compréhension. Ainsi, saisir les détails des droits rédigés dans un français technique peut se révéler difficile pour certaines personnes âgées qui maîtrisent mal, ou pas du tout, la langue du pays d'accueil.

2.3.2 Situation en matière de logement

Les conditions de logement varient beaucoup selon les trajectoires professionnelles des personnes et leur statut juridique en Suisse. Les personnes venues comme fonctionnaires internationaux, comme étudiants ou dans le cadre d'un mariage avec une personne résidente en Suisse sont plutôt satisfaites de leur logement. A l'autre extrême, les requérants d'asile et les personnes sans statut de séjour reconnu sont particulièrement touchés par la précarité de leur logement.

Les personnes de la première catégorie, du fait de leur long séjour en Suisse, de leur statut juridique stable et de leurs conditions économiques plutôt bonnes, témoignent d'une situation satisfaisante en matière de logement. Esteban a fait ses études en Suisse et s'est marié avec une Suissesse. Il réside dans une commune huppée du canton de Genève : *« Oui, oui, satisfait. Je suis propriétaire d'une petite maison, dans un lieu magnifique, il n'y a pas de bruit, c'est tranquille. »* (Esteban, 61 ans).

Angélica, ancienne étudiante, est aussi satisfaite de son logement coopératif : *« Je le trouve très bien mon logement. L'emplacement, j'adore le quartier de Meyrin parce qu'il y a un théâtre tout près, on est près de la France donc on peut aller souvent faire des petites balades à la campagne. C'est tranquille. Moi, j'habite dans un lieu où il n'y a pas de voitures, ni devant, ni derrière, pas de bruit. C'est lumineux. C'est un appartement. J'aurais préféré une maison, mais c'est un appartement. Maintenant, on est plus que bien parce qu'on est mon mari et moi. Avant on était mon mari, moi et puis les deux enfants, avec une seule salle de bain c'était un peu petit aux heures de pointe, le matin... Bien, je trouve bien. (...) Le loyer n'est pas trop cher. Il y a quelques années, c'est devenu une coopérative donc on a un regard par rapport au loyer qu'on paie, aux réformes qu'on fait au bâtiment. On a le droit de dire comment on peut employer le surplus d'argent récolté. Vous voyez ? »* (Angélica, 61 ans).

Juan, divorcé, a bénéficié de conditions de logement correctes grâce à l'aide sociale : « *Je vis dans un appartement subventionné HLM, très bien placé. Je suis à deux cents mètres du lac et à la même distance du parc La Grange. (...) Il y a un grand salon. C'est un deux pièces, mais il y a la cuisine et cela fait 56m².* » (Juan, 60 ans).

Pour parvenir à ces situations relativement confortables, il a fallu à bien des interviewés de la patience. En effet, le marché du logement dans les villes de Genève et de Lausanne est très tendu : « *Oui, ça a été terrible. A Genève, il n'y avait pas d'appartements, ils étaient trop chers. Quand je suis arrivée, j'ai loué un studio qui me coûtait la moitié de mon salaire. A cause de cela je suis allée vivre en France, à Moillesulaz, j'habitais à Gaillard parce que Genève était trop cher (...) Je n'aimais pas vivre à la frontière où c'était comme vivre ni d'un côté ni de l'autre. J'ai eu la chance d'avoir un ami suisse-italien qui est parti vivre à New-York et qui m'a laissé son appartement. A partir de là, je suis restée à Genève, mais Genève a toujours été difficile et chère pour vivre.* » (Angélica, 63 ans).

A l'autre extrême, les interviewés sans statut de séjour nous ont fait part des grandes difficultés qu'ils rencontrent à se loger. Dépendant du réseau parallèle dans lequel ils évoluent pour se procurer un lieu où vivre, ils doivent souvent partager avec d'autres personnes un espace réduit. Cette cohabitation est mal vécue par plusieurs personnes âgées interrogées qui nous ont fait part de leur insatisfaction : « *Je crois que c'est l'une des choses qui font que tu te sentes coincée, frustrée surtout.* » (Ana, 60 ans). En effet, partager un logement, souvent petit, implique une discipline contraignante pour ces personnes âgées : « *Il y a beaucoup de choses que je ne peux pas faire parce que je suis limitée. Il faut éteindre la lumière et on ne peut rien faire d'autre. Et moi je me lève, à cause de mon âge, je n'arrive pas à dormir, plus parce que j'ai mon horloge biologique et à cinq heures du matin je suis réveillée. Je ne peux pas me lever, je ne peux pas non plus lire. Je dois me contenter de réfléchir, regarder le plafond, ou des choses comme ça. Les jours où je ne travaille pas très tôt, je dois sortir quand même et prendre le train qui fait le parcours le plus long. C'est-à-dire le train qui s'arrête souvent pour pouvoir profiter du train et de lire, je dois prendre le train le plus lent, car celui qui va vite, me fait arriver trop vite. Parfois, j'ai pris le train rapide et j'arrive vite à la Coop. Je suis assise dans le froid là-bas et la lumière est trop tenue et on ne peut pas lire.* » (Ana, 60 ans).

Ces personnes expriment la nécessité de vivre seules, ou du moins, d'avoir une chambre indépendante pour elles : « *Parce que si je suis seule, déjà je peux lire jusqu'à plus tard, je peux me lever plus tôt, faire du bruit comme je l'entends, déplacer les papiers et organiser les choses.* » (Ana, 60 ans). Si ces personnes peuvent obtenir des logements c'est au travers de l'implication d'un tiers, un résident légal. C'est le cas d'une personne interviewée dont son employeur lui a loué une chambre pour qu'elle puisse y vivre seule. Cependant, accepter l'aide d'un tiers implique un lien de dépendance envers lui. Celui-ci est accentué lorsqu'il s'agit de son employeur pour une personne sans-papiers.

Parfois, une certaine violence est exercée à l'encontre des personnes sans-papiers qui se sentent obligées d'accepter ces contraintes de vie : « *A vrai dire, si on me dit, vous vous asseyez là-bas, je dois m'asseoir là-bas où on m'a ordonné de le faire. Vous-voyez ? C'est comme ça. On m'a dit de m'asseoir là-bas et c'est là que je vais m'asseoir. Seulement dans mon pays je peux dire amène-moi cette chaise, ou je fais tomber cette chaise, mais je ne suis pas dans mon pays.* » (Ana, 60 ans). On voit bien que précarité sociale et précarité économique se combinent dans le cas des personnes sans statut de séjour reconnu, le cas le plus extrême étant celui d'un interviewé sans domicile fixe.

Les autres personnes âgées interviewées ne rencontrent pas les mêmes difficultés que les personnes sans-papiers, à l'exception des requérants d'asile. Comme eux, ils se trouvent dans des foyers collectifs, où il existe une certaine promiscuité. Ils doivent partager des équipements collectifs, comme la cuisine ou la salle de bain, avec des personnes que parfois elles ne connaissent pas du tout. Il n'est donc pas étonnant que ces personnes apprécient le fait d'avoir un logement individuel, même s'il est petit, plutôt que de prolonger leur séjour dans un logement collectif. Le principal problème de ces deux catégories de personnes est surtout la solitude bien que résidant en cohabitation.

Une partie considérable des personnes interviewées sont donc moyennement satisfaites de leurs logements qui sont, dans la plupart des cas, considérés comme petits. Elles aimeraient avoir des logements plus grands, mais elles s'adaptent à leur situation, en tenant compte des contraintes financières et de la situation tendue du logement dans la région lémanique. Ainsi, selon cette personne âgée africaine : « *Les conditions de logement, ne sont pas bonnes, ce n'est pas une villa, je l'habite depuis 25 ans, nous vivons à l'africaine, il faut mettre l'accent sur ce qui est positif et minimiser les problèmes. Les enfants sont grands mais un jour ils*

arrivent, les enfants que j'ai sont encore des enfants ils ne sont pas très loin de la famille, il y a trois enfants qui vivent à la maison. » (Yvan, 59 ans).

C'est aussi le cas de ces anciens réfugiés statutaires qui constatent les prix élevés des loyers et déplorent que la taille réduite de leur appartement pose problème pour accueillir leurs petits-enfants : *« Parce que nous avons un trois pièces : à savoir une chambre à coucher, un salon et la cuisine collée au salon, mais lorsque nous avons nos petits-enfants nous devons les faire dormir au salon. Alors l'idéal serait d'avoir une chambre en plus, mais c'est difficile vu les prix des loyers. » (Gerardo, 69 ans).*

De nombreuses études en Suisse ont montré que les personnes âgées bénéficient d'une situation plutôt privilégiée en matière de logement, car lors du départ des enfants, elles bénéficient d'un espace plus important. En outre, du fait qu'elles occupent ces logements souvent depuis longtemps, leurs loyers augmentent moins vite que la moyenne suisse (Hussy, 2004). Nous n'avons pas fait le même constat chez plus de la moitié de nos interviewés. Notons que plusieurs personnes âgées interviewées avaient encore certains de leurs enfants résidant chez eux en raison de leurs études universitaires.

2.4 Les relations familiales et sociales plus larges

Lorsque les interviewés répondent aux deux thématiques précédentes, c'est-à-dire qu'ils décrivent leurs conditions de vie matérielle et de logement, ils dévoilent également des informations sur les réseaux familiaux ou sociaux dans lesquels ils s'inscrivent. Nous apprenons les opportunités ou les difficultés qu'ils rencontrent pour créer et entretenir ces liens sociaux. Il s'agit donc, dans cette section, d'approfondir les thèmes suivants : les relations familiales, les liens sociaux extra-familiaux et la participation à des structures plus formalisées telles que les associations ou les loisirs organisés.

2.4.1 Situation familiale et relations avec les proches

Il convient de rappeler qu'un peu plus de la moitié des personnes interviewées sont mariées ou cohabitent avec une autre personne. La moitié de nos répondants n'ont donc plus de conjoint du fait d'un veuvage, d'un divorce ou d'une séparation. Toutefois, la majorité des personnes interviewées (30, soit 80%) ont des enfants, comme nous le montre le tableau suivant :

Tableau n°15 : **Nombre d'enfants des personnes interviewées**

<i>Nombre d'enfants</i>	<i>Total des personnes interviewées</i>
0	8
1	5
2 à 5	22
6 à 10	3
Total	38

Un grand nombre de personnes interviewées (22 soit 58%) ont entre 2 et 5 enfants alors que seules trois répondants ont une famille très nombreuse comprenant entre 6 et 10 enfants. Il y a également 19 personnes (soit 50%) qui nous ont dit être grands-parents.

Tableau n°16 : **Nombre de petits enfants des personnes interviewées**

<i>Nombre de petits-enfants</i>	<i>Total des personnes interviewées</i>
1	5
2 à 5	11
6 à 7	3
Total	19

Souvent, les personnes âgées qui ont des enfants et des petits-enfants n’habitent pas sous le même toit. Comme c’est le cas dans les autres familles résidentes en Suisse, arrivés à un certain âge, les enfants quittent le foyer parental. L’âge du départ du foyer parental a lieu en général entre 20 et 28 ans. La particularité des familles originaires d’Amérique Latine et d’Afrique est qu’au moment du déménagement de leur enfant, les mères gardent une relation très étroite avec eux lorsqu’ils restent dans la même région. C’est aussi ce qui a été constaté chez les familles originaires du Sud de l’Europe, en Suisse (Bolzman et al., 2001). Une interviewée explique ce lien : « *Nous nous voyons chaque semaine. Le repas familial du dimanche est indispensable pour moi, et elles le savent. Comme ça je charge les batteries. Je suis ainsi tranquille pendant une semaine, pendant ce temps elles peuvent m’oublier si elles le veulent, mais parfois nous nous voyons aussi au milieu de la semaine.* » (Gabriela, 66 ans). Ainsi, notamment pour les personnes déjà à la retraite, les contacts avec leurs enfants, et petits-enfants, lorsqu’ils existent, rythment leur vie quotidienne, ou hebdomadaire.

Cependant, dans certaines familles de notre échantillon cohabitent plusieurs générations. Cela est la conséquence d’un remariage du père de famille avec une femme plus jeune que lui. Les enfants sont donc encore dépendants de leurs parents et vivent à leurs côtés. Dans ces familles, la femme est toujours active sur le plan professionnel et le père, retraité, s’occupe des enfants quand la femme travaille. Il assume aussi certaines activités domestiques.

Lors de nos entretiens, nous avons remarqué des familles *transnationales*, dont les enfants et petits-enfants vivent dans différents pays. Le Gall (2005) entend par *famille transnationale* un nouveau modèle familial qui se caractérise par la dispersion géographique d’un groupe

familial suite à la migration d'un ou plusieurs de ses membres et par la continuité de liens étroits à travers les frontières. Parmi les personnes interviewées vivant dans ce type de configuration, certaines, à la retraite, voyagent beaucoup pour rendre visite à leurs enfants et petits-enfants installés en dehors de la Suisse. Ceci dans le but de maintenir des liens familiaux forts. Néanmoins, les personnes se trouvant dans une configuration familiale transnationale sont dépendants de ressources financières leur permettant de voyager. Certaines personnes n'arrivent pas à voir leur descendants aussi souvent qu'ils le voudraient et vivent mal cette situation, comme l'affirme Christine : « *J'ai une grande famille au Congo, mais je ne peux pas les aider, les moyens me manquent. J'aimerais aussi faire de petits cadeaux à mes petits-enfants mais je n'y arrive pas.* » (Christine, 73 ans).

Il est important de préciser que parmi les personnes interviewées, 17 habitent seules (45%) à cause notamment d'un veuvage, d'un divorce, d'une séparation ou pour des raisons liées à la précarité des conditions de vie qui ont provoqué une séparation de facto de la famille. René de 63 ans, migrant venant d'Italie venu chercher du travail en Suisse a ainsi poussé sa famille à retourner dans son pays d'origine, en Afrique. Les conditions de vie en Italie devenaient très difficiles pour eux. Il ne faut pas toujours une distance physique importante pour perdre le lien avec ses proches. Ainsi, certaines personnes habitent en Suisse, dans la même ville, mais n'ont pas beaucoup de contacts avec leurs enfants et leurs petits-enfants. La nature et la fréquence des contacts dépendent des relations qu'entretiennent les parents avec leurs enfants. Certaines personnes seules ont évoqué le sentiment de solitude et leur souffrance psychologique due à cet éloignement. Rose nous raconte : « (...) *le fait de se retrouver loin de la famille, étant retraitée, n'exerçant aucun travail, je me retrouve seule alors que je ne supporte pas la solitude, j'ai envie d'échanger avec les autres, chez nous en Afrique tu peux improviser et rendre visite à quelqu'un alors qu'ici tout est programmé.* » (Rose, 64 ans).

Kaufmann (1995) apporte une précision au terme de *solitude* en précisant qu'il couvre aussi bien le sentiment de solitude que des situations d'isolement. Ce sociologue conçoit le sentiment de solitude comme « *l'absence douloureuse de liens pouvant déboucher sur des pathologies* » (Kaufmann, 1995, p. 125). Le sentiment de solitude peut être aussi compris comme un processus multidimensionnel et cumulatif d'interactions de plusieurs facteurs sociaux, économiques, physiques et psychologiques amenant la personne à se retrouver seule. Chez les personnes migrantes âgées, l'éloignement de la famille, des enfants, la perte de rôles familiaux et sociaux, la faible connaissance des ressources sociales à disposition, les

problèmes de langue, la perte d'amis et de confidents sont autant de facteurs sociaux qui influent sur leur solitude. Les problèmes de santé auxquels se trouvent confrontés certaines personnes migrantes à la retraite vivant seules jouent également un rôle déterminant dans leur solitude.

Parmi les personnes âgées interviewées, une catégorie semble particulièrement vulnérable sur ce point : celle des personnes âgées sans statut de séjour en Suisse. La plupart d'entre elles ont migré seules, à un âge avancé. L'une d'entre elles dit avoir de la famille, en Suisse (une sœur et une nièce), mais peu de contacts avec celle-ci. Les interviewées ont laissé leur famille dans leur pays d'origine. Ce sont principalement leurs enfants et leurs petits-enfants qui s'y trouvent. Ces femmes relèvent que l'éloignement physique est impossible à compenser : « *J'ai perdu ma famille, au sens que je n'ai pas pu profiter de mes petits-enfants, même si je parle avec eux (par téléphone ou Skype), il y en a trois que je ne connais pas.* » (María, 60 ans). Ce témoignage souligne que même si cette femme voit ses petits-enfants et parle avec eux grâce aux nouvelles technologies, elle considère qu'elle ne les connaît pas. Bien que les moyens virtuels de communication offrent la possibilité de développer des formes d'*intimité à distance* (Roussel, 1976), ils ne compensent pas le lien physique de proximité. Ces personnes sans-papiers se distancient malgré elles de leur famille parce qu'elles n'ont pas la possibilité de retourner dans leur pays d'origine pour de courtes périodes, des vacances. Elles ne peuvent pas quitter la Suisse, puisqu'un retour serait presque impossible. Au contraire, les résidents légaux ont la possibilité de voyager dans leur pays d'origine et d'utiliser ces visites pour garder un lien avec la famille et le pays d'origine : « *Oui, j'y vais avec une certaine régularité. Je profite des congrès de psychanalyse en Argentine, mais je vais voir mes parents qui sont morts, ils sont décédés. Ma sœur vit en Espagne, mais j'ai une grande famille très proche, très proche et je leur manque. Je profite aussi que mon compagnon aime l'Argentine, nous profitons pour voyager, pour parcourir mon pays. Oui, nous y allons, pas chaque année, mais une fois tous les deux ans.* » (Angélica, 63 ans). Beaucoup des interviewés possédant la nationalité suisse ou un permis d'établissement opèrent des retours réguliers dans leurs pays d'origine.

Les relations que les personnes âgées sans-papiers entretiennent avec leur famille restée au pays sont parfois des relations de dépendance économique. Ainsi, certaines mères continuent de soutenir financièrement leurs enfants et à leurs offrir des études. Dans beaucoup de pays d'origine des interviewés, l'école et l'université sont payantes.

Contrairement à l'image répandue de la forte présence de l'entourage familial des personnes âgées immigrées, nous constatons que la solitude et l'isolement les atteignent aussi et font aussi partie de la réalité quotidienne d'un nombre considérable d'entre elles. Il est possible cependant qu'elles trouvent au-delà du cercle familial d'autres liens sociaux.

2.4.2 Les relations sociales extrafamiliales

Les relations sociales font référence à un réseau social qui se définit selon Walker, McBride et Vachon (1977), comme un ensemble de contacts personnels à travers lesquels un individu maintient son identité sociale, reçoit du soutien émotionnel, de l'aide matérielle, des services et grâce auxquels il peut créer de nouveaux contacts. Nous avons voulu connaître la nature des relations sociales des personnes interviewées. En effet, certaines études montrent les liens entre les relations sociales qu'entretiennent une personne et son état de santé psychique et physique (Gabadinho et Wanner, 2007). Dans notre recherche, la grande majorité des personnes interviewées (33, soit 87%) ont déclaré avoir des amis. Les quatre personnes qui disent ne pas en avoir sont des migrants sans-papiers. Une autre personne préfère limiter son réseau social.

Pour quinze personnes interviewées, les amis sont de différentes nationalités et ont été rencontrés dans des environnements très distincts. Pour six autres personnes, leurs amis se limitent aux membres de leur communauté. Nous avons, par exemple, rencontré une personne qui est en Suisse depuis 30 ans, mais qui a développé, selon elle, exclusivement des relations au sein de sa communauté par manque de maîtrise du français. Les personnes qui ont des difficultés à avoir un réseau social sont aussi celles qui sont arrivées en Suisse après l'âge de 45 ans et qui sont longtemps restées dans le processus de l'asile. Leurs ressources personnelles et sociales sont très limitées et ne leur permettent pas d'établir des contacts en dehors de leurs foyers de résidence : « *Ma meilleure amie c'est ma voisine, je la connaissais déjà au Congo. J'ai une autre amie somalienne du 3^{ème} étage, une congolaise et une famille kosovare avec laquelle je m'entends bien. Mais je n'ai pas d'autres amis, tous mes amis sont de l'Hospice.* » (Suzanne, 68 ans).

Les personnes sans-papiers affirment avoir des problèmes à être acceptées par les personnes du même âge ayant un statut de séjour stable. Elles se retrouvent donc entre elles et sont

démunies pour s'entraider : *« Ceux qui sont là, qui ont leurs papiers ne fréquentent pas le Mosaïque (structure qui prend en charge les immigrés sans-abri). Le Mosaïque, ceux qui le fréquentent, sont des gens qui ont des problèmes mais ceux qui sont à l'aise ne fréquentent pas là-bas. Ils n'ont même pas de problème pour aller là-bas, qu'est-ce qu'ils vont faire là-bas ? Tu sais, quand moi j'ai des problèmes, c'est difficile de secourir un autre. C'est des cas de problèmes qui sont regroupés là-bas. Les gens qui sont là... et puis des connaissances éphémères qui durent peut être le temps que vous êtes là-bas (...). J'ai des amis que je contacte ici, des Congolais... tous disent la même chose, leurs communautés qui ont des papiers ont d'autres problèmes que vraiment se tourner vers ceux qui n'ont pas de papiers »* (Mohamed, 61 ans).

Certains interviewés sans-papiers ont des amis suisses et européens, mais il n'est pas aisé de maintenir les relations. Leurs rythmes de vie, le statut juridique ainsi que le pouvoir d'achat de chacun crée parfois des barrières importantes entre eux : *« Maintenant, j'ai eu l'opportunité d'avoir des amies, une française et une suisse plus âgée que moi, de 70 ans. Sa manière de penser est différente, parce qu'elle est européenne et moi je suis latine (...). Elles veulent voyager et je ne peux pas me permettre le luxe de sortir. Avec l'autre, qui est française, elle a mon âge. Elle est divorcée, elle a sa voiture, elle a toutes les possibilités de sortir. Elle m'invite au restaurant. Nous allons au restaurant, mais je ne peux pas payer, c'est-à-dire que je me sens limitée du point de vue économique. Je sors fatiguée de mon travail à 19h et elle est toute pimpante parce qu'elle ne travaille pas comme moi. »* (Maria, 65).

De nombreux migrants se créent un réseau social au sein de leur communauté. Ils peuvent communiquer dans leur langue maternelle et ils partagent les mêmes codes culturels qui facilitent la communication. Clara entretient une relation très forte qu'elle qualifie de *familiale* avec les personnes appartenant à la même vague d'immigration qu'elle : *« La relation avec mes amis argentins, c'est une relation familiale. (...) Quand j'ai rencontré des amis argentins que j'ai connu ces dernières années (...) c'est comme si je les avais connu toute ma vie, c'est-à-dire qu'avec les argentins, je connais des argentins qui vivent depuis beaucoup d'années, quarante ans à Genève, nous appartenons à une époque. Une époque très spéciale pour mon pays. Nous en sommes tous partis dans les années 70' et cela crée une sorte de fraternité. »* (Clara, 61 ans). Pour cette interviewée, le sentiment de communauté se crée par le partage du même type de trajectoire migratoire.

Comme nous pouvons l'imaginer, les relations intergénérationnelles entre immigrés d'un même pays ne vont pas toujours de soi. Dans certains cas, les personnes âgées sont entourées, en grande partie, de jeunes migrants. L'une des interviewées relève la distance générationnelle qui les sépare et sa difficulté à communiquer avec eux librement : *« Ces jeunes gens avaient une autre manière de vivre. Je ne faisais pas partie de leur monde. Même dans la manière de parler, la manière de voir le monde (...) Quand je dois entrer en relation avec des jeunes, je prends le rôle de maîtresse, de guide, de conseillère et cela me limite. Je m'enferme dans mon monde. Je m'enferme parce que je ne peux même pas rigoler avec elles, parce que si je fais des blagues, je perds alors la relation maître-élève, disons, c'est-à-dire que je ne les considère pas comme mes élèves, mais la relation se perd. Ils peuvent devenir insolents, me manquer le respect... »* (Ana, 60). Ce rôle peut parfois être gratifiant, mais il est ressenti comme imposé et comme lourd à porter : *« Elles sont mes filles entre guillemets, parce qu'elles m'ont donné ce rôle, que je n'ai pas demandé à avoir. Elles me demandent un conseil à cause de mon âge et où que ce soit ça va être toujours pareil. »* (Ana, 60).

Les personnes âgées d'origine africaine et latino-américaine qui n'ont pas de difficultés à avoir un réseau social sont celles qui sont en Suisse depuis longtemps. Elles ont eu l'occasion d'étudier, de travailler, de former une famille et de tisser des liens. Ces personnes ont, au fil du temps, créé un réseau social à travers leurs études, les rencontres professionnelles, les rencontres dans les événements culturels et dans les cafés, les réunions avec des parents, avec des amis.

En effet, les amitiés se forment dans des lieux et des situations qui favorisent les échanges. L'université ou la fréquentation d'associations ont été, pour beaucoup, sources d'amitiés. La participation à ces structures leur a permis de se créer un réseau en Suisse, comme en témoigne Angélica : *« J'ai fait des études quand je suis arrivée à Genève, dans un institut, qui maintenant a disparu, l'Institut universitaire d'études du développement qui maintenant s'est intégré à un autre institut. Là-bas, j'ai connu beaucoup de monde de partout, mais surtout un grand ami suisse-italien et d'autres personnes de Genève qui étudiaient aussi là-bas. A partir de là, ils m'introduisaient à d'autres personnes que j'ai connu au fur et à mesure et après ça a continué. Je crois que ce fut le noyau central à partir duquel j'ai connu beaucoup de monde. Je connais des gens à travers mon activité professionnelle, de mon association, mais le commencement a été celui-là, ces deux amis de Genève. »* (Angélica, 63 ans).

Le réseau social est, pour les personnes âgées immigrées, une ressource importante dont elles disposent pour surmonter les situations difficiles de la vie quotidienne. La participation aux communautés religieuses est aussi une activité qui permet à plusieurs personnes retraitées interviewées de faire des rencontres et de développer leur réseau social. Il est également possible d'élargir sa participation sociale au monde associatif et citoyen.

2.5 Participation associative et citoyenne

Une autre dimension importante de la qualité de vie des personnes âgées est la possibilité de participer à la société plus large, de se sentir comme des membres reconnus de celle-ci. La participation associative est l'un des indicateurs de l'intégration dans une société, tout comme l'intérêt pour ce qui se passe plus largement au sein de la société dans laquelle on vit et l'acquisition de la nationalité de ce pays. Ce sont ces questions que nous abordons ici.

Selon Raymond, Gagné, Sévigny et Tourigny (2008), la participation associative fait référence « *à prendre part à une activité à caractère social réalisée dans une organisation dont le nom et les objectifs sont explicites, comme faire du bénévolat dans un organisme communautaire, participer aux activités d'un centre de jour ou s'impliquer dans un groupe de défense des droits des aînés* » (p. 8). Les personnes retraitées profitent souvent de leur disponibilité et s'investissent dans des activités associatives. Cependant, Guillemard (1972, cité par Jovelin et Mezzouj, 2010) relève aussi la retraite-participation dans laquelle le retraité adopte un mode de vie sédentaire. Il consomme alors de façon intense des mass-médias et occupe le statut que la société lui impose. D'autres études montrent les effets positifs de la participation associative sur la santé des aînés. Ainsi, le fait d'accomplir des activités organisées de bénévolat est associé à un sentiment plus élevé de bien être (Greenfield et Marks, 2004), à une diminution de la mortalité (Shmotkin et al., 2003) et à une meilleure santé subjective ainsi qu'à un taux plus haut de satisfaction générale (Van Willigen, 2000). Plus précisément, la participation citoyenne peut se définir « *comme un processus d'engagement obligatoire ou volontaire de personnes ordinaires, agissant seules ou au sein d'une organisation, en vue d'influer sur une décision portant sur des choix significatifs qui*

toucheront leur communauté » (André, 2012)⁹. Cette définition est générale et peut être comprise comme suit : la participation citoyenne implique le fait d'être reconnu comme membre du groupe par les autres et donne la possibilité de faire valoir ses droits politiques (possibilité de participer à la gestion de la chose publique, participation aux élections), civils (droit à résider quelque part, droit de réunion, à la liberté...) et sociaux. Pour les étrangers, l'acquisition de la nationalité du pays d'accueil facilite leur participation citoyenne.

Dans notre recherche, nous avons identifié trois formes de participation associative et citoyenne à savoir *les personnes engagées, les personnes engagées passivement et les personnes sans activités associatives*. L'engagement des personnes interviewées s'est mesuré à travers leurs activités dans les associations politiques, religieuses, sportives ou de coopération au développement.

Les personnes engagées sont au nombre de 26 (soit 68%). Il s'agit dans la majorité des cas des personnes avec un bon niveau de formation (secondaire ou universitaire) ayant eu une insertion professionnelle optimale et l'envie d'être utiles à la société. Comme nous l'avons relevé, les engagements se font dans plusieurs domaines. Les personnes qui s'impliquent dans ces associations sont principalement d'anciens hommes politiques, journalistes ou militants des droits de l'homme qui continuent de défendre les droits politiques, civils et sociaux aussi bien en Suisse que dans leur pays d'origine. Souvent, ils ont eu le statut de réfugiés politiques en Suisse, mais dans cette catégorie se trouve aussi d'anciens étudiants, des personnes venues dans le cadre du regroupement familial ainsi que des cadres internationaux. Les différents témoignages suivants permettent de comprendre la participation associative et citoyenne des personnes migrantes retraitées : « *Moi je fais parti d'une association sans but lucratif, une association de Congolais. On l'a monté ça fait maintenant 7 ans. C'est une association, on a un peu réfléchi, on était un petit groupe, on connaissait pratiquement le même problème, comme la plupart des africains qui sont ici... Lorsqu'il y a un membre de la famille proche qui décède en Afrique, souvent, on est sollicité financièrement. Nous avons réfléchi, alors à pourquoi ne pas créer une association où chaque membre, chaque mois, doit cotiser un petit pécule et au cas où ce membre-là est affecté par la mort d'un proche de la famille alors on peut lui donner un montant qui va alléger la charge des frais qui sont occasionnés. Ça*

⁹ André, P, avec la collaboration de P. Martin et G. Lanmafankpotin (2012). « participation citoyenne », dans L.Côté et J.-F. Savard (dir.), *le Dictionnaire encyclopédique de l'administration publique* (en ligne), www.dictionnaire.enap.ca, consulté le 10 juillet 2014

marche bien. Au début, comme la plupart des africains, certains étaient réticents mais on est parti à six couples, on était douze. On se connaissait et on connaissait les CVs de chacun d'entre nous et on s'est dit qu'il fallait d'abord qu'on commence nous mêmes et maintenant, les gens, ils ont vu que ça fonctionne bien. On a des demandes et on stoppe même les membres pour ne pas augmenter le nombre... Moi j'étais le premier président de l'association et j'ai fait deux mandats. Dans nos statuts c'est maximum deux mandats. » (Hubert, 64 ans).

« J'ai été membre de différentes associations, ici, en Suisse. Il y a par exemple une association qui œuvre dans la résolution des conflits. Je me suis aussi intéressé aux activités politiques donc j'ai été membre du Parti Socialiste et quand j'ai repris des études à Genève, je n'avais plus le temps donc j'ai abandonné. Puis, après mes études, je me suis de nouveau intéressé à un pari politique dans la ville où j'habite. J'ai même été conseiller municipal pendant toute une législature. » (Charles, 61 ans).

« J'ai toujours été active dans l'association (de compatriotes) (...). Bon, j'ai pris ma retraite aussi là-bas (rires) il y a quelques mois. Je ne suis plus... mais en fait je n'ai jamais pris ma retraite, je ne suis plus membre de la Direction, mais je participe activement. Quand je ne fais pas partie de la direction, je suis responsable d'une activité, de quelque chose, c'est-à-dire que je suis toujours en train de faire quelque chose. Je ne sais pas combien de temps ça me prend. Quand je suis présidente ça me prend un bon 20% du temps de travail, quand je ne le suis pas, environ un 5%. Alors il y a toujours du temps qui est pris. Mais ce n'est pas toujours agréable... » (Gabriela, 66 ans).

Les personnes engagées passivement sont au nombre de dix (soit 26%). Elles participent de temps en temps à différentes activités, mais pas de manière régulière. Ceci, en raison de leur état de santé, de leur volonté de rester à la maison, de leur manque de réseau social ou de leur statut juridique précaire et incertain.

Le statut juridique des sans-papiers influence directement leur participation dans la vie associative. C'est ce que nous explique Ana qui fréquente une communauté religieuse où elle dit « aller écouter mais ne pas parler avec les autres ». Elle explique cette réserve par son statut juridique incertain au travers d'un autre exemple : « Je ne peux même pas participer aux réunions des voisins qu'ils organisent. Même dans l'endroit où j'habite je ne peux pas

participer, parce que si je participe on me demande où je travaille et je ne peux pas leur répondre. » (Ana, 60 ans). Elle a envie de se mêler aux autres, puisqu'elle se rend aussi à la Maison des associations. Cependant, elle vit toujours dans la crainte que quelqu'un découvre son statut juridique: *« Par curiosité, je me rends à la Maison des associations, par curiosité. En fait, je ne parle à personne. Il y a un moment où je deviens autiste... pour ne pas m'engager avec d'autres personnes si elles me demandent quand est-ce qu'on se revoit? Alors, je préfère aller et écouter et si cela m'intéresse je reste un peu plus longtemps ou je m'en vais. »* (Ana, 60 ans).

Cette mise à l'écart de facto des personnes migrantes à la retraite avec un statut de séjour précaire par les autres membres de la société d'accueil est un obstacle à leur intégration sociale ; une situation qui crée chez ces premières un sentiment de dévalorisation et l'impression d'être considérées comme des citoyens de seconde zone.

Pour Bolzman (1999), le processus d'intégration des personnes migrantes signifie la possibilité d'accéder à des *« formes de participation non discriminantes à la société de résidence, et ceci sur le plan économique, social et culturel »* (p. 41). Pour une personne migrante, l'accès à un statut de séjour valable est donc un élément déterminant dans son processus de non exclusion par les autres habitants du pays d'accueil.

Le rejet n'est pas seulement une affaire qui touche les personnes sans-papiers, il peut aussi concerner les personnes migrantes de différentes communautés qui cherchent à intégrer par exemple les groupes d'âinés. Un professionnel interviewé le précise en ces termes : *« Voilà, alors les personnes viennent là... C'est organisé pour les personnes âgées mais c'est un peu compliqué pour les personnes d'origine africaine ou arabe... Ils ne sont pas vraiment très très bien acceptés dans ce genre de groupes. (...). Mais ce groupe a tendance à rejeter les personnes qui ne leur ressemblent pas. Il y a des personnes migrantes, mais il faut qu'elles soient bien... Par exemple, si c'est quelqu'un comme ça qui arrive et qui ne connaît pas bien et tout et bien... Les autres n'acceptent pas. Ils vont lui faire la mine ou ils ne vont pas lui parler ».*

Certaines personnes que nous avons interviewées ne se sentent pas concernées par les activités offertes aux personnes à la retraite par les structures actives dans ce domaine, comme le Mouvement des Aînés, Pro Senectute, Cité Seniors à Genève. Lors de nos entretiens, nous

avons constaté que des répondants recevaient des brochures d'information de ces structures mais qu'ils ne s'étaient jamais intéressés à leurs activités. Cela a également été relevé par un professionnel qui estime que : *« l'information circule mais que les gens n'y vont pas, il y a des organisations mais les gens n'y vont pas, les structures sont là, il faut que les gens utilisent toutes les portes d'entrée »*. Nous pouvons cependant souligner qu'il y a des personnes retraitées qui reçoivent ces informations mais qui n'ont pas de compétences linguistiques pour les comprendre. Certaines estiment qu'elles ne se sentiront pas à l'aise dans ces structures car les personnes migrantes y sont peu représentées. D'autres encore se disent intéressées, mais n'osent pas faire le premier pas si elles ne connaissent personne qui fréquente ces activités. Ces aspects devraient être pris en compte par les structures accompagnant les personnes à la retraite et appliqués à leurs modes de diffusion de l'information.

Les deux personnes qui n'ont pas d'activités associatives ont fait le choix de ne pas s'impliquer dans la vie associative et citoyenne et souhaitent s'occuper de manière individuelle.

La participation associative et citoyenne des personnes interviewées va dépendre de plusieurs facteurs mis en évidence par Raymond, Gagné, Sévigny et Tourigny (2008). Ainsi, les facteurs sociodémographiques (âge, sexe, niveau de scolarité, état civil), les facteurs personnels (revenus, état de santé, emploi et retraite, expériences de vie, motivations) et les facteurs environnementaux (accessibilité, représentations culturelles, attitudes des professionnels) vont influencer le degré d'engagement des personnes. Pour les auteurs, il est possible d'agir sur certains facteurs pour augmenter la participation des aînés, tel que l'accessibilité des lieux, alors que d'autres sont fixes. En effet, il est impossible de modifier l'âge ou le sexe des personnes. Ces éléments doivent être pris en compte lors de la conception des activités ou interventions à destination des personnes âgées (Raymond et al., 2008). D'autres études montrent une plus grande participation associative parmi les jeunes retraités ayant un niveau de scolarité élevé et parmi celles vivant seules (Duvoisin, 2012).

Dans le cas de notre étude, ces derniers constats se confirment. Par ailleurs, les trajectoires antérieures des personnes âgées et leur situation juridique actuelle ont une influence sur leurs modes de participation. Il convient de souligner la forte implication des réfugiés politiques dans la vie associative de leur canton de résidence. Toutes les personnes interrogées racontent avoir un intérêt pour les votations en Suisse, du fait que la grande majorité d'entre elles ont

acquis la nationalité suisse. Certains participent, ou ont participé, à des activités associatives en relation avec la vie locale et sont plutôt bien informés sur les offres existantes pour les personnes âgées. Au contraire, les personnes âgées sans-papiers ont une relation plus distante avec la politique suisse, puisqu'elles ne peuvent pas voter. Néanmoins, une interviewée dans cette situation raconte sa participation à plusieurs reprises à des actions pour faire connaître la réalité des sans-papiers en Suisse : « *J'ai participé à une marche du syndicat, du SIT, un premier mai, ici à Genève et une autre fois je suis allée à Berne à une marche pour la régularisation de nos papiers.* » (Maria, 65 ans).

Chez les personnes âgées sans-papiers, nous avons constaté une fréquentation élevée d'associations suisses à destination des personnes immigrées. Ainsi, Camarada et Voie F ont été cités par les interviewés. La fréquentation des églises est aussi très importante chez ce type de migrants. Cependant, leur pratique de la religion est individuelle et n'implique pas de contacts avec les membres des communautés qu'elles fréquentent. Deux raisons ont été avancées : le manque de temps ainsi que la distance sociale ressentie vis-à-vis des autres membres de la communauté religieuse. Il leur est difficile d'expliquer leur situation illégale et sociale en Suisse, comme nous l'avons vu plus haut. L'une des personnes interviewées appartenant au groupe des âgés sans-papiers nous a appris qu'elle gardait contact avec sa communauté religieuse du pays d'origine. Le soutien émotionnel apporté par ces discussions avec des religieux est important pour l'interviewée : « *Je discute avec eux, car je sais que comme je suis chrétienne, eux ils prient pour ma santé, pour ma vie, pour mon bien-être, et moi pour les remercier je les appelle de temps en temps, je parle avec ceux qui sont les responsables actuels de ma congrégation.* » (Juana, 60 ans).

Ce dernier exemple souligne qu'une proportion importante des personnes interviewées s'est impliquée dans des activités sociales, culturelles, humanitaires ou politiques en lien avec leur pays d'origine que l'on pourrait définir comme des *formes transnationales d'engagement*. Nous reviendrons sur ce point plus loin dans ce rapport. En tout état de cause, nous observons que l'engagement associatif et citoyen est le plus souvent bilatéral, c'est-à-dire qu'il s'exprime à la fois dans des activités en lien avec la société de résidence et d'origine.

2.5.1 Acquisition de la nationalité suisse

Au premier abord, acquérir la nationalité suisse apparaît surtout comme un élément facilitateur de l'intégration, puisqu'il permet la participation des immigrés à la société de résidence. Néanmoins, elle soulève parfois des enjeux en lien avec le pays d'origine. En effet, lorsque les immigrés sont confrontés à l'acquisition de la nationalité suisse, émerge la question de la double appartenance, du lien qui les unit à la fois avec la société suisse et avec la société d'origine.

Un peu plus de la moitié des personnes interviewées ont été naturalisées et sont souvent porteuses d'une double nationalité. Les personnes interviewées disposant d'un permis C sont éligibles depuis bien des années à la naturalisation, mais elles ont préféré s'abstenir de déposer une demande. En revanche, les personnes ayant d'autres types de statuts juridiques, ne peuvent pas acquérir la nationalité suisse au vu de leur temps insuffisant de séjour dans le pays ou en raison de l'absence de statut juridique reconnu.

Les attitudes sont également multiples parmi les personnes qui ont déjà acquis la nationalité suisse. Certaines l'ont demandé rapidement, notamment parmi les réfugiés politiques, alors que d'autres, par exemple des personnes mariées avec des citoyens suisses, ont attendu longtemps, alors qu'elles avaient le droit de déposer leur demande de naturalisation : *« Je n'en voyais pas la nécessité parce que marié avec une Suissesse on m'avait toujours considéré comme prioritaire par rapport aux autres étrangers, parce que j'étais marié avec une Suissesse. Et quand je suis entré au chômage on m'a dit que les choses avaient changé et que je devais... Que si je voulais trouver du travail je devais profiter de devenir suisse et je suis devenu suisse à 55 ans. »* (Esteban, 61 ans).

D'autres interviewés ont justifié la non demande de nationalité suisse par l'éventualité d'un retour au pays d'origine. Une interviewée faisant partie des *anciennes étudiantes* n'a pas effectué les démarches de naturalisations dès que cela lui a été possible, parce qu'elle vivait, avec sa famille, dans l'optique d'un retour au pays d'origine. Lorsque la famille a pris conscience que ce retour serait impossible pour eux, ils ont déposé la demande de naturalisation : *« Parce qu'on a eu pas mal de temps l'idée de rentrer dans nos pays, ou l'Argentine ou l'Uruguay. Après, de fil en aiguille, avec les compromis et le fait que nos enfants aient grandi ici. Il y en a deux des trois qui sont nés ici, donc on a peu à peu décidé,*

par la force des choses, d'y rester. On n'était pas convaincus qu'il y ait une raison très, très importante, la seule chose que j'ai regretté c'est, deux ou trois fois, on m'a refusé des emplois parce que je n'étais pas suisse (...). C'est aussi avec le temps et avec le fait de prendre racine ici et de vouloir donner notre opinion auprès de des organismes quand il faut voter, quand il faut décider, soit au niveau communal, soit au niveau cantonal ou même de la fédération, on a le plaisir d'être suisses et puis, voilà. Il y a tellement d'années qu'on vit ici que c'est normal d'accomplir une fonction de citoyen. » (Marina, 61 ans).

Un interviewé africain très engagé politiquement dit aussi avoir attendu longtemps avant de demander la nationalité car il pensait retourner dans son pays : *« J'ai attendu la retraite parce qu'il fallait décider si euh... je rentre au pays ou si je réside ici. Même si je dois rentrer au pays euh... bon nous avons levé ma femme et moi l'option de rester ici, de solliciter la naturalisation suisse. Ça pouvait faciliter beaucoup de choses avec un passeport Suisse, c'était moins compliqué de voyager un peu partout dans le monde que le passeport de mon pays d'origine qui devenais problématique. Donc on a décidé de résider ici mais, avec l'intention de rentrer chez nous même en gardant la nationalité Suisse. Mais, de nous établir chez nous mais, cela n'a pas été possible pour des raisons politiques parce que j'étais en désaccord total. J'ai continué à être en désaccord total avec le régime qui était en place et ma vie était en danger si je m'établissais là-bas. » (Robert, 71 ans).*

Les personnes mariées à des Suisses possèdent, en principe, une certaine forme de sécurité, puisque leur autorisation de résidence provient du mariage. Pour cette raison, plusieurs interviewés (notamment latino-américains) ne souhaitent pas, ou n'ont pas souhaité pendant de longues années, acquérir la nationalité suisse. D'autres personnes mariées à des Suisses ont, au contraire, pris la nationalité de leur conjoint très rapidement pour des questions pratiques (quitter un pays instable et venir habiter en Suisse, pouvoir voyager sans trop de difficultés) ou parce qu'à l'époque de leur mariage la nationalité suisse était attribuée automatiquement aux femmes étrangères épousant un Suisse. Juan, venu dans le cadre du regroupement familial explique sa démarche de naturalisation comme une manière d'avoir plus de chances de trouver du travail et d'être sûr de pouvoir rester en Suisse auprès de sa femme : *« Je ne voyais pas le besoin de devenir Suisse, parce que marié avec une Suisse, on m'a toujours accordé la priorité par rapport aux autres étrangers (...). Mais quand je me suis retrouvé au chômage, là-bas on m'a dit que les choses avaient changé et que si je voulais trouver du travail je devais devenir suisse et je suis devenu suisse, à 55 ans. (...) Pour des*

raisons de travail. Bon, la Suisse donne la préférence aux pays limitrophes, après c'est l'Europe... c'est-à-dire que la Bolivie se trouverait en cinquième place et le fait d'être marié avec une Suissesse ce n'était plus une priorité. Bien des gens venaient avant moi. C'est-à-dire qu'ils ont changé les lois. Et on m'a dit qu'à partir du moment où je n'arrivais plus à subvenir à mes besoins économiques en Suisse, on pouvait même m'expulser. Même si je suis marié avec une Suissesse. Et on m'a donnée deux exemples. Il y a une Brésilienne avec des enfants suisses. Elle a été expulsée parce qu'elle n'avait pas de quoi vivre. » (Juan, 62 ans).

Lors de nos entretiens, quelques personnes n'avaient pas toujours demandé la nationalité suisse malgré leur séjour dans ce pays depuis 30 ans. Les raisons pour ne pas se naturaliser sont personnelles, mais aussi politiques. En effet, certains pays d'origine n'acceptent pas la double nationalité, ce qui a freiné certaines personnes qui ne voulaient pas y renoncer : *« Peut-être que ça viendra. Pendant longtemps, j'étais préoccupé par mon avenir et mon devenir et puis avec l'ouverture de la nation suisse, les étrangers pouvaient siéger au niveau communal, avec leur passeport étranger. Je me suis dit, s'il y a cette ouverture-là, la nationalité peut-être que je ne la prendrais pas... mais on verra. Pour le moment, j'ai ma nationalité congolaise. Il y a ça, et puis, l'autre raison c'est que le pays d'origine n'accepte pas la double nationalité. C'est vrai que ça a été un frein pendant longtemps mais à un moment donné, il faut choisir. J'avance en âge... Je verrais peut-être dans une année, deux ans, s'il faut que je demande la nationalité. » (Charles, 61 ans).*

C'est aussi le cas de quelques Latino-américains, comme Rafael qui réside aussi en Suisse depuis de nombreuses années. Il l'explique pour des raisons philosophiques liées à sa conception de la nationalité : *« Non, je n'ai jamais voulu devenir Suisse. (...) Parce que je ne vois pas l'intérêt. Ma religion me l'interdit (rires). Parce que j'adhère à une philosophie qui serait incompatible avec le fait de changer de nationalité ou de prendre une autre nationalité (...) la Colombie accepte (la double nationalité). Mon épouse est Européenne et je pourrais devenir Européen si je le voulais. Il s'agit d'une formalité... ils m'envoient juste les papiers de l'ambassade pour les remplir (rires). Ma manière de vivre et ma philosophie ne me le permettent pas. » (Rafael, 64 ans).*

Ainsi, le lien à la nationalité exprime non seulement des soucis pragmatiques, mais soulève également des interrogations importantes du point de vue identitaire. Le fait d'avoir la

possibilité d'accéder à la double nationalité facilite, dans la majorité des cas, le positionnement identitaire des personnes interviewées.

2.6 Situation des personnes interviewées en termes de santé et qualité de vie

Dans ce chapitre seront explorés les résultats du questionnaire sur la qualité de vie que nous avons soumis aux interviewés. Ces résultats quantitatifs sont complétés par des données qualitatives issues de l'analyse des entretiens.

2.6.1 Réponses au questionnaire sur la qualité de vie

Les personnes qui ont répondu au questionnaire sur la qualité de vie sont au nombre de 24, dont 16 latino-américains et 8 africains. De manière générale, il n'y a pas de résultats significatifs sur un grand nombre d'items qui composent le questionnaire. Seulement trois items sur 26 se démarquent des autres. Il s'agit des items 1, 2 et 26 qui correspondent respectivement à évaluation de la qualité de vie, la satisfaction de l'état de santé et le fait de ressentir des sentiments négatifs tels que la mélancolie, le désespoir, l'anxiété ou la dépression.

Tableau n°17 : **Evaluation de la qualité de vie par les personnes qui ont répondu au questionnaire.**

<i>Qualité de vie</i>	<i>Amérique Latine</i>	<i>Afrique</i>
<i>Bonne</i>	7 (44%)	7 (88%)
<i>Faible</i>	7 (44%)	0
<i>Ni bonne ni faible</i>	2 (12%)	1 (12%)
Total	16	8

Il ressort des données du tableau n°17 que la majorité des personnes d'origine africaine (88%) qui ont répondu au questionnaire déclarent avoir une bonne qualité de vie contre environ la moitié des Latino-américains (44%).

La satisfaction de leur état de santé a été évaluée par 88% des Africains et 69% des Latino-américains qui ont répondu au questionnaire.

Tableau n°18 : **Satisfaction de l'état de santé du répondant**

<i>Satisfaction de l'état de santé du répondant</i>	<i>Amérique Latine</i>	<i>Afrique</i>
<i>Insatisfait(e)</i>	4 (25%)	0
<i>Ni satisfait(e), ni insatisfait(e)</i>	1 (6%)	1 (12%)
<i>Satisfait(e) ou Très satisfait(e)</i>	11 (69%)	7 (88%)
Total	16	8

Quant à l'item 26 sur les sentiments négatifs tels que la mélancolie, le désespoir, l'anxiété et la dépression, 4 personnes latino-américaines, soit 25% de notre échantillon, ont affirmé avoir assez ou très souvent ces sentiments. 56% de Latino-américains (9 sur 16) disent avoir parfois les sentiments négatifs contre 88% de personnes d'origine africaine (7 sur 8) qui ont répondu au questionnaire.

Tableau n° 19 : **Sentiments négatifs tels que la mélancolie, le désespoir, l'anxiété ou la dépression**

<i>Sentiments négatifs</i>	<i>Amérique Latine</i>	<i>Afrique</i>
<i>Assez/Très souvent</i>	4 (25%)	0
<i>Parfois</i>	9 (56%)	7 (88%)
<i>Jamais</i>	3 (19%))	1 (12%)
Total	16	8

Il convient de prendre avec prudence ces résultats sur la qualité de vie estimée par les répondants, dans la mesure où seulement 24 personnes ont répondu au questionnaire. Nous avons par exemple jugé logique de ne pas faire passer le questionnaire aux personnes qui ne comprenaient pas suffisamment bien le français pour y répondre seules et celles qui n'avaient pas de formation. En effet, pour ces personnes le questionnaire paraissait très difficile à

comprendre.

Parmi ceux qui ont répondu au questionnaire, certains nous ont fait remarquer qu'il y avait des questions trop générales et d'autres trop confuses. Ce sont les questions 5, 8 et 9 à savoir : Aimez-vous votre vie ? Vous sentez-vous en sécurité dans votre vie quotidienne ? Vivez-vous dans un environnement sain ?

Concernant les différences entre Africains et Latino-américains sur les trois items présentés ici, il convient aussi de les interpréter avec prudence en tenant compte, par exemple, des normes culturelles sur l'admissibilité de l'expression des sentiments négatifs. Il est ainsi intéressant d'approfondir ces questions en tenant compte de ce que les interviewés ont exprimé sur leur santé et leur qualité de vie lors des entretiens qualitatifs.

2.6.2 Maladies évoquées par les personnes interviewées

Même si la majorité des interviewés estiment avoir une bonne santé ou des problèmes occasionnels liés à leur âge, un certain nombre d'entre eux (15 soit 39%) déclarent avoir une maladie qui représente un problème pour leur santé.

Tableau n°20 : **Prévalence des pathologies déclarées par les personnes interviewées**

<i>Pathologies</i>	<i>Nombre de malades</i>
Diabète	5
Problèmes musculo-squelettiques (arthrose, douleurs chroniques de dos, prothèse du genou)	3
Problèmes psychologiques (angoisse, stress)	2
Cancer	2
Problèmes urinaires	1
Problèmes nasaux	1
Problèmes cardiovasculaires	1

Il ressort de ce tableau que le diabète et les problèmes musculo-squelettiques sont les plus

cités. Certaines de ces pathologies peuvent s'expliquer par l'effet du vieillissement mais également par leurs situations pré-migratoires et migratoires ainsi que par leurs conditions de travail difficiles dans le pays d'accueil. En effet, certaines personnes à la retraite, plus particulièrement celles qui viennent des pays en guerre, ont vécu des événements traumatisants. Une fois dans le pays d'accueil, ces personnes ont également été confrontées à une période d'attente prolongée du statut de réfugié qui n'est pas sans conséquences. Cette situation a affecté leur bien être psychologique comme le souligne Rose (migrante de 62 ans à la retraite qui a fui son pays suite à la guerre civile) : « *Dès l'adolescence jusqu'à aujourd'hui, j'ai perdu mon pays natal à cause des violences politiques qui ne m'ont pas permis de m'épanouir.... La procédure longue de demande d'asile m'a beaucoup affecté, j'ai été obligée de me séparer de mon enfant qui a dû partir dans un autre pays étranger puisqu'il n'avait pas d'avenir ici, en Suisse.* ». Parmi les réfugiés politiques, une personne a été torturée et vit toujours avec les séquelles : « *J'ai connu dans ma vie 8 mois de prison, 5 mois d'isolement, torturé deux fois et 4 exils consécutif.* » (Yvan, 59 ans).

D'autres personnes mentionnent des problèmes musculo-squelettiques. Lors des entretiens elles ont fait allusion à la pénibilité de leur travail, surtout le travail domestique (nettoyage, repassage). C'est le cas de Martha : « *J'ai pris la retraite anticipée à cause des problèmes de santé. J'étais très fatiguée, je faisais un travail dur : la lessive, le repassage, le rangement, le pliage, j'étais debout toute la journée, j'avais des problèmes de dos, des problèmes de jambes, quelques fois le soir, les jambes étaient gonflées.* » (Martha, 64 ans). Il peut s'agir aussi d'un travail physique lié à un emploi qualifié. C'est le cas de Gabriela qui a occupé un poste à responsabilité dans son domaine d'activité : « *J'ai commencé à avoir un problème au dos car mon travail était très physique (...) il fallait entrer avec un charriot aux congélateurs, et quand je dis congélateurs, c'était moins dix-huit degrés. Tu entres et tu restes pétrifié en chargeant un charriot de plusieurs tonnes.* » (Gabriela, 66 ans). Quelques interviewés ont aussi connu des problèmes de santé suite à des accidents non-professionnels qui ont laissé des séquelles physiques importantes et influencé leur qualité de vie. Ce fut le cas de Pedro qui a dû quitter le marché du travail de manière précoce, au vu de l'âge officiel de la retraite : « *Au fond, pour moi ce qui m'a marqué ce fut l'accident, c'est-à-dire que ce fut à partir de l'accident que ma vie a beaucoup changé et non pas à la retraite.* » (Pedro, 65 ans).

Si les personnes interviewées affirment avoir accès aux soins de santé y compris celles qui ont des pathologies graves, nous pouvons souligner la problématique qui accompagne

l'accroissement du nombre de sans-papiers âgés. Comme le précise le responsable de la Consultation Ambulatoire Mobile de Soins Communautaires (CAMSCO) des Hôpitaux de Genève¹⁰ : « *Un phénomène qu'on observe depuis plusieurs années, c'est l'arrivée assez significative de personnes qui ont 65 ans et plus. Souvent les grands-parents viennent pour garder les enfants le temps que les enfants aillent travailler sur le canton, généralement dans l'économie domestique. Donc c'est quelque chose... On est de plus en plus confrontés à ces personnes âgées, parfois fragiles, qui sont venues rejoindre leurs enfants qui eux travaillent... Elles viennent ici souvent pour des demandes de suivi dans le cas de maladies chroniques qui sont propres aux personnes âgées : hypertension, diabète, problèmes de dépistage, par exemple, du cancer du sein, pour des problèmes divers de médecine générale liés aux personnes âgées. Donc ça c'est les principales demandes... Surtout des demandes de suivi ou de renouvellement de traitement.* ». Ces personnes âgées requièrent des soins réguliers que doivent prendre en compte les institutions et associations actives dans le domaine de la santé des personnes sans permis d'établissement légal.

2.6.3 Utilisation des services de santé

En général, les personnes interviewées ont tendance à se déclarer satisfaites des services de santé qui leur sont offerts. Cette satisfaction est aussi confirmée par les réponses que nous avons obtenues à l'item 25 du questionnaire sur la qualité de vie. A la question : « Êtes-vous satisfait de votre accès aux services de santé ? », sur les 24 personnes qui ont répondu, 4 (16%) se disent très satisfaites, 16 satisfaites (68%) et 4 (16%) affirment être ni satisfaites, ni insatisfaites.

Pour évaluer les institutions suisses, les personnes interviewées ont tendance à se référer à celles existant dans leur pays d'origine et à leur mode de fonctionnement. Elles estiment que l'organisation et la qualité des services offerts est meilleure en Suisse. Gerardo nous a dit à ce propos : « *On doit simplement bien savoir obtenir l'information, savoir quelles démarches il faut suivre, parce qu'en général tout ce qui concerne l'administration et le système de gouvernement, tu sais, si nous faisons une comparaison avec ce que nous avons dans nos pays, ici c'est un système assez avancé, ils mettent en œuvre une grande partie de ce pourquoi*

¹⁰ Le CAMSCO pour mission de faciliter l'accès aux soins pour les personnes en situation précaire et coordonner les actions de soins et favoriser l'intégration dans les réseaux de soins et sociaux existants

ils ont été créés. Si l'on se réfère à cela, on trouve même plus de facilités que dans notre propre pays. » (Gerardo, 69 ans). Il est intéressant de relever que, pour cet interviewé, l'aspect positif des institutions et des services suisses est qu'ils remplissent les objectifs qui leur ont été fixés. L'interviewé nous dit également dans cette citation qu'il faut pouvoir se renseigner afin de pouvoir utiliser au mieux les services. Cependant, comme nous l'avons déjà fait remarquer, toutes les personnes âgées migrantes ne parlent pas suffisamment bien le français pour pouvoir y parvenir. De plus, tous les interviewés ne possèdent pas d'assurance maladie qui puisse assumer les coûts engendrés par une hospitalisation, une maladie. C'est particulièrement le cas des personnes âgées sans-papiers. Ainsi, nous constatons une différence nette dans l'expérience vécue par, d'un côté, les personnes âgées arrivées en Suisse relativement jeunes, comme réfugiées politiques, dans le cadre d'un mariage, d'études ou d'emplois internationaux, et d'une autre côté celles venues comme requérants d'asile ou comme sans-papiers, plus tardivement.

Une personne appartenant aux interviewés *réfugiés politiques* traduit parfaitement l'impression du premier groupe. L'accueil et le service de l'hôpital lors de son hospitalisation ont été très satisfaisants : « (...) *tout le monde était attentif à ce que je me sente bien et cela parfois m'épuisais un peu, parce que je sentais davantage responsable de tout ce que je recevais à ce moment-là, jusqu'à ce que les médecins se soient calmés un peu et s'aperçoivent que je n'avais pas besoin... et pareil avec les infirmières, que je n'avais pas besoin que l'on me protège autant, parce que j'étais bien et un cancer n'allait pas me déstabiliser. Alors tout s'est calmé (rires).* » (Eugenia, 67 ans). Il est aisé pour ces personnes âgées d'accéder à des traitements complémentaires tels que la physiothérapie et des appuis psychologiques.

Un personne venue en Suisse dans sa jeunesse pour y réaliser des études témoigne de la qualité des soins à la clinique dentaire des HUG : « *Ils se sont adressés à moi avec beaucoup de respect, en m'expliquant beaucoup de choses, en me considérant comme une personne dans sa globalité et pas la dent qui a la carie, en me parlant beaucoup avant de me faire ouvrir la bouche, en se montrant humbles. Ce sont des étudiants et quand ils n'étaient pas sûrs, ils exprimaient verbalement leurs doutes. Ils sont allés chercher la personne, l'assistante, pour vérifier leurs premières impressions, non, très très bien.* » (Silvia, 61 ans).

Le contact avec le milieu hospitalier pour les personnes du deuxième groupe (les sans-papiers et les requérants d'asile) n'est pas aussi aisé et les avis sont plus partagés. Une interviewée nous dit que lors de son opération, elle a été accueillie normalement : « *On m'a opéré à*

l'hôpital et vraiment je me suis sentie comme une personne de plus. » (Maria, 65 ans). Une autre personne souligne la gentillesse de l'accueil : *« Super, super contente parce il s'agit de personnes très aimables, très proches de toi, elles parlent toutes les langues, ils te traitent comme un être humain, ils te traitent bien. »* (Ana, 60 ans). Ces témoignages donnent l'impression que ces personnes sont surprises d'être traitées de manière aussi positive par le personnel soignant.

Quant à Mohamed (63 ans), sans papiers en Suisse venu d'Italie, il apprécie la possibilité de se faire soigner pour les personnes sans ressources : *« Ce n'est pas gratuit mais quand même pas tellement cher. Ils te disent ce que tu dois payer, mais tout ce que tu peux donner, tu donnes. Tu peux même donner deux francs, ça dépend des consultations. »*.

Cependant, les avis des Latino-américains varient quant à la possibilité de communiquer en espagnol avec des employés des services de santé. Un interviewé rapporte que cela l'a empêché de recevoir des soins et souligne : *« On devrait nous accueillir mieux à l'hôpital (...) bien sûr je n'ai aucune sorte d'assurance, aucune assurance, la langue si vous êtes dans un pays vous devez connaître la langue (...) mais je ne sais pas parler le français, si je ne vais pas avec un interprète, avec quelqu'un pour traduire, il est difficile d'y aller. Parce que même le personnel qu'il y a à l'hôpital, ils te demandent et pourquoi vous ne venez pas avec votre traductrice ? En plus vous êtes dans ce pays, ici on parle français. Comme ça avec ce despotisme. »* (Jorge, 62 ans).

L'hôpital assume cependant également un rôle d'informateur privilégié auprès des personnes sans-papiers. Un interviewé nous a rapporté y avoir été informé sur le système d'assurance maladie ainsi que les possibilités de payer une opération en plusieurs mensualités. Cette option a été testée par une personne qui s'est vu offrir l'aide d'une assistante sociale à la suite d'une intervention médicale pour organiser un remboursement échelonné qu'elle raconte être parvenue à régler.

La question de l'accès aux services de santé n'est pas uniquement liée à la qualité des services et de l'accueil. Certains interviewés, notamment les sans-papiers, essaient de reculer le plus possible le moment de s'y rendre : être malade a un impact direct sur leurs revenus : *« Je ne dois pas être malade, parce que si je suis malade, je ne travaille pas. »* (Ana, 60 ans). Ainsi, si elle ne se rend pas au travail, il lui est presque impossible de rattraper les heures de travail non-effectuées et doit en plus assumer les charges engendrées par sa maladie. Être malade constitue une réelle perte financière pour les personnes sans-papiers qui n'ont pas d'assurance

pouvant combler la perte. Une interviewée résume sa situation comme suit : « *Ce n'est pas que je vais avec fréquence à l'hôpital, mais j'ai cette possibilité d'être soignée.* » (Maria, 65 ans). Les soins sont donc accessibles à ceux qui en ont besoin mais les conséquences financières qui entourent l'arrêt ou la diminution du temps de travail restent un obstacle à la fréquentation des structures. Pour cette raison, les entretiens des personnes sans-papiers soulignent le recours à des moyens alternatifs avant de se rendre dans à l'hôpital. Il a été fait mention de médicaments importés du pays d'origine qui permettent une automédication et de recettes de grands-mères : « *D'une manière générale, comme nous, en Amérique Latine, si tu as mal aux dents tu te soignes avec des herbes, comme on dit, nous sommes devenus très durs pour juste aller au lit pour n'importe quelle douleur.* » (Ana, 60ans).

Lorsqu'elles sont tristes, angoissées, les personnes âgées interviewées ont des méthodes très diverses pour y faire face. Certains en parlent avec leur conjoint ou ont recours à la psychanalyse, à un psychologue, d'autres encore à une autorité religieuse. Néanmoins, il faut souligner le manque de soutien des personnes âgées sans-papiers. Souvent éloignées de leur famille, elles doivent faire face, seules, à ces moments difficiles. Ainsi, l'un des répondants nous fait part de sa manière d'affronter les sentiments négatifs que sont la tristesse et l'angoisse : « *Je vais à un arrêt de tram, de bus, et je m'assieds là. Déjà je vois les gens qui marchent et je me dis que je ne dois pas devenir amer parce que je ne suis pas dans mon pays.* » (Jorge, 62 ans).

2.7 Représentation de la retraite et de la vieillesse

L'analyse des entretiens sur les représentations de la retraite des personnes interviewées dans notre étude fait ressortir plusieurs mots, ou groupes de mots, associés à la retraite. Il s'agit des termes suivants : *le repos, la gestion de son temps, la continuation ou la diminution des activités durant la retraite, s'occuper de sa famille ou de soi-même, l'autonomie d'entreprendre* ou encore *profiter de la vie*. Il ne faut pas oublier que la signification sociale de cette période de la vie varie selon les sociétés et se reflète aussi au niveau linguistique. Ainsi, le terme de *retraite* en français et en espagnol (langue maternelle de la majorité des latino-américains interviewés) a des sens très différents.

Le terme *retraite*, d'après le Dictionnaire Robert a les significations suivantes : 1. Action de se retirer en arrière, de s'écarter 2. Action des troupes de rentrer dans leurs casernes, abandon du champ de bataille 3. Action de se retirer de la vie active, situation d'un individu qui s'est retiré d'une fonction, d'un emploi et qui a le droit de recevoir une pension. Ainsi le mot le plus utilisé en français fait référence aux notions d'abandon, de manque d'action, d'inactivité et de désengagement (Bolzman et Kaeser, 2012).

En espagnol, le terme *jubilación* fait référence à une situation très positive. D'après le Dictionnaire de la Real academia española (2009) *jubilación* vient du latin *jubilare* qui veut dire « *alegrarse al cesar la obligación de trabajar* », c'est-à-dire se réjouir lorsque l'obligation de travailler cesse. Ici, l'accent est donc mis sur l'idée de bonheur liée à la possibilité de se libérer des devoirs du monde du travail (Bolzman et Kaeser, 2012).

Les représentations de cette période de la vie peuvent varier parmi nos interviewés, puisque certains sont déjà retraités et d'autres pas encore. Ces différentes représentations vont être la conséquence en partie de leur vécu de cet état ou de leurs attentes. Les témoignages ci-dessous donnent plus de détails sur les représentations de la retraite des personnes interviewées.

Pour Robert, la retraite, c'est à la fois le repos mais aussi plus de temps pour les activités familiales : « *La retraite signifie la pause, le repos. Les relations avec les enfants, tout se passe bien. Beaucoup de choses ont changé avec la retraite, avant j'étais très occupé par le travail, maintenant c'est la famille, la retraite c'est mieux de voir les enfants, d'être responsable de la famille, des enfants.* » (Robert, 71 ans).

Pour Hubert c'est la liberté de gérer son temps comme on veut et pour travailler autrement, même si certaines obligations familiales limitent cette liberté : *« Pour moi en tout cas, on gère le temps soi-même donc c'est ça surtout la grande différence et puis il y a aussi des petites choses que tu n'avais pas le temps de faire quand tu étais actif et maintenant... Je travaille à la maison et je reste parfois 4-5 heures à travailler mais ce sont des choses qui ne sont pas visibles surtout vis-à-vis de mon épouse. Comme mon épouse travaille, normalement, les tâches ménagères c'est elle qui s'en occupe encore alors si moi je reste là à travailler pendant 5h mais comme je suis à la maison, je n'ai pas autre chose à faire. Si elle vient et qu'elle voit qu'il y a des choses qui n'ont pas été faites, elle va dire, mais tu étais toute la journée à la maison et moi j'étais au travail... Mais après l'explication, elle comprend. »* (Hubert, 64 ans).

Pour Sébastien qui n'est pas encore à la retraite, il y a des attentes de liberté et d'autonomie, mais aussi des craintes économiques : *« Alors, c'est assez complexe parce que c'est une réalité multifacettes. Bon, la retraite c'est d'abord la fin de l'activité officielle, salariée, entre guillemets, puisque souvent les patrons n'ont pas de retraite. Donc la retraite, c'est la fin de la vie salariée mais au même temps le début d'une nouvelle forme de vie autonome. Donc pour moi c'est plus l'autonomie qu'on obtient au niveau professionnel. Aussi un peu pour tout le monde, c'est une forme, une période de remise en cause du confort financier, puisqu'on n'a plus la sécurité salariale régulière. Si on n'a pas trop cotisé... donc il faut revoir comment on peut vivre avec les moyens, les nouveaux moyens, dont on dispose et qui sont souvent réduits par rapport à ce qu'on avait avant. Donc c'est ces trois aspects-là qui comptent. Maintenant, il faut voir aussi si la retraite c'est une période de disponibilités par rapport à d'autres, à sa famille, et tout, et puis qui, pour moi, devrait être aussi une période de libertés et surtout de liberté d'entreprendre. Donc de réaliser ce qu'on n'a pas pu réaliser pendant toute sa vie professionnelle et à cause des contraintes sociales et financières. On est libre maintenant de faire enfin, de réaliser sa vie. »* (Sébastien, 62 ans).

En revanche, pour Ana ce sera une obligation. Elle souhaiterait continuer à travailler, mais ce sont ces patrons qui décident : *« Ma profession c'est femme de ménage, maintenant, et même comme femme de ménage je vais prendre ma retraite. Pas parce que je veux, mais parce que les patrons mêmes ont besoin de personnes jeunes et plus des personnes âgées (...) C'est comme si on te coupe, on t'annule et on t'appelle « vieux » parce que tu n'as plus la*

possibilité de continuer dans ton travail, dans tes connaissances, alors qu'elles augmentent, que tu sais plus. Tu arrives à un âge et on te dit vous pouvez travailler jusqu'ici et après ça, non. » (Ana, 60 ans).

Pour Maria ça sera l'opportunité d'apprendre, de faire ce qu'elle n'a pas pu faire auparavant : *« Je pense que l'être humain doit améliorer ses connaissances. J'ai entendu à une radio espagnole que l'être humain doit se réaliser dans tout ce qu'il n'a pas pu faire auparavant. Par exemple, pour que le cerveau soit constamment en activité, il doit apprendre. S'il n'a pas appris la physique quand il était étudiant, apprendre la physique, ou une autre langue, et j'ai commencé à apprendre le français parce que dans cette ville on parle français. Avec l'anglais je sais que je peux m'exprimer, mais si j'ai l'opportunité de faire un baby sitting et que je ne sais pas le français, je ne peux pas y aller. » (Maria, 65 ans).*

Ces différentes représentations de la retraite se retrouvent, jusqu'à un certain point, dans la typologie de retraites définie par Guillemard (1972 cité par Jovelin et Mezzouj, 2010, p. 61). Il s'agit principalement de trois types de retraites. Ce sont la retraite-participation, la retraite-famille, la retraite-troisième âge :

« La retraite-participation : le retraité adopte un mode de vie sédentaire. Il consomme de façon intense des mass médias (radio, télévision, journaux...) et occupe le statut que la société lui impose ;

La retraite-famille : le retraité retrouve ici son rôle de point d'appui du système des relations parentales et continues à s'approprier par la médiation familiale, des valeurs sociales et culturelles et des biens matériels. La consommation a lieu dans le cadre de la communauté familiale ;

La retraite-troisième âge : cette forme de retraite correspond au passage d'une activité productrice à une nouvelle forme d'activité créatrice et socialement reconnue. Cette nouvelle activité structure la totalité de l'activité du sujet au même titre que l'activité professionnelle passée ».

Parmi nos interviewés, les représentations qui prédominent concernent plutôt les deux derniers cas de figure. Nombre d'interviewés évoquent soit l'importance de la retraite en famille, soit le rôle central des activités créatrices ou engagées qui bénéficient d'une certaine reconnaissance sociale. Le premier type, la retraite-participation, fait moins partie de l'imaginaire de nos interviewés, mais peut devenir une réalité pour certains d'entre eux.

Guillemard (1972) parle aussi de retraite-retrait, de retraite-loisirs et de retraité-revendication mais qui n'ont pas été évoquées dans le discours des personnes interviewées, sauf dans une certaine mesure, pour le dernier cas de figure.

« *La retraite-retrait* : l'acteur social retraité est totalement coupé de sa situation sociale et il ne participe plus à une production collective ;

La retraite-loisirs : le retraité est intégré dans la société en tant consommateur. Cette retraite est centrée sur la consommation de masse car l'individu consomme des biens et services produits en masse sur le marché ;

La retraite-revendication : l'individu refuse ici la place qui est faite aux « vieillards » dans notre société, d'être considéré comme « indésirable ». »

Certains interviewés, comparent leur situation avec celle des retraités dans leur pays d'origine. D'après eux, là-bas, la personne âgée aurait une place reconnue dans la société et craignent qu'ici celle-ci ne soit reléguée dans la solitude et l'inutilité, c'est-à-dire dans la retraite-retrait. Cette situation est pensée comme une fin terrible par la grande majorité d'entre eux. C'est pourquoi, l'alternative est pour quelques-uns de retourner dans leur pays d'origine, afin d'y retrouver un rôle plus central, comme l'exprime par exemple Sébastien (Cf. à ce propos divers témoignages dans les pages suivantes).

Comme nous l'avons expliqué, le manque de ressources financières de certaines personnes interviewées les empêche de vivre leur retraite-loisirs. Ainsi, ceux qui, proches de la retraite, ont commencé à travailler tardivement ont manifesté leur volonté de continuer à exercer une activité professionnelle même après l'âge de la retraite. Cela dans le but d'arrondir la maigre pension qui leur reviendra. Il arrive également qu'ils poursuivent leur activité professionnelle en raison de la spécificité de leurs compétences, leurs employeurs ne trouvant pas de spécialistes pour les remplacer : « *Pendant les premières années de ma retraite, j'ai continué à être sollicité comme consultant dans mon domaine ; parce que je dois dire que j'étais presque le seul spécialiste dans le domaine très précis dans lequel je travaillais.* » (Robert, 71 ans).

Dans ces différents témoignages de personnes interviewées, un élément intéressant est mentionné : celui relatif à la préparation de la retraite surtout si on n'a pas beaucoup cotisé. Il est, en effet, important de se préparer à la retraite financièrement mais également psychologiquement, puisque ce nouvel état peut être difficile à accepter. Jovelin et Mezzouj

(2010) parlent de « *période de crise dans la mesure où le retraité traverse une crise d'identité. Le point de départ est une rupture souvent imposée, qui remet en cause le cadre social dans lequel l'individu s'exprime. Le deuil de ce rôle social renvoie à soi-même et entraîne un bouleversement intérieur qui remet en question l'estime de soi et la confiance en soi* » (p. 60-61). Ainsi, Elena nous apprend que la difficulté de cette transition s'est manifesté pour elle dans l'expression de son activité : « *J'ai appris à dire : « je suis retraitée » et non pas « je suis vétérinaire ». J'ai appris à ne plus avoir honte d'être retraitée. Ça a été tout un processus d'un point de vue moral. Regarde, pour moi ça a été un grand rabaissement, mais le plus grave c'est de savoir que tu es au sommet, c'est-à-dire que tu ne vas pas continuer à avancer dans cette voie, à progresser, au mieux tu vas dégénérer (rires).* » (Elena, 66 ans).

Dans le cas des personnes issues de la migration, cette étape de la vie professionnelle peut donc les mettre dans une situation de confusion. C'est à ce moment-là qu'apparaît le dilemme : rester dans le pays d'immigration ou rentrer dans le pays d'origine. Cette dernière option exige une préparation comme le souligne Sébastien : « *Aujourd'hui, je me lance plus vers l'incitation au retour en Afrique parce que je sais qu'il y a une qualité de vie meilleure là-bas qu'ici à cause de l'entourage social. Ici, au final, la seule issue qui reste c'est aller à l'EMS, et pour un africain c'est mortel : il n'y a pas l'entourage humain comme on peut le trouver en Afrique. Mais ça suppose une préparation initiale que souvent les africains ne font pas.* » (Sébastien, 62 ans).

2.7.1 Représentations de la retraite et de la vieillesse dans le pays d'origine et en Suisse

Nous avons également cherché à connaître les représentations de la retraite et de la vieillesse dans leur pays d'origine que se font les personnes âgées d'origine latino-américaine et africaine. Les personnes interviewées s'accordent à dire que les conditions de retraite en Suisse sont meilleures que dans leur pays d'origine et ce, pour différentes raisons. Ainsi, l'accès aux soins de santé pour des personnes âgées en Suisse et le montant de la pension que reçoivent les retraités et les prestations sociales annexes sont les principaux arguments. En effet, les pensions aux montants insuffisants perçus dans certains pays d'Afrique et d'Amérique Latine permettent rarement au retraité de faire face seul à ses besoins. Ces rentes sont souvent le fruit d'un système de pension qui ne voit pas toute la population y contribuer (du fait d'une grande part d'économie informelle) et de l'âge de la retraite, souvent fixé aux

alentours des 55 ans. Dans la plupart des cas qui nous ont été rapportés, les personnes à la retraite en Afrique et en Amérique Latine doivent travailler pour subvenir à leurs besoins ou se retrouve en grande partie à la charge de leur descendance.

La vieillesse est également perçue de manière distincte si elle se déroule au pays d'origine ou dans celui d'accueil. Plusieurs interviewés ont pointé l'alimentation, l'exercice physique et le climat comme points de différence. Ces trois facteurs auraient une grande influence sur la qualité de vie des personnes âgées et leur espérance de vie, d'après les interviewés. En Suisse, l'accent serait mis sur la prévention : *« Ici, lorsqu'ils arrivent à l'âge de 50, on leur diminue le sucre, le sel, pour leur santé et ils font beaucoup d'exercice, faire du vélo, de la natation, des cours de yoga. Eux, ils se débarrassent de la graisse en faisant de la marche. »* (Maria, 65 ans).

Certaines personnes issues de l'immigration africaine, comme Charles (61 ans, en Suisse depuis 30 ans), ont tenté d'expliquer les raisons qui les retiennent d'aller, un jour, vivre en maison de retraite : *« Il y a une difficulté qui se situe, je pense, à deux niveaux. Le premier, c'est que les maisons de retraite ne sont pas dans la culture africaine. C'est déjà une difficulté. Il faudrait que l'Africain qui a atteint un certain âge ou qui a des problèmes de santé fasse un travail culturel, un effort de conceptualisation pour finalement admettre qu'il ne vit plus dans sa propre société et que dans la société qui l'accueille et où il vit, il y a une autre réalité sociale, c'est-à-dire l'existence de ces maisons de retraite et qu'il réalise d'y aller vivre. Autrement, il y a cette barrière, en nous, qui nous empêche de nous voir dans une maison de retraite. La plupart des gens qui ont dépassé 60 ans, souvent, rentrent dans le pays d'origine. Il est vrai que celui à qui je fais allusion était venu en Suisse avec l'intention de rentrer, comme moi. Beaucoup de seniors par exemple, sont rentrés. Par contre, ceux qui sont venus jeunes et qui vivent dans le pays depuis longtemps n'ont plus beaucoup d'attaches dans le pays d'origine. Ceux-là, vont probablement vouloir vivre leur retraite autrement, dans les maisons de retraite. Mais ceux qui sont arrivés en Europe à l'âge de 30 ans, de 40 ans, n'ont peut-être pas consolidé leurs racines dans le pays et ont tendance à rentrer là où ils ont vécu leur jeunesse. »* (Charles, 61 ans).

Charles a aussi abordé le problème de la solitude qui touche davantage les personnes âgées en Suisse qu'en Afrique. Là-bas, les personnes âgées vivent leur vieillesse en famille : *« Le fait d'écouter régulièrement la voix humaine, le fait de participer au quotidien aux activités de la*

maison leur permettent de relever le moral et de ne pas penser à leur vieillesse, à leur maladie alors qu'ici, en Suisse, le simple fait d'être seul augmente l'angoisse, la peur, et souvent ça amène au suicide. » (Charles, 61 ans).

Quant à Hubert (64 ans, en Suisse depuis 36 ans), il évoque le rôle de la famille et des enfants dans la prise en charge des personnes âgées en Afrique : *« Bien sûr, l'encadrement social est différent. Il y a toujours de la famille autour et comme il n'existe pas encore d'EMS en tant que tels, en tout cas dans mon pays, on vit et on meurt chez soi. On ne finit pas ailleurs. Ici aussi, il y a des gens qui essaient de rester le plus longtemps chez eux avant de finir dans un home, mais en Afrique c'est la règle. Et puis, même si les enfants ne sont pas là, il y a toujours les petits enfants. Souvent, les vieux sont ceux qui s'occupent des petits jeunes donc il y a quand même un lien intergénérationnel permanent. Même actuellement, je m'occupe de ma mère et aussi d'une tante, elle n'a jamais eu d'enfants, elle vit à la maison avec mon oncle et donc les petits enfants sont ses petits-enfants. Il n'y a pas de solitude. » (Hubert, 64 ans).*

D'autres personnes interviewées comme Yvan (en Suisse depuis 25 ans) ont insisté sur le fait que les personnes âgées sont plus respectées dans leur pays d'origine qu'en Suisse : *« J'ai des frustrations, on ne me respecte pas en tant que personne âgée, alors que nous sommes des monuments, dans notre pays d'origine, le statut social change, c'est l'inverse d'ici. On n'est pas respecté. » (Yvan, 59 ans).*

Quant à Alberto, il considère que par rapport à la Colombie, les enfants, en Suisse, n'ont pas le temps de s'occuper de leurs parents âgés : *« La différence est qu'ici les vieux se retrouvent seul et, en Colombie, ils ont à côté plein de poussins. Il y a toute la famille, maman qu'est-ce que vous arrive ? On l'amène au cinéma, on l'emmène se promener... Ici la vieille, ma voisine qui a 90 ans, je vais la voir une fois par semaine, je monte, et elle est toute seule, toute seule et elle n'est pas un cas unique. J'ai connu beaucoup de vieux et ils sont toujours seuls. Leurs enfants sont en général très occupés. Ils sont en train de faire carrière ou dans des postes importants. Ils n'ont pas assez de temps. » (Alberto, 60 ans).*

Silvia fait un constat semblable, mais elle s'active pour éviter l'isolement. Elle se demande si elle n'est pas en train d'idéaliser son pays d'origine sur la vieillesse qu'on y vivrait : *« (Là-bas) les voisins sont plus portés à donner un coup de main, à s'intéresser à la vie du proche. Ici, on peut passer peut être cinq ans en vivant dans le même immeuble sans savoir qui il y a au dessus. Ce n'est pas mon cas parce que je frappe tout le temps... Avec ma voisine de palier j'ai tout un marché... Elle me fournit des matières premières et des navets et moi je lui fournis*

des choses élaborées et puis on... Voilà. Je déteste vivre complètement isolée et je pense que la famille a un sens plus élargi là-bas. Mais peut-être que ça a complètement changé. Avec la mondialisation, peut-être que partout c'est pareil. (Rires) » (Silvia, 61 ans).

D'autres Latino-américains évoquent aussi l'absence des structures de qualité pour les personnes âgées dans leur pays d'origine : *« L'expérience que j'ai eu c'est au Chili, car nous avons nos mères là-bas. Ma mère et celle de mon épouse. Elles sont arrivées à un âge où elles étaient prostrées au lit et nous leurs avons cherché, car nous les aidions depuis ici, j'ai cherché une maison de retraite, et nous sommes restés abasourdis par les conditions horribles dans lesquels se trouvent les personnes très âgées au Chili. »* (Gabriel, 69 ans).

Il est vrai que les personnes âgées en Afrique et en Amérique Latine ont joui d'une considération sociale importante durant la vieillesse. Néanmoins, les phénomènes d'urbanisation, d'émigration massive des jeunes, modifient aussi dans ces régions du monde les rapports intergénérationnels. Ces transformations n'ont pas encore atteint, une dimension aussi visible qu'en Suisse, ce qui peut expliquer que lorsque les personnes interviewées retournent dans leur pays, elles ont tendance à percevoir positivement la place qu'y occupent encore les aînés. De plus, eux-mêmes sont peut être perçu de manière biaisée par les personnes de leur pays d'origine. Pour les jeunes générations, les interviewés représentent ceux qui ont *réussi* à immigrer vers cet Occident idéalisé, ce qui va les valoriser, peut-être modifier les rapports sociaux et améliorer leur statut dans leur pays d'origine. En effet, comme le précisent Jovelín et Mezzouj (2010, p. 64) : *« les représentations sociales de la vieillesse doivent être rattachées à la réalité sociale qui assigne les personnes âgées à un rôle spécifique dans notre société mais aussi à l'expérience personnelle et à l'image que la personne âgée a d'elle-même ».*

2.8 Bilan migratoire des personnes interviewées et rapport au pays d'origine

La comparaison entre la Suisse et leur pays d'origine a été très présent dans les discours des personnes interviewées. Ces discours étaient souvent des manières d'évaluer de manière indirecte leur propre situation passée, présente et future par rapport aux deux pays comparés. Nous avons donc voulu connaître leur bilan migratoire, c'est-à-dire ce qu'elles pensaient avoir gagné ou perdu suite à leur migration.

De manière générale, les personnes interviewées font un bilan assez positif de leur séjour en Suisse et disent y avoir gagné beaucoup dans divers domaines. Pour certains, ils y ont appris ou consolidé des valeurs telles que la démocratie, l'organisation, la tolérance, la paix, la liberté d'expression et la citoyenneté. Un réfugié politique, militant des droits de l'homme, nous a confié : « *J'ai acquis ici le savoir faire, le militant de la paix, Genève a été pour moi une faculté de la paix.* » (Yvan, 59 ans).

Les personnes qui sont venues en Suisse pour demander l'asile, à cause des guerres dans leurs pays d'origine, apprécient la sécurité qu'ils y ont trouvée : « *Ce que j'ai gagné : la sécurité, la paix. Je dors et je respire sans penser aux criminels qui vont tuer les innocents, je serai reconnaissante à la Suisse jusqu'à la fin de ma vie.* » (Rose, 64 ans). Ce sentiment est aussi évoqué par Gerardo qui souligne la possibilité de se promener sur la voie publique sans crainte, même la nuit : « *Ici, je me sens plus tranquille, plus calme. Le stress que l'on vit là-bas, le fait de sortir dans la rue, on pense déjà... tu sais, on doit se protéger. On regarde la personne qui vient en face ou derrière, on mesure déjà les conditions selon le secteur où l'on se trouve. Alors on a un mécanisme de défense que l'on porte avec soi (...) Ici, petit à petit, j'ai appris à le laisser de côté, parce que c'est plus calme.* » (Gerardo, 62 ans). Mais d'autres pensent que la sécurité ambiante et la prospérité qui y règne sont en train de se détériorer en Suisse.

L'éducation dont ont profité leurs enfants et l'accès aux soins de santé est largement mentionné et salué par les interviewés. D'autres nous ont parlé de la protection sociale dont ils ont bénéficié lorsque leur situation économique ou de santé se sont détériorées : « *Les fins de mois difficiles, de... à cause de l'inflation, et toutes ces choses, je ne les ai pas vécues ici.*

Je me suis trouvé plusieurs années au chômage, l'Etat m'a protégé, m'a donné pour vivre. Chose qu'en Bolivie, je n'aurais pas reçu. » (Marcelo, 66 ans).

Les opportunités d'étudier et d'exercer une activité professionnelle satisfaisante sont aussi mentionnées comme un point positif de leur venue en Suisse : *« J'ai eu, en Suisse, la possibilité de me former dans de bonnes conditions. J'ai trouvé un travail qui m'a animé toute la vie, qui m'a plu. J'étais suffisamment reconnue dans mon travail, pas autant que j'aurais voulu, mais suffisamment. S'il y a des choses à critiquer ou à regretter ce n'est pas vis-à-vis de la Suisse, j'aurais pu être plus mobile dans mes démarches pour trouver un autre boulot. Par exemple, si je n'étais pas 100% satisfaite et puis je suis plutôt de nature à m'encrener et à dire non, je tiens encore... Donc j'ai appris à vivre, j'ai appris à profiter du ski que je n'aurais pas pu faire dans mon pays. Je suis amoureuse des paysages suisses, des vignes et il y a beaucoup, beaucoup d'aspects de la mentalité qui me vont bien, d'autres qui me vont moins bien, ça va, je suis satisfaite. » (Carmen, 61 ans).*

Parmi les choses *perdues* lors de leur immigration, les personnes interviewées relèvent plusieurs points : la famille, le réseau social dans le pays d'origine, les avantages que le pays pouvait leur offrir. Un interviewé parle du déracinement qu'il a subi lorsqu'il a dû quitter le pays : *« (...) ce que j'ai perdu c'est la possibilité de jouir des avantages, nationaux, quand je rentre dans mon pays, ça me fâche de me sentir comme un étranger et c'est pareil quand je rentre ici. Je me suis rendu compte que la majorité des jeunes ne me connaissent pas, les gens qui sont nés quand je partais, si vous n'êtes pas là pour observer les habitudes, vous les perdez. » (Yvan, 59).*

Le réseau social et les paysages sont en effet cités comme les pertes les plus fréquentes : *« Ma famille, la première chose qui m'a manqué c'était ma famille et... La mer. Je me suis dit en arrivant que ce serait impossible de me... J'imaginais dans ma tête l'emplacement de la Suisse sur la carte géographique et l'éloignement de la mer et je disais, non, c'est impossible de vivre... même à ça je me suis habituée. » (Silvia, 61 ans).* C'est le cas aussi d'Alfonso qui regrette les paysages et l'atmosphère sociale de la Colombie : *« On perd les amis d'une certaine manière et la Colombie a des paysages magnifiques. La Colombie a des gens... Il y a des gens qui ont cette chaleur humaine. Ici cela manque. Le contact humain avec les gens sur la place du marché par exemple, c'est cela qui manque. La chaleur humaine, où il y aurait moins d'indifférence pour l'autre individu. » (Alfonso, 60 ans).*

Mohamed, venu d'Italie pour chercher du travail en Suisse, estime que ces compatriotes sont devenus individualistes. Il attribue ce changement d'attitude au contexte suisse : « *En tout cas, c'est différent des autres pays. En Italie, les Africains investissent là-bas. Ici, il faut le reconnaître, les Africains qui sont ici, je ne dis pas tout le monde mais en tout cas les Sénégalais qui sont ici, il ne faut même pas compter sur eux. D'ailleurs, la preuve en est que... Moi, je suis de Dakar mais ce qui est sûr et certain c'est que toutes les belles maisons des immigrés, tu n'en peux pas compter plus de 3 ou 4 qui appartiennent aux immigrés de Suisse. Ce sont les gens d'Italie, des Etats-Unis, de France mais pas de Suisse... Je ne sais pas ce qui se passe.* » (Mohamed, 61 ans). La même personne avance que cet individualisme des Sénégalais qui n'investissent pas dans le pays d'origine est dû : « (...) *au mode de vie en Suisse. En Italie, je gagnais 1300 euros par mois et toutes mes dépenses tu peux les résumer sur 300 euros. Tout simplement parce qu'on vit à 5 personnes dans un loyer. 5 personnes, si la maison coûte 500 euros, chacun donne 100 euros* ». Le témoignage de cette personne proche de la retraite venue d'Italie montre que les immigrés peuvent avoir un rapport différent à leur pays d'origine en fonction de leur situation dans le pays d'accueil et de l'organisation de leurs communautés.

Pour certaines personnes, notamment des sans-papiers, la difficulté principale est devenue l'isolement et le sentiment de solitude : Cette personne qui gère un petit commerce informel se plaint des contacts superficiels : « *J'amène les choses et au revoir. Ils me paient, je m'en vais et c'est tout. Je n'ai pas de communication sociale avec eux.* » (Fernando, 61 ans). Une autre raconte que suite à son immigration elle s'est beaucoup renfermée et fuit le contact social : « *Je n'ai pas de vie sociale à cause de mon âge et de ma façon d'être. Je me suis refroidie petit à petit, je suis devenue plus introvertie, alors que quand je suis arrivée je me sentais encore un peu sûre. J'avais des activités, j'aidais dans diverses activités avec d'autres personnes. Après, je me suis renfermée, renfermée. Jusqu'à ce que tu t'habitues à ça.* » (Ana, 60 ans).

Ces pertes sont compensées en partie par les divers apports positifs du séjour en Suisse déjà mentionnés, mais aussi par le maintien de liens avec le pays d'origine. En effet, il ressort de l'analyse des entretiens que presque toutes les personnes interviewées établissent ces liens à travers différentes activités : aide et soutien aux membres de leur famille, mise en place de projets sur place, sentiment de citoyenneté par la consommation des médias (journaux, radio, télévision du pays d'origine), pratique de séjour transnational (aller/retour entre ici et là bas),

communication avec la famille au téléphone ou par internet, projet de retour définitif au pays d'origine, pour y vieillir.

2.9 La question du retour

La question du retour se pose inévitablement à un moment ou un autre du parcours de vie d'une personne migrante. La retraite est l'un des moments pendant lesquels est rediscutée cette problématique : rester ou rentrer ? En effet, pour les migrants, la retraite n'est pas uniquement une frontière sociale (cesser d'être travailleur), mais peut devenir aussi une frontière spatiale, car ils s'interrogent sur le lieu où ils souhaitent passer leurs vieux jours. Pour Sayad (1991, p. 139) : « *le retour est bien naturellement le désir et le rêve de tous les immigrés, c'est pour eux recouvrer la vue, la lumière qui fait défaut à l'aveugle, mais comme lui, ils savent que c'est une opération impossible. Il ne leur reste alors qu'à se réfugier dans l'insaisissable nostalgie ou mal du pays* ». Pour d'autres auteurs (Schaeffer, 2001 ; Bolzman et al., 2006) des options intermédiaires existent, tel que le fait de vivre un peu ici et un peu là-bas, mais aussi le retour dans le pays d'origine. Au vu de la centralité de la question, beaucoup d'interviewés nous ont, par eux-mêmes, fait part de leurs plans ou de leurs envies. Le retour au pays d'origine a été évoqué de nombreuses fois dans les entretiens et quatre types de positions peuvent se dégager : *les promoteurs de projets dans le pays d'origine, les transnationaux, les confus entre ici et là bas et les stables dans le pays d'accueil*.

Les promoteurs de projets dans le pays d'origine sont des personnes à la retraite ou proches de la retraite qui ont décidé d'initier des projets d'affaires ou qui ont des ambitions politiques dans le pays d'origine. Elles se rendent régulièrement dans ce pays pour suivre leurs affaires ou constituer un réseau social dans le but de préparer leur retour. Certaines comptent même s'y installer définitivement dans les prochaines années. Elles estiment que leur qualité de vie durant la vieillesse sera meilleure dans leur pays d'origine qu'en Suisse. Plusieurs personnes issues de l'immigration africaine et latino-américaine ont parlé de leur projet de retour définitif. C'est l'exemple d'Hubert : « *J'ai des projets mais c'est des micros projets. Je le fais aussi dans la fonction d'expérimenter parce que quand on veut se lancer... Parce que là-bas il y a d'autres réalités qu'on n'a pas ici donc il faut du temps pour bien maîtriser ces*

créneaux et une fois qu'on sait comment ça fonctionne on peut se lancer. Ce que j'ai pensé, parce que j'ai un cousin là-bas qui est dans l'agriculture donc ça m'a beaucoup intéressé. Je me suis associé avec lui donc pour l'instant c'est ça et je me dis qu'aussitôt que ce sera maîtrisé... dans ce domaine surtout, c'est le début qui est difficile. Une fois que les choses sont maîtrisées, alors là, ça va. Ça se passe dans ma région d'origine. Pour le moment je fais des vas-et-viens parce que mon épouse est plus jeune que moi et pour elle on attend d'ici à ce que les choses commencent à marcher un peu bien au pays et à ce moment-là, il y aura deux choses. Soit elle va... parce qu'elle ne pourra pas continuer jusqu'à l'âge de la retraite c'est trop long. Donc si les choses commencent à tourner bien, elle pourra aussi prendre une pré-retraite et sera beaucoup plus disponible. Les enfants, ils devront faire leur part parce que ce n'est pas à nous de leur imposer de vivre à tel endroit. C'est eux qui feront le choix. Nous, en tout cas, on préfère regagner le pays. » (Hubert, 64 ans).

Un autre interviewé a des projets dans les domaines de la formation et du tourisme dans son pays d'origine. Une troisième personne souhaite y retourner pour s'intégrer à la dynamique associative de changement social dans son pays d'origine.

Les confus entre ici et là-bas sont des personnes qui sont dans l'impossibilité de se décider à cause, par exemple, de problèmes de santé ou des risques de perdre leurs droits sociaux en Suisse. Ils sont dans l'attente et espèrent que la situation s'améliore pour réaliser leurs ambitions : « Je suis entre deux... Je me dis si je pars... Je vais demander qu'on me verse mon AVS là-bas. Avec ça je pourrais vivre tranquillement... Avec 2500-3000 frs, je peux vivre tranquillement au pays mais mon médecin me dit, attendez, vous devez quand même garder une adresse ici parce que si jamais vous devez vite rentrer il faut payer l'assurance maladie quand même. Alors, si on vous ampute de 400 frs et quelques de l'assurance maladie... Moi, c'est ça... Je ne suis pas encore au clair... Une année et je vais voir ça après. » (Edouard, 65 ans).

La majorité des personnes sans statut de séjour se trouvent dans cette catégorie. Pour elles, le projet de retour est teinté d'incertitude financière. Ainsi, plusieurs interviewés nous ont dit ne pas connaître le système de retraite dans leur pays d'origine. Cette absence de sécurité financière oblige ces personnes à continuer à travailler, en Suisse, afin d'économiser le capital nécessaire à leur quatrième âge : « Tant que je travaille, c'est-à-dire que je peux m'entretenir, avoir mon argent, mais si je rentre dans mon pays, je sais que je n'aurai pas d'argent. Personne ne va s'occuper de moi, personne n'aura la responsabilité de me prendre en charge... C'est un peu stupide ce que je vais te dire, mais j'ai dit à ma fille, 'tu ne vas pas me

prendre en charge, je ne l'espère pas, je ne le souhaite pas. J'espère épargner de l'argent pour moi et que cet argent soit pour ma vieillesse et voilà. Et si je ne peux pas, il y a alors des moyens de disparaître du monde.' C'est-à-dire que je ne veux pas arriver à un moment où je perde le sens, que je sois obligée de demander 's'il-vous-plaît aidez-moi' et que je n'aurai plus la capacité de faire quoi que ce soit. » (Ana, 60 ans).

La troisième catégorie, les *transnationaux*, sont des personnes qui ont choisi la Suisse comme pays de résidence principal tout en gardant des contacts réguliers avec leur pays d'origine. Elles ont un vaste réseau de relations au pays d'origine, mais aussi dans le pays d'accueil. Malgré des réseaux bien établis dans les deux pas, pour des raisons financières, familiales ou de santé, elles gardent leur résidence principale en Suisse tout en faisant des séjours réguliers dans le pays d'origine : « *Oui, parce que... surtout nous avons les enfants et les petits-enfants ici. C'est le premier point. Et en second lieu, en raison de notre âge et pour la question de la santé. Nous nous sentons plus sûrs de continuer ici. Nous avons un système d'assurance qui nous permet de nous faire soigner et aller au Chili maintenant... On n'arriverait... même pas comme des nouveaux, parce qu'à notre âge on ne peut pas entrer dans le système d'assurance pour veiller à notre santé (...). En principe, j'aimerais habiter au Chili, mais voyant la réalité des choses, nous resterons vivre ici.* » (Gerardo, 69 ans).

Enfin, la catégorie des *stables dans le pays d'accueil* sont des personnes qui ont décidé de vieillir en Suisse jusqu'à la fin de leur vie. Il s'agit principalement de personnes qui ont émigré tardivement pour demander l'asile en Suisse ou s'y faire soigner. Ce sont aussi des migrants qui sont restés à l'étranger et qui n'ont plus d'attaches familiales dans le pays d'origine. Ils n'y ont plus de réseau social et estiment qu'il leur sera difficile de s'adapter aux réalités locales : « *En Colombie, à mon âge, je n'ai pas cotisé, commencer à faire quelque chose ne serait pas possible. Ça serait pratiquement mourir de faim. Et surtout, en supposant que l'on commence à travailler, un salaire là-bas ne permet pas de vivre. Ici, avec de l'aide sociale, je vis d'une manière ou d'une autre.* » (Jorge, 62 ans).

Nous pouvons souligner que ces catégories ne sont pas figées et que les personnes à la retraite peuvent se retrouver dans l'une ou l'autre des catégories en fonction de leurs stratégies individuelles ou de l'évolution de la situation socio-politique et économique aussi bien dans leur pays d'origine que dans leur pays d'accueil.

3. Conclusion

Cette étude exploratoire avait pour objectif de produire des connaissances sur la qualité de vie des personnes âgées issues de l'immigration africaine et latino-américaine en Suisse (Genève, Vaud). Elle s'est intéressée à leurs besoins à travers un état des lieux de leurs conditions de vie, leur état de santé et leur accès aux prestations qui sont à leur disposition. Le réseau social des personnes interviewées (participation à la vie sociale, relations avec la famille, les proches et les amis) ainsi que leurs projets de vie (retraite, retour au pays d'origine) ont également été abordés. Les entretiens menés avec les personnes de notre échantillon et avec les professionnels travaillant dans les structures qui accompagnent les personnes âgées ont permis de mieux comprendre les conditions de vie, les besoins et les attentes de ces personnes âgées. Un questionnaire sur la qualité de vie a aussi été utilisé.

Les personnes interviewées présentent des caractéristiques socio-démographiques hétérogènes (âge, sexe, état civil, statut de séjour, durée de séjour) qui ont été prises en compte dans l'analyse des données. Par ailleurs, il convient de souligner que les trajectoires migratoires des personnes interviewées ainsi que les raisons ayant motivées leur départ sont diverses. Les causes migratoires sont notamment dues aux études, au travail, à l'asile et au regroupement familial. Dans l'échantillon étudié, il est également important de distinguer les immigrés qui ont vieilli en Suisse et ceux qui ont migré tardivement.

L'analyse des données de l'enquête montre qu'il n'y a pas de différences significatives entre les Africains et les Latino-Américains à la retraite en termes de qualité de vie. D'autres facteurs, tels que les trajectoires migratoires, professionnelles et sociales antérieures apparaissent comme plus importantes que les origines géographiques pour comprendre les conditions de vie actuelles des interviewés. Nous constatons ainsi l'existence d'une grande variété de situations par rapport à la qualité de vie, concept multidimensionnel.

Même si beaucoup d'interviewés font état d'une qualité de vie assez satisfaisante, il n'en demeure pas moins qu'une partie importante a une qualité de vie qui n'est pas acceptable. En effet, comme les différents témoignages mentionnés dans le texte l'ont bien montré, ces personnes rencontrent des difficultés socio-économiques et culturelles qui les empêchent de s'épanouir et de participer à la vie sociale dans le pays d'accueil. En effet, 18% des personnes sont au bénéfice de l'aide sociale alors que 10% n'ont pas d'activité professionnelle, tout en

n'ayant pas encore l'âge officiel de la retraite. En outre, 13% exercent une activité professionnelle informelle du fait de l'absence d'un statut de séjour reconnu. Dans ce dernier cas se trouvent donc principalement les travailleurs migrants sans-papiers qui sont principalement originaires d'Amérique latine. Ce sont surtout des femmes seules qui travaillent dans l'économie domestique. Il y a également les demandeurs d'asile âgés qui proviennent de différents pays d'Afrique. Ces personnes vivent dans la précarité sociale, sans ressources pour se projeter dans l'avenir. Les personnes sans papiers ou avec un permis de séjour précaire ne peuvent bénéficier des mêmes droits et des mêmes accueils que les personnes titulaires d'un permis d'établissement. Elles sont donc exclues de la société et à cela s'ajoute, dans le cas des sans-papiers, la peur d'être découvert et renvoyé.

Comme nous l'avons souligné dans le rapport, un certain nombre de personnes interviewées ont subi une déqualification professionnelle bien qu'elles aient une formation universitaire. Ces personnes n'ont pas pu s'insérer professionnellement de manière satisfaisante et par la suite obtenir une retraite convenable. Elles ont de la peine à boucler les fins de mois et doivent se priver de certaines activités comme des loisirs ou des vacances qui sont pourtant importantes pour leur bien-être physique et mental. Concernant la santé, certaines personnes interviewées (39%) connaissent des maladies chroniques et pénibles liées à leurs conditions de travail passées et à leur parcours migratoire. Les maladies les plus fréquentes sont le diabète et les problèmes musculo-squelettiques. Si la majorité de nos interviewés sont satisfaites de l'accès aux services de santé, un certain nombre de personnes ont évoqué des difficultés liées aux coûts élevés dus à l'accès aux soins, à l'accès aux informations sanitaires et au problème de langue pour ceux qui ne s'expriment pas en français ce qui constitue un obstacle dans la communication avec les professionnels de santé.

Le logement est également un problème récurrent pour certaines personnes, comme les sans-papiers et des personnes relevant de l'asile. En effet, ces conditions de logement aggravent leur vulnérabilité, tout comme la solitude et l'isolement qui font partie de la réalité quotidienne d'un certain nombre des personnes interviewées. Soulignons que la moitié de nos répondants vivent seuls suite au veuvage, au divorce ou à une séparation. Leurs enfants et petits résident souvent dans d'autres pays ; ce qui ne facilite pas le maintien régulier des liens familiaux. L'éloignement de la famille, des enfants, la perte de rôles familiaux et sociaux, la faible connaissance des ressources sociales à disposition, les problèmes de langue, la perte d'amis et de confidents sont autant de facteurs sociaux qui influent sur la solitude des

personnes âgées migrantes plus particulièrement les personnes sans statut de séjour légal. Cependant, la grande majorité des personnes interviewées (soit 87%) ont déclaré avoir des amis, mais leur réseau social se limite aux membres de leur communauté d'origine. Cette situation a freiné le processus d'intégration de certaines personnes migrantes comme l'exemple d'un interviewé qui ne parle pas le français après 30 de séjour à Genève.

Face à la situation difficile dans laquelle certaines personnes interviewées se trouvent, elles parviennent à mobiliser des ressources qui leur permettent d'avoir leur place dans la société. Ainsi, la religion, un large réseau social, une participation associative et citoyenne, ainsi que des liens préservés avec le pays d'origine sont importants pour garder un lien avec la société. Pour certaines personnes retraitées ou proches de la retraite, le retour symbolique ou réel au pays d'origine est un moyen de bien vivre la période de la vieillesse. Les personnes qui évoquent le retour sont surtout celles qui ont mis en place des projets de développement, ou des projets à caractère commercial, dans le pays d'origine. Il y a également des anciens réfugiés politiques qui continuent à porter un intérêt soutenu à la politique de leur pays d'origine. Ces personnes souhaitent vivre leur vieillesse dans leur pays d'origine, puisqu'elles estiment y être plus respectées qu'en Suisse. Elles évoquent aussi la peur de vivre dans des maisons de retraite dans le pays d'accueil. D'autres, qui n'ont plus d'attaches familiales dans le pays d'origine, ne pensent pas au retour et envisagent de finir leur vie en Suisse. La majorité des personnes interviewées ont par ailleurs fait un bilan positif de leur séjour en Suisse et disent avoir appris beaucoup de choses sur les plans culturel et personnel.

Enfin, cette recherche a mis en évidence deux problématiques qui nous semblent pertinentes. La première est la situation précaire des personnes âgées qui ont immigré tardivement en Suisse. Des questions peuvent se poser au sujet de cette situation : Quel est l'avenir de ces personnes migrantes âgées en Suisse ? Comment les accompagner ? Pourront-elles s'adapter à la vie en EMS alors que c'est quelque chose qui n'existe pas ou de manière embryonnaire dans leurs sociétés d'origine ?

La deuxième problématique porte sur les personnes migrantes âgées vivant en famille et qui sont entièrement prises en charge par leurs enfants et petits enfants. Comme nous l'a précisé une personne de référence dans la communauté somalienne, cette situation est ordinaire dans cette communauté. Il serait donc fréquent que trois générations se retrouvent dans un seul

appartement. Cette cohabitation n'est pas comprise par les institutions qui ne considèrent pas les trois générations comme une seule et même cellule familiale : *« Une chose qui m'embête, c'est qu'une personne âgée Somalienne, etc., les impôts, là où ils reçoivent leur AVS... Tout est super compliqué. Ce qu'il faudrait créer c'est une cellule familiale. La famille est imposée comme un tout, c'est-à-dire qu'il y a le père, la mère et les enfants, c'est la cellule de base en Suisse, mais le problème c'est qu'on devrait rajouter les grands-parents s'ils sont à la charge de la famille dans tout ce qui est administratif... Que ce soit pour les impôts, l'AVS... Mon père ne va pas... Je pense que ce sera à moi de le faire, de gérer son 2^{ème} pilier, son AVS, son loyer. J'aimerais bien ne pas avoir à amener à chaque fois une lettre qui dise que j'ai le droit de faire ceci ou cela. Typiquement, ma grand-mère ne comprend rien à comment refaire son permis et chaque fois c'est le pire truc, chaque fois, elle ne comprend pas, et c'est pareil pour les impôts. Il faudrait donner la possibilité de créer une cellule familiale. »* (Juriste d'origine somalienne, spécialiste de cette communauté en Suisse).

Pour mieux accompagner les personnes à la retraite issues de l'immigration africaine et latino-américaine, quelques propositions ont été formulées par les personnes interviewées :

- Soutenir des migrantes voulant prendre leur retraite hors de suisse, que ce soit dans le pays d'origine ou dans un pays tiers. Mieux les accompagner, créer un dialogue en examinant avec elles les avantages et les inconvénients des diverses options de lieu pour vivre leur vieillesse.
- Mieux soutenir les initiateurs de projets qui retournent définitivement dans leur pays d'origine.
- Valoriser les compétences des personnes retraitées issues de l'immigration africaine et latino-américaine en les intégrant dans les projets de coopération au développement entre la suisse et les pays d'origine, ou en faisant connaître et en soutenant les initiatives déjà existantes.
- Favoriser les liens intergénérationnels entre les personnes migrantes âgées et les jeunes.
- Lutter contre la solitude des personnes âgées migrantes, plus particulièrement, mais pas exclusivement, celle des sans-papiers. Cela par le biais, par exemple, de cafés-seniors : lieux de rencontre pour les personnes âgées avec les autres membres de la

société. Ces lieux pouvant être en même temps des lieux d'information pour les personnes âgées immigrées.

- Mettre en place des interventions visant la participation sociale et citoyenne des personnes âgées. Différentes approches peuvent être privilégiées comme les interactions sociales en contexte individuel (intervention de proximité visant à faciliter l'accès aux services des personnes âgées), les interactions sociales en contexte de groupe (centre de jour), les activités et démarches collectives (projets de nature récréative et sportive), le bénévolat organisé et non organisé, l'implication sociopolitique et militante (Raymond et al., 2008).
- Favoriser l'accès aux soins de santé des personnes âgées, notamment les migrants tardifs sans-papiers et les demandeurs d'asile qui n'ont pas de ressources financières suffisantes. Tenir compte de leurs besoins sanitaires et des pathologies spécifiques liées à leur contexte migratoire aussi bien dans le pays d'origine que dans le pays d'accueil.
- Promouvoir la diversité culturelle et linguistique des minorités (cultures africaines et latino-américaines et autres communautés minoritaires) dans les EMS pour personnes âgées.
- Développer les compétences linguistiques des personnes issues de l'immigration africaine et latino-américaine qui sont en Suisse depuis plusieurs années mais qui ont des difficultés de compréhension et de maîtrise de la langue. Leur permettre l'accès aux cours de langues.
- Mieux informer les personnes migrantes issues de l'immigration africaine et latino-américaine à la retraite de leurs droits en ce qui concerne la protection sociale. Tenir compte de celles qui ont des difficultés linguistiques.

Au terme de notre recherche, nous ne prétendons pas avoir abordé tous les aspects de la qualité de vie des personnes âgées issues de l'immigration africaine et latino-américaine. D'autres problématiques que nous avons déjà évoquées, notamment celle des personnes âgées migrantes vivant en famille, celle des personnes africaines et latino-américaines résidant dans des EMS, ainsi que les suites du retour définitif des personnes à la retraite pourraient être approfondies dans d'autres études.

4. Références bibliographiques

- Atkinson, P., Coffey, A., Delamont, S., Lofland, J., et Lofland, L. H. (2001). *Handbook of ethnography*. Thousand Oaks, CA: Sage.
- Attias-Donfut, C. (2006) (éd.). *L'enracinement. Enquête sur le vieillissement des immigrés en France*. Paris : Armand Colin.
- Bagalwa, J. et Bolzman, C. (2014). Accès à l'emploi qualifié : difficultés rencontrées par les diplômés d'origine africaine. *Tangram*, n° 33, pp. 84-87.
- Bardin, L. (1998). *L'analyse de contenu*. Paris : PUF.
- Beaud S., Weber F. (2003), *Guide de l'enquête de terrain : produire et analyser des données ethnographiques*, Paris : La Découverte.
- Becker H. S. (2002), *Les ficelles du métier : guide de recherche en sciences sociales*. Paris : La Découverte et Syros.
- Bell, R.-G., Beauséjour, P. et Haddad, J. (1993). Echantillon d'instruments de mesure de la qualité de vie et de théories pour évaluer des services de psychiatrie. *Santé mentale au Québec*, n° 18, vol. 2, pp. 87-108.
- Bertaux, D. (1980). L'approche biographique. Sa validité méthodologique, ses potentialités, *Cahiers internationaux de sociologie*, n° 69, pp. 197-226.
- Bertaux, D. (2013). *Le récit de vie*. Paris : Armand Collin.
- Bizeul, D. (1998). Le récit des conditions d'enquête. Exploiter l'information en connaissance de cause. *Revue française de sociologie*, n° 39, vol. 4, pp. 751-787.
- Blanchet, A., Gotman, A. (2007). *L'entretien : L'enquête et ses méthodes*. Paris : Armand Collin.
- Blanchet, A., Gotman A., (2010). *L'entretien : L'enquête et ses méthodes*. Paris : Armand Collin.
- Bollini, P., Siem, H. (1995). No real progress towards equity : health of migrants and ethnic minorities on the eve of year 2000. *Social Science and Medecine*, n° 41, pp. 819-828.
- Bolzman, C. (1996). *Sociologie de l'exil. Une approche dynamique. L'exemple des réfugiés*

chiliens en Suisse. Zurich : Seismo.

- Bolzman, C. (1999). Le parcours de deux générations d'immigrés: un chemin d'intégration? in Bolzman, C. & Tabin, J.P. (Eds.), *Populations immigrées: quelle insertion, quel travail social?*. Genève et Lausanne: Les éditions IES & les cahiers de l'ÉESP.
- Bolzman, C. (2014), Older Refugees in Fiddian-Quasmiyeh, E., Loescher, G., Long, K. and Sigona, N. (Eds.), *The Oxford Handbook of Refugee & Forced Migration Studies*, Oxford: Oxford University Press, 409-419.
- Bolzman, C., Carbajal, M., et Mainardi, G. (2007). *La Suisse au rythme latino: dynamiques migratoires des Latino-Américains: logiques d'action, vie quotidienne, pistes d'interventions dans les domaines du social et de la santé*. Genève : Les éditions IES.
- Bolzman, C., Fibbi, R., Vial, M. (1993). Les immigrés face à la retraite : rester ou retourner ? *Revue suisse d'économie politique et de statistique*, n° 3, pp. 327-384.
- Bolzman, C., Fibbi, R., Vial, M. (1999). Les Italiens et les Espagnols proches de la retraite en Suisse: situation et projets d'avenir. *Gérontologie et Société*, n° 91, pp. 137-151.
- Bolzman, C., Fibbi, R., Vial, M. (2001). La famille : une source de légitimité pour les immigrés après la retraite ? *Revue européenne de migrations internationales*, n° 17, vol. 1, pp. 55–78.
- Bolzman C., Fibbi R., Vial M. (2006). What to do after Retirement ? Elderly Migrants and the Question of Return” In *Journal of Ethnic and Migrations Studies*, vol.32, N°8, pp. 1359-1375.
- Bolzman, C., Hirsch Durret, E., Anderfuhren, S., Vuille, M., et Jaggi, M. (2008). Le regroupement familial des ascendants. Le traitement national d'une problématique transnationale : l'exemple de la Suisse, *Retraite et Société*, n° 55, pp. 39-69.
- Bolzman, C., Kaeser L. (2012). Active Ageing and Immigrants Elders: A Possible Relation? Exploring the Case of Switzerland, *Revista Migrações*, Lisboa, N°10, pp. 29-44.
- Bolzman, C., Poncioni-Derigo, R., Rodari, R., Tabin, et J.-P. (2002). *La précarité contagieuse : les conséquences de l'aide sociale sur le statut de séjour des personnes de nationalité étrangère : l'exemple des cantons de Genève et Vaud*. Genève et Lausanne : IES-EESP.

- Bolzman, C., Poncioni-Derigo, R., Vial, M. et Fibbi, R. (2004). Older labour migrant's wellbeing in Europe: the case of Switzerland. *Ageing and Society*, n° 24, vol. 3, pp. 411-430.
- Bolzman, C., Poncioni-Derigo, R., et Vial, M. (2007). Personnes âgées immigrées en Suisse : Conditions de vie, accès aux soins et à l'aide socio-gériatrique. *Les cahiers du CEDIC*, n° 1, pp. 1-15.
- Bolzman, C. et Tabin, J-P. (1999). Populations immigrées : Quelle insertion ? Quel travail social ? Genève : IES.
- Bonnet F. (2008) La distance sociale dans le travail de terrain : compétence stratégique et compétence culturelle dans l'intégration d'enquête, *Genèses*, n° 73, vol. 4, pp. 57-74.
- Brubaker, Th-H (1990). *Family relationships in later life*. Newbury Park: Saga Publications.
- Bryman A., (2012) *Social research methods*, Oxford: Oxford University Press.
- Candel, D. et Dubois, D. (2005). Vers une définition de la "qualité de vie" ? *Revue Francophone de Psycho-Oncologie*, pp. 18-22.
- Carbajal, M. (2004). *Actrices de l'ombre. La réappropriation identitaire des femmes latino-américaines sans papiers*. Fribourg: Université de Fribourg.
- Chicha, M. T. et Deraedt, E. (2009). Genre, migration et déqualification : des trajectoires contrastées. Etude de cas de travailleuses migrantes à Genève. *Cahiers des Migrations Internationales*, n° 97, Genève : Organisation Internationale du Travail (OIT).
- Christen-Gueissaz, E., Bruchez, C. Cochand, S., Cornuz, N., Martinet, E. (2011). *Enjeux de la diversité culturelle dans l'interaction entre résidents migrants et professionnels de l'accompagnement. Recherche exploratoire réalisée dans 14 établissements médico-sociaux (VD et GE) hébergeant des personnes âgées*. Lausanne, Université de Lausanne, Rapport de recherche à la Fondation Leenaards.
- Ciobanu, O., Bolzman, C. (2014), The role of social networks and institutional structures in the wellbeing of ageing migrants; The case of Romanian ageing migrants in Switzerland, Communication to *IMISCOE 11th Annual Conference Immigration, Social Cohesion and Social Innovation*, 27-29 August, Madrid.
- Cohen, L. et Manion, L. (1980). *Research methods in education*. London : Croom Helm Ltd.

- Compagnone, P.-D, Van, M-T et Bouisson, J. (2007). Définition de la qualité de vie par des personnes âgées. *Revue européenne de psychologie appliquée*, n° 57, pp. 175-182.
- Corten, Ph (1998). Le concept de qualité de vie vu à travers la littérature anglo-saxonne. *L'information Psychiatrique*, n° 9, pp. 922-923.
- Dazord, A., Gerin, P., Brochier, C., Cluse, M. Terra, J.L et Seulin, C. (1993). Un modèle de qualité de la vie subjective adapté aux essais thérapeutiques : intérêt chez les patients dépressifs. *Santé mentale au Québec*, n° 18, vol. 2, pp. 49-73.
- Dietzel-Papakyriakou, M. (1993). *Alter in der Migration. Die Arbeitsmigranten vor der Dilemma: zurückkehren oder bleiben ?*, Stuttgart, Enke Verlag.
- Duvoisin, A. (2012). *Pro Senectute : Visibilité et utilisation d'une association bientôt centenaire. Position et enjeux au 21^e siècle*. Mémoire de maîtrise en socio-économie, Genève : Université de Genève.
- Ferraroti, F., (1983). *Histoire et histoires de vie. La méthode biographique dans les sciences sociales*. Paris: Méridiens.
- Gabadinho, A. et Wanner, P. (2007). *La santé des populations migrantes en Suisse : seconde analyse des données du GMM. Le rôle du niveau d'intégration, des discriminations subies, des comportements à risque et de l'isolation sociale*. Berne : Office Fédéral de la Santé Publique.
- Gakuba, Th. (2009). Les familles migrantes rwandaises en Europe à l'épreuve du génocide et de l'exil. Acculturation, difficultés psychosociales et ressources. *Bulletin de l'ARIC*, n° 47, pp.15-24, disponible à l'adresse : <http://www.unifr.ch/ipg/ARIC/Publications/Bulletin/No47/TabMat47.html>.
- Gaulejac De, V. (1987). *La névrose de classe*. Paris: Hommes et Groupes.
- Glaser B., Strauss, A. (1967). *The discovery of grounded theory*. Chicago: Aldline.
- Gravelle, F. et Denis-Ménard, J. (1996). La qualité de vie chez les personnes âgées fréquentant un centre de jour francophone de la région d'Ottawa. *Revue d'intervention sociale et communautaire*, n° 2, pp. 118-127.
- Greenfield, E. et Marks, N.(2004). Formal volunteering as a protective factor for older adults' psychological well-being, *The Journal of Gerontology*, n° 59, vol. 5, pp. 258-264.

- Grenngross, S. (1992). Les droits sociaux et médicaux des Européens âgés résidant dans un pays de la CEE autre que le leur. *Gérontologie et Société*, n° 60, pp. 134-138.
- Guillemard, A.M. (1972). *La retraite, une mort sociale, Sociologie des conduits en situation de retraite*. Paris: PUF.
- Guisse, I., Bolzman, C. (2014). *Etudiants du Sud en Suisse romande. Entre illusions et espoirs. Un parcours de combattant vers la qualification et l'emploi*. Genève : Les éditions ies (sous presse).
- Gustafson P. (2008) Transnationalism in retirement migration : the case of North European retirees in Spain, *Ethnic and Racial Studies*, n° 31, vol. 3, pp. 451-475.
- Hiltbrand, G. (2008). *Etude comparative des conditions de vie et de la qualité des médecins généralistes en Rhône-Alpes, selon le lieu d'exercice*. Thèse de doctorat en médecine. Lyon: Université Claude Bernard Lyon 1.
- Hily, M.A., Berthomière, W. et Mihaylova, D. (2004) La notion de " réseaux sociaux " en migration. *Hommes et migrations*, pp. 6-12.
- Holstein, J.A. and Gubrium, J.F. (2004). "Context: working it up, down and across", in C. Seale, G. Gobo, J.F. Gubrium and D. Silverman (eds) *Qualitative Research Practice*. London: Sage.
- Hungerbühler, H. et Bisegger, C. (2012). "Alors nous sommes restés...". Les migrantes et les migrants âgés en Suisse. Berne : Forum Suisse "Age et Migration" et Commission fédérale pour migrations.
- Hussy, C. (2004). Logement et environnement proche in *Ages et générations. Une vie après 50 ans en Suisse*. Neuchâtel: OFS.
- Jovelin, E. et Mezzouj, F. (2010). *Sociologie des immigrés âgés. D'une présence (im)possible au retour (im)possible*. Paris : Editions du Cygne.
- Joyce, C.R.B (1987). Quality of life: the state of the art in clinical assessment. In Walker et Rosser (Eds). *Quality of life: assessment and application*. London: MTP Press.
- Kaeser L., (2013) *Enjeux de la collecte de données auprès de populations vulnérables : Discussions méthodologiques à partir du cas des populations âgées d'origine*

- immigrée*, Communication présentée dans le cadre du Colloque national de démographie « Les populations vulnérables », Aix-en-Provence, 28-31 mai.
- Kaufmann, J.C (1995). Les cadres sociaux du sentiment de solitude. *Sciences sociales et Santé*, n° 13, vol. 1, pp. 123-136.
- Kaufmann, J.-C. (1996). *L'entretien compréhensif. L'enquête et ses méthodes*. Paris: Nathan. 1^{ère} édition.
- Kaufmann J.-C. (2013), *L'entretien compréhensif. L'enquête et ses méthodes*. Paris : Armand Colin, 3^{ème} édition.
- Kebba, D. et Lul, S.A (2007). Elderly African immigrants in Minnesota: A case study of needs assessment in eight cities. *Education Gerontology*, n° 33, vol. 10, pp. 855-866.
- King, R. et Vullnetari, J. (2006). Orphan pensioners and migrating grandparents: the impact of mass migration on older people in rural Albania. *Ageing and Society*, n° 26, vol. 5, pp. 783-816.
- Lalive d'Epinay, C., Christe, E., Coenen-Huther, J., Hagmann, H.-M., Jeanneret, O., Junod, J.-P., Kellerhals, J., Raymond, L., Shellhorn, J.-P., Wirth, G., et De Wurstenberger, B. (1983). *Vieillesse. Situations, itinéraires et modes de vie des personnes âgées aujourd'hui*. Saint-Saphorin: Georgi.
- Le Gall., J. (2005). Familles transnationales : bilan des recherches et nouvelles perspectives. *Les Cahiers du Gres*, n° 5, vol. 1, pp. 29-42.
- Lelièvre, N. (2004). *Statut juridique de la personne âgée en établissement de soins et maison de retraite*. Paris : Heures de France.
- Mahnig, H. (sous la direction) (2005). *Histoire de la politique de migration, d'asile et d'intégration en Suisse depuis 1948*. Zurich: Seismo.
- Marin-Avellan, L. E. et Mollard, B. (2012). *L'impact psychosocial du sous-emploi sur la vie des femmes migrantes qualifiées travaillant à Genève (Suisse)*. Genève : Organisation Internationale pour les Migrations (OIM).
- Moulouka, Ch-S. (2010). *Vieillesse et migration en France*. Paris : Harmattan.
- OCDE. (2010). Panorama des statistiques de l'OCDE 2010 : *Economie, environnement et*

- société*. Paris : OCDE Publishing.
- Office Fédéral de la Statistique (2009). *Population résidante étrangère par pays au 31.12.2009*. Neuchâtel : OFS., [http : //www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index.html](http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index.html), consulté le 14.12.2011.
- Paillat, P. (1992). "L'Europe vieillit..." *Gérontologie et Société*, n° 60, pp. 6-18.
- Patel, N. (2003). *Minority elderly care in Europe. Country profiles*. Leeds et London, The Runnymede Trust.
- Piguet, E. (2004). *L'immigration en Suisse. 50 ans d'ouverture*. Lausanne : Presses Polytechniques et universitaires romandes.
- Pitaud P. (1999). L'accès des migrants âgés aux services. L'exemple du centre ville de Marseille : extrait d'une recherche-action. *Migrations santé*, 99/100, pp. 77-96.
- Poirier, J., Clapier-Valadon, S., Raybaut, P. (1983). *Les récits de vie, théorie et pratique*. Paris : PUF.
- Pourtois, J.P et Desmet, H. (1988). *Epistémologie et instrumentation en sciences humaines*. Liège : Pierre Mardaga.
- Raymond, E., Gagné, D., Sévigny, A., Tourigny, A. (2008). *La participation sociale des aînés dans une perspective de vieillissement en santé. Réflexion critique appuyée sur une analyse documentaire*. Québec : Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-nationale, Institut National de santé publique du Québec, Centre d'excellence sur le vieillissement de Québec, Institut sur le vieillissement et la participation sociale des aînés de l'Université Laval.
- Reker, G.T et Wong, PTP (1984). Psychological and physical well-being in the elderly: the Perceived Well-Being Scale (PWB). *Canadian Journal on Aging*, n° 3, vol. 1, pp. 23-32.
- Roussel, L. (1976). *La famille après le mariage des enfants. Etude sur les relations entre les générations*. Paris: PUF-INED.
- Savoie-Zajc L., (2013) Interrelations entre le singulier et l'universel : les propositions de la recherche qualitative, *Recherches qualitatives*, Hors-série n°15 : Du singulier à

l'universel.

- Sayad, A. (1991). *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*. Bruxelles: Editions Deboeck.
- Schaeffer, F. (2001). Mythe du retour et réalité de l'entre-deux. La retraite en France ou au Maroc. *Revue Européenne des Migrations internationales*, n° 17, vol. 1, pp. 165-176.
- Scheib, H. (1995). Ältere Migrantinnen und die Altenhilfe. Untersuchungsergebnisse zur Nutzung von Diensten und Einrichtung der Altenhilfe in Frankfurt a. M. *Zeitschrift für Migration und Soziale Arbeit*, pp. 46-51.
- Serra-Santana, E. (2000). L'éternel retour ou l'impossible retour. *Migrations et sociétés*, n° 12, vol. 68, 77-84
- Shmotkin, D., Blumstein, T et Modan, B (2003). Beyond keeping active: Concomitants of being a volunteer in old-old age, *Psychology and Ageing*, n° 18, vol. 3, pp. 602-607.
- Simon, P., et Tribalat, M. (1993). Chronique de l'immigration. *Population*, n° 48, vol. 1, pp. 125-181.
- Spitz, E. (2006). Psychologie de la santé, In M. Montreuil et J. Doron (Eds) *Psychologie clinique et psychopathologie*. Nouveau cours de psychologie. Paris: PUF.
- Toullier A., Baudet, V. (1998). Vivement la retraite ? *Plein droit*, n° 39, pp. 50-53.
- Valli, M. (2007). Les Latino-Américains sans-papiers à Lausanne: l'insertion cachée. In Bolzman, C., Carbajal, M., et Mainardi, G. (éds). *La Suisse au rythme latino: dynamiques migratoires des Latino-Américains : logiques d'action, vie quotidienne, pistes d'interventions dans les domaines du social et de la santé* (pp. 185-199). Genève: Haute école de travail social (Institut d'études sociales).
- Van Willigen, M. (2000). Differential benefits of volunteering across the life course, *Journal of Gerontology, Social Sciences*, n° 55, vol. 5, pp. 308-318.
- Walker, K. N., McBride, A. et Vachon, M.L.S (1977). Social support networks and the crisis of bereavement. *Social Science and Medicine*, n° 11.
- World Health Organization (Programme on mental Health). *WHOQOL. Measuring Quality of Life*. Geneva, WHO, 1997.

4.1 Index des tableaux

Tableau 1 : Effectif de la population étrangère d’Amérique Latine et d’Afrique résidante en Suisse, de 2009 à 2013 ¹¹	p.12
Tableau 2 : Acquisition de la nationalité suisse en 2011-2012.....	p.13
Tableau 3 : Effectif de la population étrangère, d’Amérique Latine et d’Afrique résidante en Suisse âgées de 40 ans et plus (décembre 2013).....	p.14
Tableau 4 : Effectif de la population étrangère d’Amérique Latine et d’Afrique âgées de 60 ans et plus résidante dans les cantons de Vaud et Genève (décembre 2008).....	p.15
Tableau n°5 : Origine des personnes interviewées.....	p.30
Tableau n°6 : Pays de provenance des personnes interviewées d’Amérique Latine.....	p.30
Tableau n° 7 : Pays de provenance des personnes interviewées d’Afrique.....	p.31
Tableau n° 8 : Sexe et origine des personnes interviewées.....	p.31
Tableau n° 9 : Age et origine des personnes interviewées.....	p.32
Tableau n°10 : Etat civil et origine des personnes interviewées.....	p.32
Tableau n°11 : Années passées en Suisse et origine des personnes interviewées.....	p.33
Tableau n°12 : Statut juridique et origine des personnes interviewées.....	p.34
Tableau n°13 : Niveau de formation et origine des personnes interviewées.....	p.34
Tableau n°14 : Situation professionnelle des personnes interviewées au moment de l’enquête.....	p.35
Tableau n°15 : Nombre d’enfants des personnes interviewées.....	p.63
Tableau n°16 : Nombre de petits enfants des personnes interviewées.....	p.63
Tableau n°17 : Evaluation de la qualité de vie par les personnes qui ont répondu au questionnaire.....	p.78
Tableau n°18 : Satisfaction de état de santé du répondant.....	p.79
Tableau n° 19 : Sentiments négatifs tels que la mélancolie, le désespoir, l’anxiété ou la dépression.....	p.79
Tableau n°20 : Prévalence des pathologies déclarées par les personnes interviewées.....	p.80

¹¹ Ces statistiques ne tiennent pas compte des personnes étrangères naturalisées suisses ni de celles qui n’ont pas de statut juridique reconnu en Suisse.

5. Annexes

5.1 Guide d'entretien destinée aux personnes âgées

Madame, Monsieur

Nous vous remercions pour votre participation à cette recherche « *Qualité de vie des personnes âgées issues de l'immigration africaine et latino-américaine en Suisse (Genève, Vaud)* ». L'étude *répond* à un besoin de recueil d'informations et de production de connaissances sur les conditions de vie de ces personnes. Elle rentre aussi dans les préoccupations des autorités fédérales et cantonales d'intégrer les populations étrangères résidentes en Suisse et d'améliorer la qualité de vie des personnes âgées. Les résultats de la recherche seront d'un apport capital pour les professionnels du social et de la santé ainsi que pour les institutions socio-sanitaires, les associations et les organisations non gouvernementales qui s'intéressent à la problématique des personnes immigrantes âgées de manière générale, et plus particulièrement à celles d'origine africaine et latino-américaine. Des recommandations qui tiendront compte de vos constats et de vos souhaits seront proposées dans le rapport final qui sera rendu à la fondation Leenards qui a financé l'étude. Les résultats de la recherche vous seront également restitués lors de la conférence qui sera organisée à la fin de l'étude. Les informations recueillies dans vos entretiens seront traitées de manière confidentielle et les données personnelles (âge, sexe, noms..) resteront anonymes.

THEME 1 : RETRAITE, VIE QUOTIDIENNE ET ACTIVITE PROFESSIONNELLE

- Est-ce que vous êtes à la retraite ? Sinon, quelle est votre profession ?
- Comment se passe votre vie quotidienne depuis que vous êtes à la retraite ?
- Est-ce comme vous l'aviez imaginé ?
- Qu'est-ce que le mot retraite signifie pour vous ?
- Quelles professions avez-vous exercées avant votre retraite ?

THEME 2. PARTICIPATION SOCIALE

Réseau familial et social

- Avez-vous de la famille ici (conjoint ou conjointe, enfants, petits-enfants)? Quelles sont les relations avec les enfants et petits-enfants ?
- Avez-vous des amis : Combien, de quels pays
- Où rencontrez-vous vos amis ? (chez vous, café, espace public, lieux de culte, centre socio-culturel...)

Participation associative et citoyenne

- Avez-vous des relations avec les membres de la communauté d'origine ou des membres des associations d'autres pays ?
- Participez-vous à la vie associative (centre de loisirs, clubs sportifs, associations, maison des aînés, vie sociale du quartier...) ?
- Comment participez-vous à votre vie citoyenne ? (votations, devoirs civiques...)

Rapport avec l'administration

- Avez-vous des bons rapports avec l'administration ? (poste, service des impôts, assurances, office cantonal de la population...)
- Avez-vous rencontré des problèmes de discrimination ?

THEME 3 : RAPPORT AU PAYS D'ORIGINE

- Est-ce qu'il vous arrive de visiter et séjourner dans votre pays d'origine ? (Pourquoi, combien de fois.)
- Dans les années à venir, où souhaitez-vous vivre ? (vivre dans le pays d'origine ou ailleurs, vivre dans les deux pays, rester en Suisse, EMS)
- Avez-vous une préférence au sujet du lieu de votre enterrement (Suisse, pays d'origine) ?

THEME 4 : PROJET MIGRATOIRE ET PERCEPTION DE SOI

- Qu'est-ce que vous pensez de votre décision de venir en Suisse ?
- Etes- vous satisfait de votre projet migratoire ? Sinon, qu'est-ce qui vous manque ?
- Comment évaluez-vous le bilan de votre vie ici en Suisse ?

THEME 5 : ETAT DE SANTE

- Comment estimez-vous votre état de santé (bon, moyen, mauvais) ?
- Avez-vous des problèmes de santé (maladies...) ?
- Etes- vous autonome ou avez-vous besoin d'aide dans votre vie quotidienne ? (toilette, habillement, faire les courses, manger, préparer les repas, tâches ménagères)

THEME 6: RECOURS AUX SOINS

- Lorsque vous êtes malade, où allez-vous vous soigner en priorité (médecin généraliste, spécialiste, hôpital gériatrique) ?
- Etes-vous satisfait de l'accueil qui vous est réservé ? Pourquoi ? (attentes, besoins, problèmes linguistiques.)
- Avez-vous des difficultés à régler financièrement les soins médicaux dont vous avez besoin ?
- Avez-vous eu recours à une aide à domicile ? Pourquoi
- Estimez-vous avoir besoin d'une aide pour la vie quotidienne ?

THEME 7 : CONDITIONS DE VIE

Logement

- Quelles sont vos conditions de logement ? (type de logement : studio, appartement subventionné ou pas,...)
- Combien de personnes vivent dans votre logement (y compris vous) ?
- Etes-vous satisfait de votre logement ? (accessibilité...) Pourquoi ?
Quelles modifications souhaiteriez-vous ?

Ressources financières

- Quelles sont les ressources financières dont vous disposez ? (pension, salaire, aide sociale, indemnités de chômage, autres...)
- Ces ressources vous suffisent-elles pour vivre de manière convenable ?
- Si vous quittez la Suisse, qu'est ce que vous ferez avec votre retraite ?

8. DONNEES BIOGRAPHIQUES

- Age
- Pays d'origine
- -Sexe
- Durée de séjour en Suisse
- Statut civil (marié ou célibataire)
- Nombre d'enfants :
- Types de permis ou nationalités (suisse, autres nationalités)

5.2 Guide d'entretien destinée aux représentants d'institutions

Madame, Monsieur

Nous vous remercions pour votre participation à cette recherche « *Qualité de vie des personnes âgées issues de l'immigration africaine et latino-américaine en Suisse (Genève, Vaud)* ». L'étude répond à un besoin de recueil d'informations et de production de connaissances sur les conditions de vie de ces personnes. Elle rentre aussi dans les préoccupations des autorités fédérales et cantonales d'intégrer les populations étrangères résidentes en Suisse et d'améliorer la qualité de vie des personnes âgées. Les résultats de la recherche seront d'un apport capital pour les professionnels du social et de la santé ainsi que pour les institutions socio-sanitaires, les associations et les organisations non gouvernementales qui s'intéressent à la problématique des personnes immigrantes âgées de manière générale, et plus particulièrement à celles d'origine africaine et latino-américaine. Des recommandations qui tiendront compte de vos constats et de vos souhaits seront proposées dans le rapport final qui sera rendu à la fondation Leenards qui a financé l'étude. Les résultats de la recherche vous seront également restitués lors de la conférence qui sera organisée à la fin de l'étude. Les informations recueillies dans vos entretiens seront traitées de manière confidentielle et les données personnelles (âge, sexe, noms..) resteront anonymes.

Thème 1 : Activités de l'Institution

- Quelles sont les activités de votre institution pour répondre aux besoins des personnes âgées ?
- Est-ce que les activités de votre institution se limitent au niveau cantonal ?

Thème 2 : Population cible

- Dans quelles circonstances (maladie, décès, retraite..) les personnes viennent vous voir ?
- Est-ce que les personnes âgées d'origine migrante utilisent vos services ? Avez-vous des services particuliers en leur faveur ? (traduction, interprétation...)
 - Qu'est-ce que vous pensez de la non utilisation/ utilisation de vos services par les personnes âgées d'origine migrante ?
- Est-ce que les personnes âgées d'origine migrante accèdent à vos services sans contraintes (permis de séjour, pension...) ?

- Est-ce que vous pensez que les personnes âgées d'origine migrante qui utilisent vos services sont sur représentées ou sous représentées comparativement à la population qui utilise vos services en général ?
- Avez-vous des personnes âgées migrantes d'origine latino-américaine et africaine parmi le public qui reçoit vos services ?
- Estimez-vous que les personnes âgées migrantes d'origine latino-américaine et africaine ont-ils des besoins spécifiques ?

Nous arrivons à la fin de l'entretien mais si vous avez des choses à ajouter, elles seront les bienvenues.

Nous vous remercions pour votre collaboration et vous informerons des résultats de la recherche à la fin de l'étude. Si vous avez des questions ou d'autres informations à nous donner, n'hésitez pas à nous contacter.

Informations sur la personne interviewée

- Position dans l'institution
- Formation
- Depuis quand est dans l'institution

Statut de l'institution : publique, privée ou associative

5.3 Questionnaire Whoqol-Bref

WHOQOL-BREF

Date : Nom : Prénom :

CONSIGNE

Les questions suivantes expriment des sentiments sur ce que vous éprouvez actuellement. Aucune réponse n'est juste, elle est avant tout personnelle.

	Très faible	faible	ni faible ni bonne	bonne	très bonne
1 Comment évaluez-vous votre qualité de vie ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	très insatisfait(e)	insatisfait(e)	ni satisfait(e) ni insatisfait(e)	satisfait(e)	très satisfait(e)
2 Etes-vous satisfait(e) de votre santé ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	Pas du tout	un peu	modérément	beaucoup	extrêmement
3 La douleur physique vous empêche t'elle de faire ce dont vous avez envie ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4 Avez-vous besoin d'un traitement médical quotidiennement ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5 Aimez-vous votre vie ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6 Estimez-vous que votre vie a du sens ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7 Etes-vous capable de vous concentrer ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8 Vous sentez-vous en sécurité dans votre vie quotidienne ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9 Vivez-vous dans un environnement sain ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10 Avez-vous assez d'énergie dans votre vie quotidienne ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11 Acceptez-vous votre apparence physique ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
12 Avez-vous assez d'argent pour satisfaire vos besoins ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
13 Avez-vous accès aux informations nécessaires pour votre vie quotidienne ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
14 Avez-vous souvent l'occasion de pratiquer des loisirs ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

WHOQOL-BREF

www.performance-sante.fr

15	Comment arrivez-vous à vous déplacer ?	très difficilement <input type="checkbox"/>	difficilement <input type="checkbox"/>	assez facilement <input type="checkbox"/>	facilement <input type="checkbox"/>	très facilement <input type="checkbox"/>
----	--	---	--	---	---	--

16	Etes-vous satisfait(e) de votre sommeil ?	très insatisfait(e) <input type="checkbox"/>	insatisfait(e) <input type="checkbox"/>	ni satisfait(e) ni insatisfait(e) <input type="checkbox"/>	satisfait(e) <input type="checkbox"/>	très satisfait(e) <input type="checkbox"/>
17	Etes-vous satisfait(e) de votre capacité à effectuer les tâches de la vie quotidienne ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

18	Etes-vous satisfait(e) de votre capacité à effectuer votre activité professionnelle ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
19	Etes-vous satisfait(e) de vous ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
20	Etes-vous satisfait(e) de vos relations avec les autres ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
21	Etes-vous satisfait(e) de votre vie sexuelle ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
22	Etes-vous satisfait(e) du soutien de vos amis ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
23	Etes-vous satisfait(e) de votre lieu de vie ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
24	Etes-vous satisfait(e) de votre accès aux services de santé ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
25	Etes-vous satisfait(e) de votre moyen de transport ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

26	Avez-vous souvent des sentiments négatifs tels que la mélancolie, le désespoir, l'anxiété ou la dépression ?	jamais <input type="checkbox"/>	parfois <input type="checkbox"/>	assez souvent <input type="checkbox"/>	très souvent <input type="checkbox"/>	tout le temps <input type="checkbox"/>
----	--	---	--	--	---	--

Vérifiez s'il vous plaît que vous avez répondu à toutes les questions

Merci de votre participation